

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12677 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1985

L'incontournable

M. Craxi

Si M. Bettino Craxi jouait au rugby, nul doute qu'on lui confierait le poste de pilier. Il en a la stature physique, et sa position-clé au centre du jeu politique italien l'amène à être celui qui prend le plus de coups, certes, mais qui est également indispensable à la cohésion de l'ensemble.

La défection de Failla droite de la coalition au pouvoir à Rome, le Parti républicain de M. Giovanni Spadolini, mécontent de la manière dont le président du conseil avait agi dans l'affaire du détournement de l'Achille-Lauro, a fait vaciller quelque temps le « pentapartito », la formation à cinq que dirige M. Craxi depuis deux ans.

Mais il était évident que, faute d'alternative, il n'y aurait pas de quarante-cinquième gouvernement italien sortant de la crise, mais un gouvernement quarante-quatre bis, rassemblant les mêmes personnalités autour de la table du conseil, comme si rien ne s'était passé.

L'artisan de cette reconduction, M. Ciriaco De Mita, secrétaire général de la Démocratie chrétienne, a d'excellentes raisons pour agir de la sorte. Le retour de son parti, le plus important d'Italie, à la tête du gouvernement lui semblait prématuré. En effet, la tâche qu'il s'est fixée — régénérer une formation politique affaiblie par l'accumulation des scandales — n'est d'ailleurs pas terminée. D'autre part, un débat au Parlement sur les suites de l'affaire de l'Achille-Lauro aurait pu mettre en valeur certaines convergences entre les socialistes de M. Craxi et le Parti communiste.

Aujourd'hui, M. Craxi s'emploie, avec l'aide de M. Reagan, à minimiser la portée des divergences avec les États-Unis qui se sont manifestées à propos des conditions dans lesquelles le leader palestinien Abou Abbas a pu quitter Rome. Lors de son passage aux Nations unies, à New-York, il a déclaré que la chute de son gouvernement « n'était pas de la faute des Américains, mais un fruit du jardin de la politique italienne ».

Il devra, néanmoins, compter maintenant avec le sursaut d'orgueil national qui s'est manifesté dans le pays, et qui s'est traduit par quelques démonstrations d'anti-américanisme dans les rues et au Parlement.

C'est pourquoi M. Craxi, qui, paradoxalement, sort plus fort de la crise qu'il n'y est entré, s'attachera à maintenir le cap suivi par la politique extérieure italienne, notamment sur la question du Proche-Orient. Le maintien très probable à son poste du ministre démocrate-chrétien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, dont on connaît les bonnes relations avec l'OLP, devrait confirmer cette orientation.

Tout cela conduit la presse italienne, trois jours avant le vote de confiance de lundi prochain, à juger M. Craxi « égal à lui-même ». Chose qui, après une bouffée, peut ressembler à un compliment. En comparaison de la situation de ses homologues de Paris, Londres et de Bonn, il commence à justifier le jugement de l'« Economist », qui faisait de lui, récemment, l'homme fort de l'Europe.

(Lire nos informations page 2.)

LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Le gonflement du crédit inquiète le gouvernement

Au moment de fixer le pourcentage d'augmentation des liquidités pour 1986, les pouvoirs publics vont devoir prendre en compte le réveil de la consommation et du crédit, menace pour la désinflation.

La demande de crédits bancaires a recommencé à augmenter à un rythme qui préoccupe les pouvoirs publics. La Rue de Rivoli aussi bien que la Banque de France. Ce phénomène, en effet, contribue à gonfler la masse monétaire, c'est-à-dire les liquidités de l'économie, dont la progression, s'effectuant à un rythme trop rapide, pourrait ralentir le processus de désinflation auquel le gouvernement s'est attaché.

Pour 1985, l'objectif officiel pour la croissance de la masse monétaire était une fourchette de 4 % à 6 %, contre 7,5 % en 1984. Or le rythme actuel est de 7 %, après avoir même dépassé 8 % avant l'été. L'origine de cette reprise de la demande de crédits se situe au niveau des particuliers (les ménages), et non pas des entreprises. Ces dernières, grâce à la reconstitution de leurs marges bénéficiaires et de leur trésorerie, et aussi en raison de la progression réduite des activités indus-

trielles, ont moins besoin de solliciter le concours des banques, qui ont désormais de la place libre dans leur encadrement par rapport aux normes fixées en début d'année. Cette place, elles ont pu la donner aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 22.)

Un consensus se dessine sur les mesures sociales

Le conseil des ministres du 30 octobre a pris plusieurs décisions sur l'extension de l'expression des salariés et les actions de lutte contre la pauvreté. Deux domaines où un consensus de fait se dessine dans l'opinion depuis quatre ans.

Quelle politique sociale un gouvernement, converti à la nécessité de veiller d'abord au rétablissement des grands équilibres économiques, peut-il mener en temps de crise ? Depuis qu'il a pris le virage de la rigueur, après une année d'état de grâce où il a pu donner libre cours à sa boulimie de réformes, le pouvoir issu des élections de 1981 est fréquemment accusé par les syndicats, et notamment par la CFDT, d'avoir laissé sur

le bord de la route son projet social. Les lois Auroux ont été promulguées alors que, paradoxe saisissant, la France se trouvait en pleine période de blocage des salaires. Et, depuis deux ans et demi, la politique sociale, en panne d'imagination, semble observer une longue pause.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 21.)



LES TROUBLES ET LA CRISE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Le président Botha à la dérive

De plus en plus contesté par la minorité blanche, le président Pieter Botha a subi un nouvel échec le 30 octobre à l'occasion des élections partielles, marquées par une forte poussée des partis de droite et l'entrée au Parlement d'une formation d'extrême droite.

De notre correspondant

Johannesburg. — « Ne nous poussez pas trop loin », avait répété à Durban, le 15 août, le chef de l'État sud-africain, M. Pieter Botha, à l'adresse des pays occidentaux. Sous-entendu : il pourrait vous en cuire ; les réformes doivent se faire dans le calme et après en avoir pesé longuement toutes les implications. Ce qui se voulait être une affirmation d'autorité, d'inflexibilité, a curieusement produit, parce que ce discours fut surtout une occasion manquée, les effets contraires à ceux escomptés.

Jamais le crédit du président de la République et son habileté à conduire les affaires du pays n'ont été autant contestés. Une crise de confiance qui se ressent jusqu'au sein même de son parti, le Parti national, et qui est devenue le leit-motiv des milieux d'affaires. Non seulement M. Botha a perdu son image de réformiste, mais nombreux sont ceux qui le jugent incapable de sortir le pays de la crise.

Deux organes de presse liés au monde économique ont ouvertement demandé son départ. Il a été traité de « péquenard » qui doit maintenant retourner là d'où il vient, la campagne. On l'a accusé de ne pas avoir la carrure d'un

chef d'État, d'avoir atteint ses limites. « Il y a des ravagades, ou pour être plus exact, des promesses de ravagades. Mais tout cela s'est terminé en pagaille. Voilà où Pieter Botha nous a conduits, écrit le Financial Mail. Cet homme est au bout du rouleau. Il a désespérément perdu pied et doit de ce fait prendre une retraite bien méritée (...). Il n'a rien de mieux à offrir et il doit en conséquence subir la sanction appropriée. »

Qui aurait cru que cet homme au pouvoir depuis 1978, qui cumule depuis le mois de septembre 1984 les fonctions de chef d'État et de gouvernement, symboliserait aujourd'hui la paralysie et l'incapacité du régime à faire face à la crise ? Qui aurait pensé que ce self-made-man septuagénaire, qui a incarné la volonté de réforme du pays, aurait en une seule année perdu tout soutien auprès d'une grande partie des décideurs ? Fort de la large approbation du référendum constitutionnel de novembre 1983, il avait rassemblé derrière lui ceux qui, selon sa formule, voulaient « s'adapter ou mourir ». Il avait lancé auprès des États voisins une vaste offensive diplomatique qui s'était traduite par deux accords porteurs d'espoir avec le Mozambique et l'Angola. Enfin, il avait rompu l'isolement diplomatique de son pays par une tournée en Europe en mai 1984, qui lui avait donné une dimension internationale. « Super Botha » était sur orbite.

Aujourd'hui, tout est retombé comme un soufflé trop vite monté. La crise économique, l'agitation,

les interventions au-delà des frontières ont sabordé l'autre visage que, laborieusement, l'Afrique du Sud en mal de respectabilité était en train de se donner. M. Pieter Botha, l'artisan de la nouvelle donne, détenteur des pleins pouvoirs, Gauleiter plutôt que Führer, en a subi directement les conséquences. Cet appareil, façonné par cinquante années d'appartenance au même parti, apparaît maintenant comme un homme désorienté, naviguant à

vue, sans projet, sans solution, sans perspective. Celui qui, il n'y a pas si longtemps, était encore présenté comme le sauveur de la nation, semble sans ressources face à une situation qui ne fait qu'empirer. Il s'est raidi face à l'adversité, incapable de proposer des remèdes, non disposé à amorcer le dialogue avec les opposants.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)

CÉLINE REVISITÉ

Génie et abjection

La cause est entendue : Céline est génial. La cause est entendue : Céline est abject.

Le génie excuse-t-il l'abjection ? L'abjection annule-t-elle le génie ? Depuis quarante ans que la guerre est finie, et vingt-quatre ans que Céline est mort, nous tournons fou dans ce débat entre esthétique et morale.

L'hygiène s'en mêle. Céliniens à tout crin et héritiers voudraient faire croire que seuls les pamphlets non réédités étaient antisémites. D'autres n'ont pas de mal à démontrer que toute l'œuvre l'est ; et de réclamer la réimpression de textes hypocritement réservés aux riches clients des bouquinistes (Baptistes, sur les quais, se soldent 500 francs).

Qua vaut-il mieux, avec les délires racistes : qu'ils courent dans l'ombre, forts de cette ombre, ou qu'ils éclatent au grand jour, libres d'essimer ? Est-il opportun de les banaliser, alors que certains tristes

les déguisent en programmes de gouvernement ? Est-ce jamais le bon moment ?

Le fait est que Céline, cet automne, revient en force. J.-P. Dauphin et Pascal Fouché recensent ses moindres écrits, dans une *Bibliographie* monumentale. François Gibault complète sa *Biographie*, justement sur la période épineuse des pamphlets. La réédition de ces derniers est précédée par un édifiant commentaire, Eric Sédou. Enfin, le responsable du Céline-Pléiade, Henri Godard, révèle un brouillon de *Féerie* pour une autre fois, et publie sa thèse sur la *Poétique* de Céline.

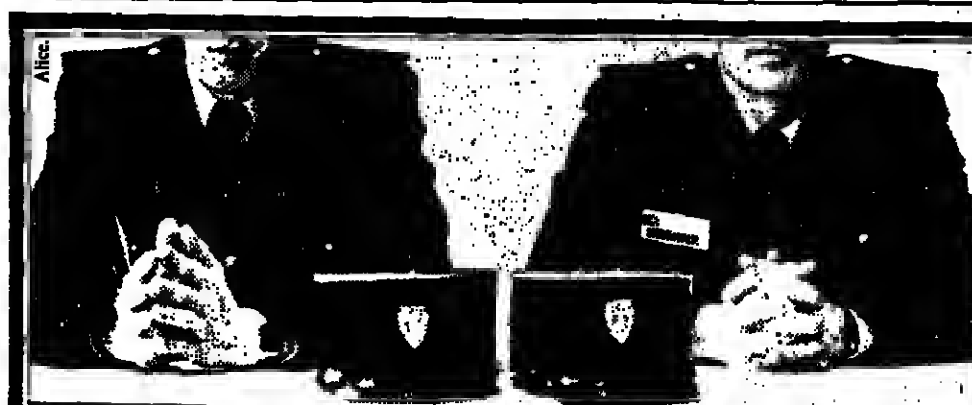
En sortant le roman de l'impression et en donnant ses lettres de noblesse au langage populaire, Céline a opéré une véritable révolution. Le prix à payer était la primauté de l'émotion sur la raison, d'un nihilisme apocalyptique sur tout projet humaniste.

La haine obsessionnelle des juifs vient en tête des émotions qui foudroient et flétrissent le plume de Céline. Partisan mesuré d'une République centriste, aurait-il été aussi grand artiste ? Son style a-t-il parlé lide avec l'idéologie fasciste, recourant-il pour elle, ou bien libre-t-il de tout système ? En d'autres termes : Céline est-il un génie bon que saleté ou parce que saleté ? Sans être suffisant — avis aux objets amateurs ! — le Mal est-il nécessaire à une certaine forme de Beauté ?

C'est toute la — vieille — question. Elle se pose également pour un autre « monstre » littéraire : le poète Ezra Pound, dont le centenaire est actuellement célébré. Lui aussi était antisémite. Lui aussi était génial et abject...

B. POIRAT-DELPECH.

(Lire « Le Monde des livres » pages 11 et 14.)



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le désordre policier

Par Jean-Jacques Gleizal

La police, institution d'ordre, se nourrit en réalité du désordre social. Partant de cette idée, l'auteur s'interroge : qui commande dans la police ? Quel est le sens de la guerre des polices ? La police peut-elle être contrôlée par la justice ? Quel est l'impact de la politique actuelle de modernisation de la police ?

Collection « Politique d'aujourd'hui » 208 pages - 35 F

Le Monde

DES LIVRES

— *Récits* : Paul Thorez, fils de Maurice ; Pascal Bonafant et Rembrandt ; Claude Duneton et Petit Louis, dit XIV.

— *La vie littéraire*.

Pages 11 à 16

étranger

EUROPE

URSS

Espoir et méfiance chez les juifs soviétiques candidats à l'émigration

De notre correspondant

Moscou. — Un immense espoir, un immense espoir de méfiance. Tel est le sentiment qui règne chez les juifs soviétiques candidats à l'émigration. Les uns, optimistes, croient que la rumeur rapportée récemment par les médias occidentaux, selon laquelle le président américain Reagan aurait promis de faciliter l'émigration des juifs soviétiques, est vraie. Les autres, plus pessimistes, craignent que ce soit une simple rumeur.

La presse officielle « antisémite » redouble d'autre part de violence. Les brochures qui accusent les militants sionistes d'avoir collaboré avec les nazis pendant la seconde guerre mondiale ne se comptent plus. La presse revient sans cesse à un certain Julien Choukine, présenté comme un « écrivain juif soviétique ».

commun, qui a publié en septembre un livre intitulé : *Services de l'émigration*. L'auteur réécrit l'histoire du ghetto de Lvov en Ukraine à l'appui de sa thèse, le sujet le plus brûlant qu'il n'ait déjà fait paraître six fois dans la presse soviétique.

Cette recrudescence de la violence, qui fait remarquer que chaque vague d'émigration juive a été précédée d'un regain de littérature « antisémite » patronnée par les autorités. Cela a été notamment le cas avant les départs massifs — cinquante et un mille trois cent vingt au total — en 1979. Il semble, d'autre part, que si les autorités de sortie restent à leur niveau historique le plus bas, un certain nombre de « refusés » sont invités à se présenter à l'OVIR (l'organisme qui délivre les visas) pour remplir de nouveaux formulaires.

La communauté juive moscovite met beaucoup d'espoir dans la

récente mission effectuée dans la capitale soviétique par une délégation de la compagnie israélienne El Al.

Jusqu'à présent, le chemin du départ passe presque toujours par Vienne. Des responsables soviétiques font souvent remarquer en privé que nombreux sont ceux qui choisissent alors de se fixer dans un autre pays qu'Israël, principalement aux États-Unis. Cette attitude change visiblement les autorités. Celles-ci ne voient plus l'émigration comme un acte de désespoir, mais comme un acte de confiance.

Un « pont aérien » direct entre l'URSS et Israël faciliterait cette confiance et permettrait aux Soviétiques de sauver la face. Il existe cependant toutes sortes d'obstacles, ne serait-ce que parce que les deux

pays n'entretennent plus de relations diplomatiques depuis 1967.

M. Gorbatchev n'adopté depuis son arrivée au pouvoir une attitude plus ouverte que ses prédécesseurs, et occupé par exemple de discuter publiquement de la « question juive » dans l'interview qu'il a accordée à l'IF1 avant son voyage en France, mais il n'est content de répéter la thèse officielle. « La population juive représente 0,69 % de la population soviétique totale, et occupe 10 à 20 % des postes en vue, et dans la vie politique et culturelle », avait-il affirmé. « Si dans un autre pays les juifs bénéficient des mêmes droits politiques et autres que ceux qu'ils ont chez nous, je serais heureux de l'apprendre... », avait-il ajouté. Les quatre cent mille juifs soviétiques (dans une communauté d'environ 2,5 millions de personnes) qui sont, dit-on, candidats au départ lui apportent une réponse.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Dans l'attente de M^{me} Sakharov

Des informations de diverses sources semblent confirmer que M^{me} Elena Bonner, épouse du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, a bien reçu l'autorisation de sortir d'URSS pour se faire soigner.

Après le « journaliste » soviétique Victor Louis, qui a été enterré, l'ambassadeur d'URSS à Bonn a déclaré que, « à sa connaissance », M^{me} Bonner avait bien reçu cette autorisation (nos dernières éditions datées du 31 octobre). De son côté le département d'État américain a fait état d'« informations dignes de foi » allant dans le même sens, et un porte-parole d'Amnesty International a même cru pouvoir affirmer

que l'épouse du physicien arriverait à Vienne ce jeudi.

M^{me} Bonner pourrait cependant hésiter à quitter son mari, maintenant dans un isolement total à Gorki, sans avoir la certitude absolue de pouvoir rentrer ensuite — bien que, selon les divers informateurs soviétiques, elle ait apparemment reçu une autorisation de sortie et de retour. (Elle est en principe toujours sous le coup d'une peine d'assignation à résidence de cinq ans.) A Moscou, l'appartement de Sakharov, inoccupé depuis plus d'un an, est l'objet depuis quelques jours d'une surveillance policière renforcée. — (AFP, UPI, AP, Reuters).

POLÉMIQUE A FRANCFORT

Le scandale d'outre-tombe de Rainer Fassbinder

De notre correspondant

Francofort. — Avec dix ans de retard, le brûlot écrit en 1976 par Rainer Fassbinder pour la ville de Francofort a, finalement, connu l'épreuve du public. Trois ans après la mort de l'auteur, l'œuvre, la ville et la mort ont été sortis de leur léthargie.

Dénoué comme antisémite par les communistes juifs, vilipendé par une municipalité qui ne s'est pas sentie, cette fois, en mesure de l'interdire, la pièce n'a cessé de susciter des passions depuis que Fassbinder lui-même s'était vu empêcher de la monter au Theater am Turm. L'année dernière, l'intendant général de l'ancien opéra, Ulrich Schwab, avait rompu son contrat après s'être heurté à son tour à un refus identique. Des associations diverses et le secrétaire général du parti libéral, Helmut Hausermann, ont participé jeudi à une manifestation contre l'antisémitisme aux portes du théâtre.

Principale accusation contre Fassbinder, celle de faire d'un riche juif anonyme le personnage central d'une pièce qui se déroule sur une toile de fond de spéculation immobilière, de violence politique, de prostitution, mais aussi de nazisme rampant.

L'Ordre, la ville et la mort est une tentative de règlement de comptes de l'auteur avec une certaine société nazi-allemande, avec une ville où, dit-il, en 1978, « on rencontre tout le temps, quand on ne bute pas sur elles, les contradictions que d'ordinaire on s'emploie en tout sens à faire avec succès à voler ».

Tentative ambiguë, si l'on considère la fascination qu'elle a exercée sur toute une génération de directeurs de théâtre et la violence des réactions suscitées dans la ville, en bien ou en mal. La communauté juive ouest-allemande a surtout voulu voir le danger d'être à nouveau assimilée à cet aspect caricatural de l'ère juif. « L'écriture de vieilles maisons, je les aime, je construis du neuf, je les vends bien. La ville me pousse. Ça, elle le doit. D'abord je suis juif. Le chef de la police est mon ami, du moins ce qu'on appelle mon ami. Le maire m'invite volontiers. Je peux compter sur les conseillers municipaux. C'est sûr, personne

Les spéculateurs

La pièce se déroule en un temps où, à Francofort, on est en pleine folie immobilière, les grattes-ciels des banques tentent de se faire une place dans les quartiers d'habitation, se heurtant à une résistance organisée par les gauchistes, qui occupent les immeubles pour s'opposer à leur destruction. Les responsables politiques de la ville laissent faire les spéculateurs, qui rêvent de grandes fortunes. Parmi ces hommes d'affaires, il y a de tout, y compris des juifs. Le plus connu, M. Epstein, passe pour avoir inspiré le personnage principal de la pièce.

Fassbinder estime qu'il n'y a rien de fondamentallement changé, que la société est prête à refaire l'histoire à l'envers. « Il nous pompe, le juif. Il boit notre sang et nous rend fous par sa folie », déclare Hans von Glöck, personnage du vieux nazi (...). « Et le juif est fou, parce qu'il nous rend fous par sa présence. S'il était resté d'où il vient, il n'aurait pas fait ça. Il est venu ici, il a voulu le gaz. Je ne plaisante pas. C'est ce que je pense au fond de moi. Et je me tords les mains en m'imaginant le moment où l'air commence à lui manquer dans la chambre à gaz ».

Bien que le texte soit infiniment plus dur pour les Allemands eux-mêmes que pour le personnage du juif, pour lequel Fassbinder éprouve une certaine tendresse de l'auteur, les critiques n'en ont retenu que l'incitation à la haine raciale.

Les défenseurs de Fassbinder lui attribuent surtout le mérite de s'être attaqué à un tabou de la société ouest-allemande, qui préférerait, selon eux, enterrer le passé en se concentrant sur la victime d'hier, qu'ils se voient pudiquement la face devant certaines « délices » d'aujourd'hui peu agréables à entendre.

HENRI DE BRESSON.

DIPLOMATIE

LES NÉGOCIATIONS EST-OUEST SUR LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS

Washington pourrait répondre aux propositions soviétiques avant le sommet de Genève

Tandis que les préparatifs du sommet Reagan-Gorbatchev des 19 et 20 novembre à Genève se poursuivent, l'Alliance atlantique a apporté mercredi 20 octobre « son plein soutien et son entière solidarité » au président américain, qui doit d'ailleurs rendre compte à ses partenaires de l'OTAN, le 21 novembre à Bruxelles, de sa rencontre avec le numéro 1 soviétique. Lord Carrington, secrétaire général de l'Alliance, a insisté, en présentant le résultat des travaux des ministres de la défense, que l'OTAN n'a pas de position officielle sur la réduction des armements, mais qu'elle soutient les pays de l'Alliance qui souhaitent une réduction des armements.

La formulation de cette réponse avait été, jusqu'à présent, retardée par la persistance des désaccords au sein de l'administration américaine sur l'ampleur des concessions qui pourraient éventuellement être consenties à Moscou sur le développement du programme d'initiative de défense stratégique. Alors que l'objectif prioritaire des Soviétiques est d'obtenir, en échange, un réajustement des recherches sur ce qu'ils appellent la « militarisation de l'espace », le débat n'est toujours pas tranché, dans l'entourage de M. Reagan, entre ceux qui accepteraient de faire de la guerre des étoiles, une norme d'échange, et ceux qui s'y refusent absolument.

Cette situation — et l'avantage qu'en tire le Kremlin — avait déjà conduit M. Reagan à allouer un contre-fort, voici quelques jours à l'OTAN, en mettant à l'ordre du jour du sommet de Genève le règlement des crises traversées par cinq pays du tiers-monde où l'URSS a accru sa présence cette dernière décennie. Cette approche n'ayant pas suffi à redresser la balance en faveur des États-Unis, la nécessité de répondre sur ce terrain s'impose à M. Reagan, qui a ainsi déclaré, mercredi 30 octobre, sur les ondes de la BBC, qu'il « s'efforce » de présenter des propositions américaines avant sa rencontre avec M. Gorbatchev. On estime, à Washington, que les propositions pourraient être dévoilées dans le cadre des négociations en cours à Genève sur les armes spatiales, stratégiques et de moyenne portée. Et le Washington Post croyait savoir, ce jeudi 31 octobre, que les États-Unis pourraient à cet effet demander la prolongation de l'actuel « round » de ces négociations, qui devrait normalement s'achever vendredi.

Ce changement d'attitude des États-Unis ne semble cependant pas signifier que l'administration américaine soit parvenue à unifier ses positions sur l'IDS, ni surtout que M. Reagan ait aujourd'hui davantage qu'hier l'intention de laisser la portée. A la BBC, il a au contraire

« Un appel à l'arrêt des essais nucléaires. — Cinq chefs d'État ou de gouvernement, les présidents de la République (Mexique), Alfonso (Argentine), MM. Gandhi (Inde), Palme (Suède), Papandréou (Grèce), ainsi que l'ancien président tanzanien Nyerere ont adressé à MM. Reagan et Gorbatchev un message leur demandant « la suspension de tous les essais nucléaires pour une période de douze mois ». Les six signataires estiment qu'une vérification par des parties tierces pourrait assurer un degré élevé de certitude que les programmes d'essais ont été arrêtés » et disent « attendre des autres pays dotés d'armes nucléaires qu'ils entreprennent des actions similaires ». — (AFP).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 636572 F
Télécopieur : (01) 45-23-06-81
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Conducteur en chef :

Claude Salas.

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

364 F 712 F 1 044 F 1 360 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chaque année d'abonnement donne droit à un exemplaire de l'ouvrage « Les 100 ans de la République » (prix 200 F).

Les abonnés sont invités à formuler leur demande de souscription au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser vos chèques à l'ordre de l'administration.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 8 DA ; Maroc, 420 dr ; Tunisie,

400 m ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,50 \$;

Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 1,

750 kr ; Espagne, 120 pes ; Grèce, 120 \$;

Israël, 50 \$; Italie, 800 li ; Japon, 800

Yen ; Liban, 1 700 L ; Libye, 8 300 \$;

Malaisie, 20 \$; Norvège, 8,00 kr ;

Pays-Bas, 2 \$; Portugal, 100 esc ; Suède,

336 F CFA ; Suisse, 5 fr ; Thaïlande, 1,80 \$;

Yugoslavie, 110 md.

Jean-Marie COLOMBANI

Portrait du Président
Le monarque imaginaire

Relevant les propos et les actes du président de la République, contant, analysant sans complaisance ni parti pris, Jean-Marie Colombani nous dresse de celui-ci un portrait passionnant, où l'esprit critique n'exclut pas la sympathie.

GALLIMARD *nrf*

ROCHE-ORIENT

Maître Palestiniens menacés d'expulsion
en Cisjordanie et à Gaza

Le 20 octobre, les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

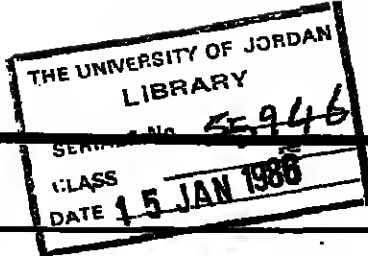
Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.

Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza. Les Palestiniens ont été expulsés de leur foyer à Gaza. Les autorités israéliennes ont déclaré que les Palestiniens qui ne sont pas citoyens israéliens ne peuvent pas résider à Gaza.



PROCHE-ORIENT

Quatre Palestiniens menacés d'expulsion en Cisjordanie et à Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël poursuit sa politique de « déportation sélective » contre les Palestiniens des territoires occupés jugés responsables d'activités subversives. Quatre nouvelles personnes sont sous le coup d'un ordre d'expulsion pour s'être adonnées, selon l'administration militaire, à des activités menaçant la sécurité de l'Etat. Trois d'entre elles sont originaires de Cisjordanie et la quatrième de Gaza. M. Ali Abu Hilal, syndicaliste, est le secrétaire général du bloc de l'Unité ouvrière, organisation proche du FIDP de M. Nayef Hawatmeh. Les autorités avaient limité sa liberté de déplacement. M. Azami Shayaib est un dentiste, membre important lui aussi du FIDP. Il appartient au conseil municipal de la ville d'El-Bireh destinée en 1982.

M. Hassan Faraj, plusieurs fois emprisonné dans le passé, est un journaliste appartenant à la direction du FIDP de Georges Habbache en Cisjordanie. M. Zaki Abu Sina, réfugié du camp de Jetha à Gaza, milite également dans les rangs du FIDP. Condamné pour la cinquième fois en 1984 à quinze ans de prison — pour avoir participé à des attaques à la grenade contre des militaires, — il avait été libéré en mai dans le cadre du vaste échange de prisonniers conclu entre Israël et l'Organisation d'Al Fatah à Jérusalem, tenu sa promesse de s'abstenir de toute activité nationale.

Une commission militaire devra confirmer cette semaine ces ordres d'expulsion. Les quatre Palestiniens pourront ensuite interjeter appel devant la Cour suprême. Si celle-ci, comme c'est probable, donne son

aval, ils seront aussitôt déportés. La pratique des expulsions a repris en août, après cinq ans d'interruption, dans les territoires occupés. Une vingtaine de Palestiniens — dont dix-huit anciens détenus dépourvus de papiers en règle — ont été déportés en septembre. M. Khalil Abu Ziyad, menacé lui aussi d'expulsion, avait préféré s'exiler volontairement, pendant trois ans aux termes d'un compromis avec les autorités israéliennes.

Dans deux universités de Cisjordanie, les étudiants ont manifesté mercredi 30 octobre en signe de protestation contre la mesure israélienne. Sur le campus de Bir-Zeit, ils ont érigé quelques barricades et brûlé des pneus mais se sont dispersés avant que l'armée n'ait besoin d'intervenir. Plusieurs dizaines d'intellectuels palestiniens et israéliens ont signé une pétition où ils accusent le pouvoir de poursuivre les quatre personnes citées « à cause de leurs idées politiques et non en raison de leurs prétendues activités subversives ». Des évocats israéliens ont proposé d'assurer gratuitement leur défense. Une manifestation de solidarité a également eu lieu à Tel-Aviv.

Parallèlement, plus de quatre-vingt Palestiniens des territoires occupés se trouvent maintenant placés en « détention administrative ». Cette sanction, réintroduite elle aussi pendant l'été, permet à l'autorité d'occupation d'incarcérer des suspects sans jugement pour une période de six mois renouvelable. L'expulsion et la détention administrative sont deux mesures répressives instaurées en 1945 dans le cadre d'une législation d'exception pour le pouvoir mandataire britannique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Les circonstances de la libération des otages soviétiques restent mystérieuses

De notre correspondant

Beyrouth. — Les trois otages soviétiques capturés il y a un mois à Beyrouth-Ouest par un mouvement intégriste islamique ont été relâchés mercredi 30 octobre par leurs ravisseurs. Ils ont été « libérés par les services de sécurité compétents », selon l'agence syrienne Sana. Les circonstances de leur récupération restent mystérieuses. C'est par des tir nourris — expression de satisfaction — partis du porteur de l'ambassade soviétique, et qui se sont propagés de proche en proche, semant la panique à Beyrouth-Ouest, que l'événement a été annoncé aux Beyrouthins. Découvert ces jours-ci du fait de l'arrêt des hostilités et de l'accord de paix en gestation à Damas, les militaires du secteur musulman s'en sont donné à cœur joie.

Depuis quelques jours, le chef des services de renseignement syrien au Liban, le général Ghazi Khaman, se trouvait à Beyrouth-Ouest pour y mener personnellement les opérations de recherches. Des informations filtraient sur l'imminence d'un dénouement positif de l'affaire des otages soviétiques, du moins pour les trois survivants, car le quatrième, Arkady Katkov, avait été exécuté le samedi 26 octobre.

Après avoir rassemblé des informations pour essayer de déceler cette affaire obscure, qui constituait un défi flagrant à son autorité, la Syrie avait lancé, depuis deux semaines, ses alliés à Beyrouth-Ouest, notamment Amal (chiite) et le PSP (druze), dans de vastes opé-

érations de nettoyage. Le fil se serait entortillé autour des ravisseurs assurant agir au nom d'une « organisation islamique de libération » — force Khaldun el Walid, secteur de Beyrouth — (OIL), inconnue jusque-là.

Des « espions »

L'OIL est-elle, comme elle le proclame, une organisation intégriste islamique (sunnite), issue de la guerre menée à l'intégrisme musulman à Tripoli ? Est-elle liée à l'OPL, comme l'accusent Damas et ses alliés palestiniens anti-arabistes ? Est-elle un produit des services secrets américains et israéliens, comme l'ont affirmé les intégristes dans leurs prêches et déclarations ? Aucun élément d'information clair n'est avancé, mais on note que :

— Moscou a fermement condamné le détournement de l'Achille-Lauro, par des Palestiniens proches de l'OPL ;

— l'ambassadeur de l'URSS à Amman s'est entretenu à deux reprises avec M. Arifati qui s'y trouvait le jour de la libération des otages (mercredi) ;

Ce qui pourrait effectivement suggérer une implication palestinienne, mais qui pourrait tout aussi bien témoigner de bons offices palestiniens et dont l'URSS serait alors redevable à M. Arifati, ce dernier intervenant en médiateur pour éviter une conclusion dramatique de l'affaire après que les services syriens et leurs alliés locaux eurent localisé les ravisseurs.

Liban

Dans son communiqué annonçant la libération des otages, l'OIL, qui les qualifie constamment d'« espions », souligne pour sa part : « Notre condition (...) était la fin de l'agression islamique contre Tripoli (...) Pour poursuivre la bataille contre les Etats-Unis et Israël, nous avons décidé de libérer les trois otages soviétiques afin que les autres [les Syriens et les Soviétiques] réajustent leur ligne politique et respectent leurs engagements vis-à-vis de Tripoli ». Outre Tripoli, le communiqué dénonce les « monstrueux massacres par l'Union soviétique des musulmans en Afghanistan ».

Les trois Soviétiques libérés sont MM. Oleg Spirine, attaché d'ambassade, Valery Mirnikov, employé à la représentation commerciale, et le médecin de l'ambassade, M. Nikolai Svirsky. L'otage exécuté était l'attaché culturel.

Deux étrangers, tous enlevés à Beyrouth-Ouest en 1984 et 1985, sont encore portés disparus au Liban : six Américains dont un, William Buckley, est censé avoir été enlevé par le Jihad islamique et dont le corps n'a jamais été retrouvé, quatre Français (deux diplomates, MM. Fontaine et Carton, un journaliste, M. Kaufmann, et un chercheur, M. Seurat), un Britannique et un Italien.

LUCIEN GEORGE

L'URSS a multiplié les tractations discrètes

De notre correspondant

Moscou. — La libération des trois otages soviétiques de Beyrouth a été annoncée ici avec beaucoup de discrétion. Le Pravda de ce jeudi 31 octobre se contente de reproduire en « une » et sans commentaire la brève dépêche de Tass rendant compte de l'événement. L'agence rappelle qu'un questionnaire soviétique envoyé le 30 septembre dernier, Arkady Katkov, avait été tué peu après. Celui-ci est d'ailleurs le seul dont la presse soviétique ait parlé en détail.

Depuis la « déclaration du gouvernement soviétique » en date du 2 octobre, qui menaçait de représailles non seulement les ravisseurs, mais aussi « ceux qui n'ont pas fait tout leur possible pour empêcher cet acte criminel », Moscou avait visiblement choisi une autre voie. Les autorités soviétiques ont multiplié les tractations avec les différents

acteurs de la scène libanaise — en premier lieu leurs alliés syriens — en évitant d'entraîner toute publicité. La presse soviétique n'a pas fait mention d'une commission syro-libanaise pour retrouver les trois otages survivants. Elle n'a pas davantage évoqué la mission de bons offices de Téhéran. Une délégation iranienne a séjourné plusieurs jours à Beyrouth pour tenter de débrouiller l'affaire. Il n'a pas été non plus question, dans les médias soviétiques, des rondes et perquisitions effectuées par les miliciens d'Amal.

Le rôle de la Syrie a été probablement décisif. La libération des trois Soviétiques intervient en tout cas au moment où se trouve à Damas une importante délégation dirigée par M. Karim Brunton, chef adjoint du département international du parti et l'un des principaux spécialistes soviétiques du Proche-Orient.

D. Dh.

AMÉRIQUES

Premières élections en Argentine depuis le rétablissement de la démocratie

Le parti du président Alfonsín demeure le grand favori

Correspondance

Buenos-Aires. — Pour la première fois depuis la restauration de la démocratie il y aura deux ans, les quelque dix-neuf millions d'électeurs argentins seront appelés aux urnes dimanche 3 novembre.

Ils devront renouveler au scrutin proportionnel les sièges de la moitié des deux cent cinquante-quatre députés nationaux et ceux d'environ six mille dix provinciaux et municipaux. S'il ne fait pas de doute que le parti du président Raúl Alfonsín (UCR, Union civique radicale) sortira vainqueur au nombre de voix, il n'est pas certain qu'il conserve la majorité absolue dont il jouit au Parlement depuis deux ans. Mais quel qu'en soit le résultat, ces élections ne seront pas la grande « fête de la démocratie » dont M. Alfonsín avait rêvé. La vague de terrorisme et la proclamation de l'état de siège, il y a une semaine, ont nettement refroidi les enthousiasmes.

Même si, comme certaines sources bien informées le laissent entendre, l'état de siège doit être symboliquement suspendu pour vingt-quatre heures le jour du scrutin, il n'en aura pas moins fait peser au second plan les préoccupations électorales. Candidats et militants ont eu tout loisir, en dépit de la situation, de développer leur campagne électorale jusqu'à son terme et sans entrave.

Les radicaux d'Alfonsín ont actuellement une étroite majorité absolue (129 sièges) au Parlement. Dimanche, ils mettront 64 de leurs sièges en jeu. Jusqu'à présent, disposant non seulement du plus grand nombre de voix mais aussi du quorum nécessaire à l'adoption de la plupart des textes de loi, ils n'ont eu ni l'obligation de rechercher des alliances ni à craindre les manœuvres d'obstruction parlementaire.

Lors des élections de 1983, le parti du président avait recueilli près de 52 % des suffrages. Cette fois, les instituts de sondages prévoient qu'il ne devrait pas dépasser la barre des 45 %. Un résultat qui le confirmerait dans sa position de premier parti mais qui ne serait peut-être pas suffisant pour lui conserver la majorité absolue. Tout dépendra en grande partie du comportement de ses deux concurrents immédiats, le Parti justicialiste (PJ, péroniste) et le Parti intransigeant (PI, gauche non marxiste).

Les péronistes, qui n'ont toujours pas surmonté leurs divisions internes

de 111 sièges au parlement, dont 56 seront renouvelés ce dimanche. A Buenos-Aires et dans sa province, « officialistes » (l'aile droite nationaliste) et « rénovateurs » (modérés) du parti se combattront au moins autant qu'ils lutteront contre leurs

adversaires. Un secteur dissident de la gauche péroniste a même fait alliance avec les « groupuscules » partis communistes, socialistes et trotskystes sous la bannière d'un « front du peuple » de pure opportunité. En province, les provinces internes du parti sont moins sensibles, mais les péronistes ont également le plus souvent recherché des alliances, parfois contre nature.

Terrorisme, état de siège : le scrutin du 3 novembre ne sera pas la grande « fête de la démocratie » dont rêvait le président

adversaires. Un secteur dissident de la gauche péroniste a même fait alliance avec les « groupuscules » partis communistes, socialistes et trotskystes sous la bannière d'un « front du peuple » de pure opportunité. En province, les provinces internes du parti sont moins sensibles, mais les péronistes ont également le plus souvent recherché des alliances, parfois contre nature.

La percée du Parti intransigeant

Les sondages leur accordent généralement de 20 à 25 %. Un score qui, s'il se confirme, serait largement en baisse par rapport à celui de 1983. Ils avaient alors recueilli plus de 40 % des voix. Un tel résultat pourrait bien faire le jeu des radicaux, à moins qu'un troisième — et nouveau — larroux ne vienne jouer dans la cour des deux « grandes » traditionnelles.

Ce nouveau venu, c'est le Parti intransigeant de M. Oscar Alende (soixante-seize ans). Quasi inexistant aux élections d'octobre 1983 où il n'avait obtenu que 2,33 % des voix, il n'est actuellement représenté à la Chambre que par trois députés. Deux d'entre eux mettront leur siège en jeu dimanche.

Depuis deux ans, le PI a effectué, si l'on en croit les sondages, une percée impressionnante, notamment à Buenos-Aires où les « intellectuels de gauche », artistes, étudiants, professions libérales ont vu en lui une ligne moderne, susceptible de briser le schéma classique de l'affrontement entre les deux blocs traditionnels. Les dernières enquêtes lui donnent en moyenne 15 % des suffrages et certains instituts prévoient même qu'il menacerait le Parti péroniste pour la place, symbolique, de premier parti d'opposition.

Ce qui est sûr, c'est que le PI, s'il parvient à faire le plein des voix des « déçus » du radicalisme comme du péronisme, deviendra un pion impor-

tant sur l'échiquier parlementaire. En empêchant les radicaux d'atteindre la majorité absolue, il pourrait être l'arbitre de l'activité législative. Dernier des principaux protagonistes : l'UCD (Union du centre démocratique, droite libérale), sur le côté, avec autour du poignet une corde rouge, et ce slogan : « Ne laissez pas les mains ! ».

L'opposition elle aussi, avait engagé la bataille sur le terrain économique. A coups de formules plus que de chiffres. De la gauche communiste à la droite péroniste en passant par les intransigeants, tous dénonçaient la « reddition » du gouvernement en Fonds monétaire international. Ils accusaient Alfonsín de « payer la dette en affaissant le peuple ». Des protestations qui, même si le pouvoir d'achat a baissé de 30 % depuis le début de l'année, ne trouvaient pas un grand écho populaire.

La montée de la violence et la proclamation de l'état de siège leur ont permis d'avancer sur un terrain où les radicaux sont plus exposés. Certains dirigeants de la droite — péronistes (officialistes) et UCD — ont accusé ouvertement le gouvernement d'avoir lui-même provoqué les récents troubles pour pouvoir se présenter en défenseur de la démocratie contre les « nostalgiques du pouvoir militaire ».

Tous ont réclamé que l'opposition soit traitée avec plus de considération s'agissant des grands thèmes nationaux. Ils ont appelé les électeurs à se donner une représentation plus diversifiée pour se garder des « aspirations hégémoniques » des partisans d'Alfonsín.

Un aspect du problème qui retient d'ailleurs également l'attention de bon nombre d'observateurs étrangers. « Si les radicaux confortent leur majorité et que l'opposition se trouve éparpillée, réduite au silence, commentaire récurrent un diplomate occidental, l'Argentine risque de retomber dans le schéma péroniste avec un mouvement de rassemblement national tout-puissant et une opposition parlementaire inexistante rendant purement théorique toute alternative démocratique. Cela, surtout pas un démocrate comme Alfonsín, ne doit le oublier. »

D'autant moins que les loupes sont toujours à la porte de la bergerie. Quelque part dans son exil, l'ancien général Guillermo Suarez Mason, l'un des principaux responsables de la répression sous la dictature, compte. Il n'est peut-être pas seul. « Les forces armées d'aujourd'hui sont capables de valancer la subversion comme d'hier », ont averti en plein tribunal deux des accusés du « procès du séisme », l'amiral Eduardo Massera et le général Roberto Viola.

sur le côté, avec autour du poignet une corde rouge, et ce slogan : « Ne laissez pas les mains ! ».

L'opposition elle aussi, avait engagé la bataille sur le terrain économique. A coups de formules plus que de chiffres. De la gauche communiste à la droite péroniste en passant par les intransigeants, tous dénonçaient la « reddition » du gouvernement en Fonds monétaire international. Ils accusaient Alfonsín de « payer la dette en affaissant le peuple ». Des protestations qui, même si le pouvoir d'achat a baissé de 30 % depuis le début de l'année, ne trouvaient pas un grand écho populaire.

La montée de la violence et la proclamation de l'état de siège leur ont permis d'avancer sur un terrain où les radicaux sont plus exposés. Certains dirigeants de la droite — péronistes (officialistes) et UCD — ont accusé ouvertement le gouvernement d'avoir lui-même provoqué les récents troubles pour pouvoir se présenter en défenseur de la démocratie contre les « nostalgiques du pouvoir militaire ».

Tous ont réclamé que l'opposition soit traitée avec plus de considération s'agissant des grands thèmes nationaux. Ils ont appelé les électeurs à se donner une représentation plus diversifiée pour se garder des « aspirations hégémoniques » des partisans d'Alfonsín.

Un aspect du problème qui retient d'ailleurs également l'attention de bon nombre d'observateurs étrangers. « Si les radicaux confortent leur majorité et que l'opposition se trouve éparpillée, réduite au silence, commentaire récurrent un diplomate occidental, l'Argentine risque de retomber dans le schéma péroniste avec un mouvement de rassemblement national tout-puissant et une opposition parlementaire inexistante rendant purement théorique toute alternative démocratique. Cela, surtout pas un démocrate comme Alfonsín, ne doit le oublier. »

D'autant moins que les loupes sont toujours à la porte de la bergerie. Quelque part dans son exil, l'ancien général Guillermo Suarez Mason, l'un des principaux responsables de la répression sous la dictature, compte. Il n'est peut-être pas seul. « Les forces armées d'aujourd'hui sont capables de valancer la subversion comme d'hier », ont averti en plein tribunal deux des accusés du « procès du séisme », l'amiral Eduardo Massera et le général Roberto Viola.

CATHERINE DERIVERY.

« Pénalités au Liban du Sud. — Un Libanais de quarante ans a été pendu mercredi 30 octobre sur la place centrale de Saida par l'ar-

gumentation populaire nassérienne » pour « collaboration » avec les troupes israéliennes lors de leur occupation de la ville. — (A.F.F.)

Jacques Julliard

Pourquoi, à chacun de ses passages au pouvoir depuis les années vingt, la gauche a-t-elle échoué ? Pourquoi, dans la bouche de ceux qui l'y portèrent, ce goût d'absinthe ? Pourquoi, à chaque expérience, la démission, la zizanie, et, en pleine retraite, ces accusations croisées de trahison ?

Il ne suffit plus d'analyser la crise intellectuelle, il s'agit maintenant d'en sortir.

S E U I L

AFRIQUE

République sud-africaine

Le président Botha à la dérive

(Suite de la première page.)

M. Botha ne connaît qu'une réponse, la répression, se réfugiant dans une fuite en avant, glissant vers le fond d'un entonnoir au bout duquel il n'y a que le tourbillon du vide.

L'allocution du 15 août, appelée aussi de « discours du Rubicon », a soulevé le glas des espérances d'une bonne partie des citoyens sud-africains, qui ont découvert un chef d'Etat qui n'était pas à la hauteur de sa tâche. Agressif, cassant, méprisant, il a — certains n'hésitent pas à le dire et à l'écrire — fait honte à son pays et aux milieux d'affaires, qui ont réagi avec une féroce surprise. Cette malheureuse prestation a été ressentie comme une trahison, d'autant qu'elle a donné le signal d'un naufrage monétaire mettant en péril une économie déjà malade. Depuis, les chefs d'entreprise, les chambres de commerce et d'industrie réclament à cor et à cri des réformes significatives. Plusieurs dirigeants de grandes sociétés, à la tête desquelles M. Gavin Rely, président du trust Anglo-Américain, ont bravé l'opposition du chef de l'Etat en se rendant à Lusaka pour rencontrer les dirigeants de l'ANC (Congrès national africain).

Le pouvoir est de plus en plus sur la défensive, intranquille, paralysé, sans imagination. M. Botha refuse de parler à l'évêque anglican Desmond Tutu, a écrit pas à glissement avec les représentants de l'Eglise — comme s'il vivait dans un autre monde, selon le mot de l'un d'eux, et menace d'autres ecclésiastiques — s'ils passent outre à l'interdiction de se rendre eux aussi à Lusaka. Tout ce qui ne correspond pas aux dogmes du gouvernement est considéré comme une trahison. Huit étudiants de l'université Stellenbosch, au Cap, fleuron de l'élite africaine, qui avaient manifesté le désir de ren-

contrer les dirigeants de l'ANC, se sont vu purement et simplement retirer leur passeport.

M. Botha prône l'union sacrée, comme en temps de guerre, mais ne parvient à faire respecter la discipline jugée nécessaire en période de crise que par des moyens coercitifs. Il s'est réfugié derrière des certitudes dépassées en raison des difficultés présentes, figé dans une attitude d'attente alors que le pays réclame des pourparlers. Le forum, dont le président de la République avait annoncé la création le 25 janvier dernier, n'a toujours pas vu le jour, et la représentation de la communauté noire « au plus haut niveau », selon l'expression de M. Botha, n'est toujours qu'un mot. La promesse d'accorder des droits aux Noirs urbanisés n'est encore qu'une belle parole. Et le désir réitéré de supprimer les « aspects négatifs et discriminatoires » de la loi qui réglemente la liberté d'aller et venir des Noirs est resté, pour l'instant, à l'état de vœu pieux.

Un fossé sans cesse plus profond

En dépit de l'urgence de la situation, tout se passe comme si le gouvernement avait encore le temps. Des paroles aux actes, les délais rendent caduques les affirmations de bonne volonté. Ils transforment les louables intentions en pérégrinations sans valeur. L'Afrique du Sud se meut avec une lenteur inversement proportionnelle à la gravité du moment, sous la pression et que la restauration de la loi et de l'ordre est la condition sine qua non de l'amorce de discussions. Un paradoxe qui ne fait qu'accroître les antagonismes et creuse un fossé sans cesse plus profond. Les modestes pas en avant de

chef de l'Etat après l'occasion ratée du 15 août ont été interprétés comme des concessions de dernière heure pour récupérer la gaffe de l'Assemblée. L'annonce de l'entente possible au conseil présidentiel de représentants noirs, la réforme du droit de citoyenneté, ont de ce fait perdu complètement de leur impact. Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait à Durban lors de ce discours tant attendu ?

Le président de la République a non seulement terni son image dans son pays, mais aussi à l'étranger. Les Américains et les Britanniques, qui étaient fait promoteurs monts et merveilles par le ministre des affaires étrangères, M. « Pit » Botha, à Vienne, au début du mois d'août, ont le sentiment d'avoir été bernés. Ils ont compris que le chef de l'Etat n'avait pas su ou pas pu imposer ses vues à son cabinet. L'autoritaire, le souverain, l'autocrate Pieter Botha a osé la place à un être impuissant à faire valoir ses idées. Un responsable de la nation qui recule devant les réticences de certains de ses ministres et qui craint d'aller trop loin au yeux de la droite.

A cela s'ajoute le sentiment de plus en plus partagé que certaines institutions importantes comme l'armée et la police n'en font que selon leur bon vouloir. Les forces de l'ordre paraissent avoir de comptes à rendre à personne. Les exactions, les bavures dans les Townships, sont exceptionnellement, pour ne pas dire jamais, sanctionnées. Un vingtième de décrets sont morts dans les locaux de la police au cours des deux dernières années sans qu'aucune enquête aboutisse. On attend toujours que des mesures soient prises contre les auteurs de la fusillade de Langa le 21 mars qui a fait vingt morts, alors que la commission Kameyer avait jugé « le manque de discipline et de coordination » des forces de sécurité.

L'armée elle aussi n'en fait qu'à sa tête. Elle a continué à fournir aide et assistance à la RNM (Résistance nationale du Mozambique), torpillant les accords de Nkomati et court-circuitant le ministre des affaires étrangères sud-africain. La publication du carnet de bord d'un commandant de cette organisation de guérilla a démontré que le pouvoir politique ne parvenait pas à mettre au pas les militaires.

Tout cela prouve à quel point l'autorité du chef de l'Etat a été ébranlée. Son pouvoir et son autorité se sont évanouies, son aptitude à conduire les affaires est contestée. Son prestige a été atteint. Sa succession semble déjà ouverte alors qu'il est en charge de la nation jusqu'en 1989. Il n'est pas impossible que l'échec vienne avant terme. Mais l'« Aigle change », comme on l'a surnommé, s'il a déjà perdu bien des plumes, est réputé imprévisible.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ASIE

Afghanistan

● **Protestation pakistanaise.** — Le Pakistan a exigé, mercredi 30 octobre, la « libération immédiate » de M. Mohammad Shah, membre du consulat pakistanaise de Kandahar, en Afghanistan, arrêté lundi par les autorités afghanes sous l'accusation d'espionnage. Selon un communiqué officiel, le chargé d'affaires afghan à Islamabad s'est vu remettre une protestation contre cette « détention illégale qui constitue une violation complète des droits diplomatiques et des privilèges des missions pakistanaises en Afghanistan ». Selon le communiqué, M. Shah a été arrêté alors qu'il accomplissait « un travail officiel chez le gouverneur de Kandahar ». Selon Radio-Kaboul reçue à Islamabad, M. Shah, qui n'est pas le statut diplomatique, avait été arrêté alors qu'il « échangeait des documents » avec une personne non identifiée. — (AFP.)

Vietnam

● **Appel du pape.** — Jean-Paul II a lancé, mercredi 30 octobre, un appel aux organisations internationales et aux catholiques du monde entier en faveur des victimes du typhon qui a frappé le Vietnam le 15 octobre. — (AFP.)

● **Femmes d'affaires américaines à Hanoï.** — Une délégation de dirigeantes d'une trentaine de grandes firmes américaines est arrivée, jeudi 31 octobre, à Hanoï, pour une visite « privée » de trente-six heures au Vietnam, dans le cadre d'une tournée en Asie organisée par le magazine Time-Life. Durant cette visite, la délégation sera reçue par le vice-premier ministre, M. Tran Quynh, et par le ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach. Elle devrait également rencontrer le premier ministre, M. Pham Van Dong. (AFP.)

Tunisie

La liquidation de la direction de l'UGTT est désormais engagée

De notre correspondant

Tunis. — La liquidation de l'actuelle direction de la centrale syndicale tunisienne UGTT est désormais engagée et le processus paraît irréversible. Alors que ces derniers jours l'occupation de plusieurs locaux régionaux de la centrale était revendiquée par des syndicalistes opposés au « déviationnisme » de leurs dirigeants, qui se constituaient au nom de la « base », en comité provisoire, — les forces de police ont procédé, mercredi 30 octobre, à l'évacuation des sièges des unions régionales de Sfax et de Tunis.

A Sfax, selon la version officielle, les autorités judiciaires avaient ordonné une perquisition des lieux à la suite de jets de pierres provenant du toit du bâtiment sur un véhicule de la police. Celle-ci a permis de découvrir « des bombes lacrymogènes d'importation, des fils barbelés, des barres de fer contondantes, des matraques, des chaînes », des chaînes, des chaînes de pierres ». Les locaux, a-t-il encore précisé, « ont été évacués de leurs occupants, dont certains se sont révélés être des repris de justice n'ayant aucun lien avec l'action syndicale ». Aucun détail n'a été fourni sur les raisons de l'opération à Tunis ni sur les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée.

Au moment où elle avait lieu, en début de soirée, d'importantes forces de police bloquaient la rue en plein centre de la capitale où sont installés les différents services de l'union régionale.

Pour le secrétaire général de l'UGTT, M. Habib Achour, ces actions précèdent d'« une gangrénation ». Notre correspondant nous a-t-il déclaré, « de ne pas vouloir nous soumettre et de vivre indépendamment ». M. Achour a affirmé qu'à Sfax des témoins avaient vu introduire, lors de la perquisition, les armes ennues découvertes dans les locaux.

La commission exécutive syndicale, qui s'était réunie au siège de la direction — qui elle-même fonctionnait déjà depuis — pour déclarer son intention « de défendre l'UGTT par tous les moyens légaux », a annoncé qu'elle se réunirait à nouveau le lendemain de la perquisition, samedi et dimanche. Deux raisons au moins sont à l'origine de ce report : il n'est pas certain que le conseil national ait pu se réunir à l'hôtel Amilear, propriété de l'UGTT et seul lieu pouvant abriter quelque cinq cents participants, alors qu'il est menacé d'une mise sous séquestre imminente, demandée par une banque ; et, dans la situation présente, a-t-il été estimé, il n'est pas raisonnable de demander à leur poste plutôt que de se déplacer à Tunis.

Solidarité de l'opposition avec le syndicat

Mais ces cadres régionaux, dont certains ont déjà été évincés par le « base », d'autres privés de locaux, ont-ils encore la possibilité d'agir ? Les événements se sont déroulés à un tel rythme depuis le début de la semaine que rien n'est moins sûr. En effet, depuis les jours, les médias proches du pouvoir publient des centaines et des centaines de réactions hostiles de syndicalistes à l'égard de leur direction — et plus particulièrement de M. Achour — qu'ils accusent de malversations et d'avoir eu, dans la crise avec la Libye, une attitude opportuniste. Selon une pétition émanant de syndicats de base se font de plus en plus nombreux pour demander la tenue d'un congrès extraordinaire, afin de chasser « Achour et sa bande de mercenaires ».

Les responsables de l'UGTT affirment que ces manifestations d'opposition sont « légitimes » par le pouvoir, que les communiqués et les pétitions publiés sont « falsifiés » ou encore signés « sous la pression et les menaces » et que ce sont « les milices » du Parti socialiste destourien qui attaquent leurs locaux. Le directeur ministériel, M. Mohamed Mzali, s'inscrit évidemment en faux.

« L'UGTT fait de la politique et non plus du syndicalisme », nous déclarait-il récemment ; il existe des dizaines de milliers de syndicalistes qui sont des militants destouriens, et il est de mon devoir de leur dire de faire entendre de plus en plus fort leur voix ».

La crise née de l'échec des dernières négociations salariales du printemps est, à l'évidence, entrée dans son ultime phase. Le congrès extraordinaire demandé par les dirigeants de la direction de la centrale se tiendra très certainement dès qu'ils auront pris possession de l'ensemble des structures régionales et professionnelles. Alors, une nouvelle UGTT, présentée comme un retour à l'authenticité syndicale, reconnait et appuie par les auto-

rités, verra le jour. Du même coup, s'ils entendent malgré tout se maintenir, les dirigeants actuels seront rejetés dans l'illégalité.

Reste à savoir quelle sera la réaction des syndicalistes — et ils sont apparemment encore nombreux — qui demeurent fidèles à M. Achour et à ses amis du bureau exécutif ou, tout simplement, attachés à l'autonomie à l'égard du pouvoir de leur organisation, obtenue en 1961, trois ans après les événements sanglants du 26 janvier 1978, à la suite desquels la direction syndicale avait été

une première fois démantelée. « Nous ne tolérerons aucun dévoiement de rue, nous a déclaré M. Mzali. Mais libre à qui le désire de faire grève. Toutefois, il ne sera pas payé ».

D'ores et déjà, les différents mouvements d'opposition ont publié un communiqué commun exprimant leur solidarité avec l'UGTT et soulignant « la gravité du processus engagé » et « les graves conséquences qui en découlent pour le pays ».

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Grève de la faim des dirigeants syndicaux emprisonnés

Santiago-du-Chili. — Six dirigeants syndicalistes, dont M. Rodolfo Seguel, président du Commandement national des travailleurs (CNT) (emprisonnés à Santiago depuis plus d'un mois), ont annoncé, le mercredi 30 octobre, qu'ils commencent une grève de la faim. L'Alliance démocratique (coalition des principaux partis d'opposition) a par ailleurs indiqué qu'elle apportait son soutien à deux journées de mobilisation nationale, les 5 et 6 novembre, pour obtenir la libération des syndicalistes. Une manifestation similaire, organisée par plusieurs organisations féminines, a été violemment dispersée, mercredi, par les carabiniers dans un quartier résidentiel de Santiago. — (AFP, Reuters.)

CHINE

La conscription devient obligatoire

Pékin. — La Chine a mis fin au volontariat et introduit, mercredi 30 octobre, la conscription obligatoire dans ses forces armées, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Les hommes âgés de dix-huit à vingt-deux ans révolus peuvent dorénavant être appelés sous les drapeaux pour une durée de trois ans (armée de terre) ou quatre ans (air et marine) ; néanmoins, compte tenu de l'importance de la population des effectifs des forces armées (quatre millions) et de la décision prise récemment de les réduire d'un million, seuls quelque cinq cent mille conscrits seront effectivement enrôlés chaque année, soit environ 10 % du potentiel total. De source diplomatique à Pékin, on indique que les responsables de l'armée populaire rencontraient des difficultés de recrutement accrues ces dernières années en raison de l'attrait suscité par des activités civiles depuis le lancement de réformes économiques. — (AFP, Reuters.)

JAPON

Les forêts malades des pluies acides

Tokyo. — Après l'Europe, le Canada et les Etats-Unis, le Japon est atteint par les pluies acides, mortelles pour les forêts. Une étude, réalisée dans cinq départements autour de Tokyo, montre que des arbres du Japon, les majestueux Sugi au tronc parfaitement droits, dépérissent sur des milliers de kilomètres carrés. Les plus touchés des arbres, jusqu'à 80 % de la forêt dans certains endroits — y compris sur les pentes du mont Fuji — sont victimes d'émanations d'acides sulfuriques et chlorhydriques ionisés.

Les symptômes enregistrés au Japon sont les mêmes qu'ailleurs : les arbres perdent peu à peu leur feuillage. Selon l'étude, il est exclu que la composition chimique du sol, le régime des pluies ou les changements de température puissent avoir provoqué de tels dommages.

La pollution de la région de Tokyo serait équivalente à celle de la région des Grands Lacs ou de la RFA. — (AFP.)

PHILIPPINES

M. Marcos, les bases américaines et l'« amitié » soviétique

Manille. — Le président Marcos a estimé, mercredi 30 octobre, qu'il devenait nécessaire pour les Etats-Unis et pour les Philippines de « redéfinir plus clairement les obligations mutuelles » — et plus particulièrement les obligations financières de Washington — en ce qui concerne la location au Pentagone de deux bases militaires établies sur le sol philippin. Le même jour, il faisait annoncer que la visite effectuée ces jours-ci par son épouse Imelda en URSS ouvre « une nouvelle ère d'amitié et de coopération » entre Manille et Moscou. Chaque fois qu'il s'est trouvé pressé par les Etats-Unis de libérer son régime, comme c'est le cas depuis le cas d'aujourd'hui, M. Marcos a réagi en utilisant ces deux arguments — menace de renégociation du statut des bases et rapprochement avec Moscou — pour désamorcer les velléités de ses alliés. Et pour apparaître, du même coup, comme un nationaliste indépendant.

YUGOSLAVIE

Acheter un emploi... avec des dollars

Belgrade. — Les Yougoslaves privilégiés détenteurs de devises occidentales vont pouvoir acheter un emploi, en cas d'adoption d'un projet de loi qui vient d'être étudié par le Parlement fédéral et qui scandalise l'opinion publique.

Ce texte, essentiellement destiné aux Yougoslaves résident à l'étranger et qui pourraient être tentés de rentrer à condition de trouver du travail, prévoit que des postes dans les entreprises pourront être achetés. Il fixe également une sorte de barème des prix selon la rentabilité de ces emplois. L'argent ainsi investi sera remboursable après trois ans.

Dans l'esprit des dirigeants, ce texte devrait permettre de rapatrier une partie au moins des 19 milliards de dollars que représentent les avoirs des Yougoslaves à l'étranger et relancer les investissements dans un pays en crise. Les défenseurs de ce projet de loi ont également fait remarquer que ce texte se contente, en réalité, de légaliser une pratique qui existe en Yougoslavie depuis des années : près de quarante mille personnes, grâce à leurs avoirs en devises, ont déjà ainsi trouvé du travail. — (AFP.)

Cinq élections partielles marquées par une forte poussée de la droite

De notre correspondant

Johannesburg. — Le Parti national, au pouvoir depuis 1948, a conservé quatre sièges sur cinq au cours des élections législatives partielles qui ont eu lieu le 30 octobre dans les quatre provinces sud-africaines. Le parti majoritaire a cependant perdu du terrain dans les cinq circonscriptions et a été battu dans celle de Soutburg par une formation d'extrême droite, le HNP (Herstigte National Party, parti national reconstruit), qui, après six années d'existence, conquiert son premier siège au Parlement blanc. Par la même occasion, le Parti national subit sa première défaite depuis 1953 dans la province de l'Etat libre d'Orange où il détenait tous les sièges.

Ces élections, considérées comme un test national, ont consacré une forte poussée des partis de droite, et notamment du Parti conservateur de M. André Trounitch, qui était op-

posé au Parti national dans quatre des cinq circonscriptions. Le HNP ne présentait que deux candidats, dont son secrétaire général, M. Louis Stofberg, qui a été élu avec trois cent quatre-vingt voix d'avance sur son unique rival dans la ville ouvrière de Soutburg.

Le principal parti d'opposition, le Parti fédéral progressiste (PFP), a perdu la moitié de ses électeurs du scrutin général de 1981 dans la circonscription de Springs (Transvaal).

La position du HNP, petite formation extrémiste qui prône l'hégémonie des Afrikaners et est viscéralement attachée au principe de l'apartheid, est renforcée par son entrée au Parlement. Elle constituera dans le futur une force d'appui pour les conservateurs, même si ces deux partis de droite divergent sur de nombreux points et ne parviennent pas toujours à unir leurs forces lors des consultations électorales.

M. B.-R.

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

BON DE COMMANDE

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 1 500 FF (Prix d'expédition inclus) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFFETIER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 05

مكتبة من الأصل

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« La France doit refuser la ségrégation » déclare M. Laurent Fabius

Th. 8.

Th. B.

Th. 8.

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

AOLITIQUE

M. André Laignel dirigera la campagne électorale du PS

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 30 septembre, a évoqué la préparation de la convention nationale des 9 et 10 novembre, qui doit être consacrée à la fois aux questions électorales et à l'élaboration du programme socialiste pour la prochaine législature. Le bureau exécutif du 6 novembre sera un bureau « marathon », qui devra traiter sur fond ces deux questions. Le bureau exécutif a également nommé M. André Laignel, trésorier du parti et député de l'Indre, « directeur de campagne » pour les élections législatives. M. Laignel, qui fait partie de l'aile « dure » du courant mitterrandiste du PS, succède à M. Bertrand Delanoë, premier directeur de campagne désigné, qui avait, par la suite, abandonné ses fonctions de secrétaire national chargé des fédérations.

A travers la discussion sur le programme, les dirigeants socialistes sont revenus sur le débat télévisé entre M. Fabius et M. Chirac. Ils ont souligné « l'indépendance » selon les termes du nouveau porte-parole du parti, M. Jean-Jack Queyranne, sur les points que le président du RPR a été amené à préciser, en réponse aux questions du premier ministre. Mais ils ont aussi, d'une façon plus ou moins allusive, remarqué que M. Fabius avait été « imprécis », comme le dit un membre mitterrandiste du bureau exécutif, sur certaines des préoccupations essentielles de la gauche. Ainsi M. Pierre Mauroy, qui vient de réintégrer l'exécutif du parti, a-t-il souligné, en substance, que le déroulement du débat de dimanche montre l'importance pour les socialistes de disposer d'une réelle base programmatique.

De son côté, le rocardien Gérard Fuchs, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des études, a exprimé ses inquiétudes — notamment sur le calendrier serré qui a été arrêté — compte tenu de l'importance politique des enjeux. Le document de travail soumis aux socialistes a été rédigé

ces derniers jours par M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études, à partir des travaux du groupe de réflexion ad hoc. Dans sa forme actuelle, ce document semble un peu trop « lisse » à l'un des dirigeants du CERES, qui n'y trouve pas les « perspectives » que le PS doit, selon lui, ouvrir, s'il veut aborder dans de bonnes conditions la campagne électorale.

Quant à la composition des listes électorales pour les élections législatives et régionales, elle semble se poursuivre d'une manière qui calme quelque peu les inquiétudes des rocardiens, notamment à propos de leur représentation sur les listes régionales. Pour ce qui est des législatives, où les équilibres se jouent maintenant à quelques sièges, les rocardiens attendent que soient définitivement « casés » les ministres en attente et que soit conclu, ou non, un accord avec M. R. Les positions de M. Muller, dans le Bas-Rhin, et de M. Hontela, dans la Haute-Garonne ne recueillent pas l'assentiment des dirigeants rocardiens.

J.-L. A.

Bouches-du-Rhône : la direction du PS remaniée selon les vœux de M. Defferre

De notre correspondant régional

Marseille. — Le bureau exécutif et le secrétariat fédéral du PS des Bouches-du-Rhône ont été renouvelés, le lundi 28 octobre à Marseille, conformément aux accords conclus les 8 et 9 octobre à Paris entre le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, et le premier secrétaire de la fédération, M. Michel Pezet.

Comme l'avait souhaité M. Defferre, les deux organes du parti ont été sciemment remaniés avec, d'une part, un élargissement du bureau exécutif porté de trente-six à soixante-trois membres et, d'autre part, un aggrandissement du secrétariat fédéral où entrent des élus importants proches du maire de Marseille.

Au secrétariat fédéral, composé de treize titulaires et d'un nombre égal d'adjoints, siègent désormais sept « délégués », dont MM. Philippe Sammarco, député, Jean-Victor Cordoumier, premier adjoint au maire de Marseille, Jean-François Pichon, conseiller général d'Aix-en-Provence Sud-Ouest, Albert Hini, adjoint au maire de Marseille, et Claude Barbraux, principal collaborateur de M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, tous nouvellement élus, contre dix « pézistes ». Le courant maoïste dispose de six

représentants, soit un de plus que dans le secrétariat sortant, les rocardiens de deux et le CERES d'un seul.

Parmi les amis du premier secrétaire — réélu à l'unanimité, — l'absence la plus notable est celle de M. Jean-François Bernardi dont l'action avait été jugée « perturbatrice » par M. Defferre. Plusieurs secteurs importants du secrétariat fédéral ont, par ailleurs, été confiés aux partisans du maire de Marseille, dont ceux de la coordination (M. Pauline Giacomi), des études (M. Sammarco) et des relations extérieures (M. Hini). En revanche, M. Pezet conserve ceux de l'organisation, des relations avec les sections du département et de la communication.

Il semble enfin que le premier secrétaire ait admis le principe de son remplacement à la tête de la fédération dans l'éventualité où il serait élu député en mars 1986. M. Defferre s'était publiquement prononcé dans ce sens en mettant en avant les statuts du Parti socialiste qui interdisent le cumul d'un mandat de parlementaire et des fonctions de premier secrétaire fédéral. M. Frédéric Rosmini (courant Mauroy), considéré comme un des successeurs possibles de M. Pezet, a été réélu dans ses fonctions de trésorier de la fédération.

GUY PORTE.

LES NÉGOCIATIONS RPR-UDF

Un lent dégel...

Les délégations du RPR et de l'UDF qui se sont retrouvées, mercredi matin 30 octobre, à nouveau examinées les cas des départements « réservés » sur lesquels elles n'avaient pu se mettre d'accord le 18 octobre dernier. Dans ces dix départements — le cas de la Charente avait été résolu la semaine précédente (1) — un accord n'a pu être conclu dans le Gers et dans le Lot qui faisaient l'objet d'un échange (Le Monde du 24 octobre). Dans le Lot, c'est le RPR (M. Alain Chastagnol) qui conduira la liste d'union, mais ce sera un UDF (très probablement M. Aymen de Montesquiou) qui assurera l'opposition à la bataille dans le Gers.

L'« échauffé » prévu entre l'Arriège et les Hautes-Pyrénées est lui aussi acquis. Le RPR (M. Henri Cuq) prendra la tête de la liste d'union dans l'Arriège, moyennant un certain nombre de concessions à l'UDF qui obtient dans ce département la tête de la liste régionale et dans les Hautes-Pyrénées, les premières et deuxième places sur la liste législative commune. (Les candidats UDF sont MM. Bleuler, CDS et Tremège PR dans un ordre qui n'a pas encore été défini.)

L'union a aussi prévalu dans les Pyrénées-Orientales. La liste sera conduite par un RPR (M. Claude Barate) suivi de deux UDF-PR (MM. Farran, et Berdagué).

Dans les cinq autres départements « réservés », la situation reste

encore incertaine, plus particulièrement dans l'Eure-et-Loir et le Gard. Dans l'Eure-et-Loir, le RPR veut imposer M. Michel Junot, conseiller de Paris (CNIP) derrière lequel l'UDF ne veut pas se ranger. La confédération voit d'autre part s'opposer le député sortant M. Maurice Doussot (PR) et le conseiller de Paris (CDS) M. Claude Goussien, le parachuté « prioritaire » du CDS.

Dans le Gard, le RPR ne sait pas très bien où il en est après la valse-béatification de M. Gilbert Baumet, président du conseil général qui du PS est passé au RPR. L'UDF elle, semble finalement prête à se ranger derrière M. Jean Bousquet, maire (div. opp.), de Nîmes.

Dans l'Isère et la Savoie, des questions de grilles retardent la conclusion d'un accord pour des listes d'union derrière M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble, et derrière M. Michel Barner (RPR), président du conseil général de Savoie. Enfin, dans le Maine-et-Loire, l'état-major parisien du RPR conteste la composition de la liste d'union menée par M. Jean Feyer, qui ne prévoit que deux places éligibles pour le RPR contre trois pour l'UDF.

Au cours de cette rencontre de mercredi, comme lors de contacts bilatéraux entre les responsables de l'UDF et du RPR, d'autres situations ont été évoquées, notamment celle de l'Indre et des Côtes-

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 30 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été diffusé :

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres les actions de lutte contre la pauvreté et la précarité prévues pour l'hiver 1985-1986. Le gouvernement a déployé depuis quatre ans des efforts considérables de prévention :

— En revalorisant fortement les prestations accordées aux familles, aux personnes âgées, aux handicapés et aux chômeurs en fin de droits ;

— En multipliant les programmes spécifiques destinés au développement des quartiers, à la lutte contre l'illettrisme et au départ en vacances des jeunes des milieux défavorisés ;

Par ailleurs, à l'automne 1984, un dispositif visant à faire face aux situations de détresse et aux urgences les plus grandes a été mis en œuvre.

Afin de poursuivre en les renforçant les actions déjà entreprises et d'engager de nouvelles initiatives, le gouvernement a décidé un nouveau programme d'un montant d'environ 1 milliard de francs :

1) Logement des familles en difficulté

Les commissaires de la République reçoivent dès aujourd'hui l'instruction d'examiner personnellement la situation des familles sans ressources menacées d'expulsion.

Des mesures seront prises, en collaboration avec EDF-GDF et après examen de chaque cas par les services sociaux compétents, en vue d'éviter les coupures de gaz et d'électricité pour les particuliers qui se trouvent dans l'impossibilité de payer leurs factures.

Le bénéfice de l'allocation de logement social sera étendue à certaines catégories de chômeurs. Les fonds d'aide destinés à permettre aux familles en difficulté temporaire de payer leur loyer seront généralisés afin de couvrir l'ensemble des logements sociaux et de concerner une fraction plus importante des logements privés. Des fonds d'aide au logement seront mis en place au profit des personnes mal logées ou privées de domicile.

Des mesures visant à alléger pour les plus démunis les formalités nécessaires à l'obtention des aides personnelles au logement et à éviter leur suppression automatique en cas de difficulté pour payer les loyers seront arrêtées dans les prochains jours et entreront en application dès le 1^{er} janvier 1986. Enfin, le dispositif d'hébergement d'urgence mis en place en 1984 sera reconduit, et si nécessaire développé, durant l'hiver 1985-1986.

2) Réinsertion sociale des personnes les plus défavorisées

Les collectivités locales qui décideront de mettre en place des dispositifs de réinsertion professionnelle au profit de personnes ne disposant pas de ressources permanentes pourront bénéficier d'une aide financière de l'État. Ces dispositifs devront comprendre, en alternance, des

périodes de formation et des temps d'activité. L'aide de l'État sera affectée à la formation et à la protection sociale des personnes concernées ; 30 millions de francs seront consacrés à cette action.

Des actions spécifiques de formation et d'insertion professionnelle seront entreprises en faveur des femmes isolées qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants et qui se trouvent privées de ressources une fois leurs enfants élevés. Une somme de 167 millions de francs sera engagée à ce titre.

3) Distribution de produits alimentaires

Des distributions de produits alimentaires aux personnes les plus démunies seront organisées par les commissaires de la République en collaboration avec les associations charitables, les producteurs et les commerçants.

4) L'accès à l'urgence

Dans les grandes agglomérations, des permanences d'accueil fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant la période hivernale seront mises en place afin de répondre immédiatement aux demandes d'urgence.

La lutte contre la pauvreté doit être l'affaire de tous. Afin de veiller à une application rapide et efficace des décisions prises et de mobiliser toutes les énergies, les cellules de coordination créées en 1984 et maintenant, autour du commissaire de la République, les partenaires concernés (collectivités territoriales, associations, administrations...) seront reconduites.

Le droit d'expression des salariés

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au droit d'expression des salariés. Ce texte, prévu par la loi du 4 août 1982, s'inspire des conclusions du bilan d'application du droit d'expression remis au Parlement en juin dernier. Il confirme le principe du droit d'expression et en précise les modalités d'exercice sur quatre points :

1) L'expression des travailleurs a pour objet de définir les actions à mettre en œuvre pour améliorer leurs conditions de travail, l'organisation de l'activité et la qualité de la production dans les unités de travail ;

2) L'obligation de négocier les modalités d'exercice du droit d'expression s'applique à toutes les entreprises de cinquante salariés ou plus qui sont constituées des sections syndicales ;

3) La négociation sur le droit d'expression devra être engagée chaque année dans les entreprises où un accord a été signé. Dans celles où un accord existe, une réunion aura lieu tous les trois ans entre les partenaires sociaux pour en faire le bilan et envisager sa révision éventuelle ;

4) Aux questions déjà traitées par les accords s'ajoutera la détermination des conditions particulières d'exercice du droit à l'expression pour le personnel d'encadrement ayant des responsabilités hiérarchiques.

5) COLLECTIVITÉS LOCALES

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales. Ce projet a pour objet d'adapter et de compléter le dispositif institutionnel et financier mis en place dans le cadre de la politique de décentralisation conduite depuis quatre ans. Il répond notamment aux observations formulées par les élus locaux.

1) Dans le domaine financier, le projet de loi adapte les règles applicables au Fonds national de péréquation des collectivités locales (Fonds FNCPL) devant rappeler à l'ordre les élus locaux qui s'opposent à ces parafiscs.

Si dans certains départements déjà examinés par les instances nationales, des listes séparées peuvent « fusionner », c'est le cas dans la Gironde, ce pourrait être le cas dans le Haut-Rhin, des listes d'union peuvent à l'inverse être remises en question comme dans le Lot-et-Garonne où l'UDF, faute d'obtenir la deuxième et troisième places, s'apprête à constituer sa propre liste.

Les difficultés revêtent toutefois un tour plus aigu à l'UDF où contrairement aux prévisions de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, les situations ont du mal à se « dégeler ». Il est vrai que, si l'on prend en compte les revendications de chacune des composantes, l'UDF se retrouverait, en mars 1986, avec un groupe de cent soixante-dix députés, chiffre que dans leurs prévisions les plus « folles », les responsables de la confédération n'espèrent pas atteindre. Les plus optimistes parlent de cent quarante députés, les plus raisonnables de cent vingt.

C. F.-M.

(1) La liste d'union dans la Charente sera conduite par M. Francis Hardy (RPR), suivi de M. Chavanne (UDF).

le respect de l'intégrité des installations nécessaires à la défense nationale, à rendre automatique sanction du paiement des intérêts moratoires par les collectivités locales qui ne règlent pas les entreprises dans les délais légaux et à adapter la législation foncière, de façon à donner aux familles une plus grande liberté dans le choix du service extérieur des pompes funèbres.

[Dans un premier volet financier, le texte prévoit de destiner 2 millions de francs supplémentaires à neuf départements défavorisés par la méthode de calcul retenue pour les transferts en matière d'action sociale et de santé. En outre, le projet envisage le remboursement intégral, sur deux ans, de la dette de plus de 117 millions de francs contractée par l'État à l'égard des bureaux municipaux d'hygiène. Il vise à réformer le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.]

Dans un second volet, touchant aux conditions d'exercice des compétences, le projet donne aux élus des départe-

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

— M. Christian Babaux est nommé directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

— M. Philippe de Maistre, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes (hors tour) ;

— M. François Raymond de Gentile, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

mes et régions d'outre-mer la possibilité de modifier la part relative des crédits d'investissement destinés aux collèges et aux lycées. Il s'agit d'un la date du transfert à l'État de la charge d'entretien de certains palais de justice. Il reporte la date limite de réorganisation des services de l'État au 27 février 1987 et précise que ce délai concerne la partie des services d'action sociale correspondants à l'exercice des compétences qui lui sont restées. Il reconduit jusqu'au 31 décembre 1986 le régime transitoire actuel pour la partie en charge des frais de personnel départemental et des frais communs en matière d'aide sociale, de même que le régime transitoire appliqué aux bureaux municipaux d'hygiène qui l'est d'un an. Il définit le régime des opérations en cours dans le domaine de la culture.

Enfin, un troisième volet donne, notamment aux titulaires de mandats électoraux, la garantie de versement des indemnités mensuelles, oblige les collectivités locales à respecter les suggestions de la défense nationale et augmente la liberté des familles dans le choix des services de pompes funèbres. — A. Ch.]

AIDE SOCIALE ET SANTÉ

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres un projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé. Ce texte, qui s'inscrit dans la ligne des grands textes de décentralisation mis en œuvre depuis 1981 et qui a fait l'objet d'une large concertation, permet de concilier les nouvelles prérogatives accordées aux conseils généraux et les objectifs d'ensemble de la politique sociale par les pouvoirs publics en matière d'aide sociale et de santé.

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur la mise en œuvre d'un programme mobilisateur pour la culture scientifique et technique.

1) Depuis 1982 une politique active d'accès à la culture scientifique, technique et industrielle a été menée. Elle s'est notamment appuyée sur :

— La création d'équipements nouveaux (la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette et ses futurs partenaires qui seront les centres régionaux de culture scientifique et technique) et la mise en valeur d'équipements existants (modernisation et animation pédagogique des musées scientifiques) ;

— L'ouverture du système éducatif à cette forme de culture : jumelages école-entreprise, stages en milieu industriel, introduction de la technologie dans les programmes de l'école élémentaire et des collèges, opérations « mille classes, mille chercheurs », etc. ;

— La valorisation et la diffusion accrues des résultats des grands laboratoires de recherche ;

Des moyens budgétaires renforcés : ainsi, le budget des actions menées en ce domaine par le ministère de la culture a été multiplié par dix en trois ans. Au total, au cours de cette période, l'État a consacré

300 millions de francs de moyens nouveaux à cette politique, projet de La Villette non compris, auxquels se sont ajoutés 200 millions de francs venant des collectivités locales et de divers partenaires économiques.

2) Pour coordonner le développement de cet effort, un programme mobilisateur sera lancé et piloté par les ministères de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et de la culture.

Il aura pour finalité essentielle de concentrer des moyens dispersés, mis en œuvre par divers partenaires, sur des objectifs prioritaires clairement définis. Il visera notamment à :

— Consolider le réseau des centres régionaux de culture scientifique et technique créés en accord et avec la participation des collectivités locales ;

— Favoriser la diffusion de la culture scientifique et technique dans et par l'entreprise ;

— Susciter, en faisant appel à tous les médias, la création de nouveaux moyens de diffusion, tels la Nouvelle Encyclopédie dont la parution débutera en 1986 ;

— Multiplier les actions orientées vers les jeunes : jumelages école-laboratoire, nouveaux outils pédagogiques, organisation de « classes Villette » sur le modèle des classes de neige ;

— Renforcer dans ce domaine nos collaborations internationales et notamment européennes.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi, autorisant l'approbation de deux accords :

— L'accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses, passé entre les États riverains de la mer du Nord et de la Manche et la Communauté économique européenne : cet accord, signé à Brest le 13 septembre 1983, remplace, en l'améliorant et en le complétant, un accord datant de 1969 et définit les conditions dans lesquelles les parties devront échanger des informations et développer leur coopération dans ce domaine ;

— L'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse, relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 : cet accord maintient le principe de l'imposition des travailleurs frontaliers dans leur État de résidence, moyennant le versement par celui-ci d'une compensation financière à l'État dans lequel les travailleurs frontaliers exercent leur activité.

Ancien dirigeant du PCF à Toulouse

M. JEAN LLANTE EST MORT

M. Jean Llante, ancien député, ancien dirigeant du Parti communiste en Haute-Garonne, est décédé le lundi 28 octobre à Toulouse.

[Né le 9 décembre 1914 à Saint-Laurent-de-Cerdans, dans les Pyrénées-Orientales, employé, Jean Llante avait adhéré à la Jeunesse communiste en 1929, au Parti communiste en 1930. Il avait participé, à la fin des années 30 à l'aide apportée par les communistes français aux républicains espagnols. Sous l'Occupation, arrêté à Toulouse en novembre 1940 et condamné à deux ans de prison, il est de nouveau arrêté, en zone italienne cette fois, en 1943, et incarcéré au fort de Modane. Il s'en évade et participe à la résistance puis à la libération à Lyon, ville dont il sera adjoint au maire jusqu'en 1946.]

Il passe ensuite dans l'Aude, où il devient député en mars 1947, puis adjoint au maire de Carcassonne. Battu aux élections législatives de 1951, il est réélu à l'Assemblée nationale, en 1956, en Haute-Garonne, où il est battu en 1958. Conseiller municipal de Toulouse de 1959 à 1965, puis de 1977 à 1983, il est candidat, sans succès, à toutes les élections législatives de 1962 à 1973.

Jean Llante, qui a dirigé la fédération communiste de la Haute-Garonne de 1953 à 1972, avait quitté en mai 1964 le comité central du PCF, où il était entré en juillet 1945. Il avait exprimé, dans la discussion préparatoire au vingt-quatrième congrès, en novembre 1981, des réflexions critiques sur le « retard stratégique » du parti à la fin des années 50 et au début des années 60. Il soulignait ainsi les « répercussions positives » de la participation du PCF au gouvernement.]

— Décès d'un conseiller général. — M. Henri Massein, conseiller général socialiste du canton d'Autilly (Oise), est décédé, mardi 29 octobre, à l'âge de soixante-cinq ans. Une élection partielle sera organisée dans ce canton dans les trois mois à venir.

هكذا من الأصل

مكتبة ابن الأصل

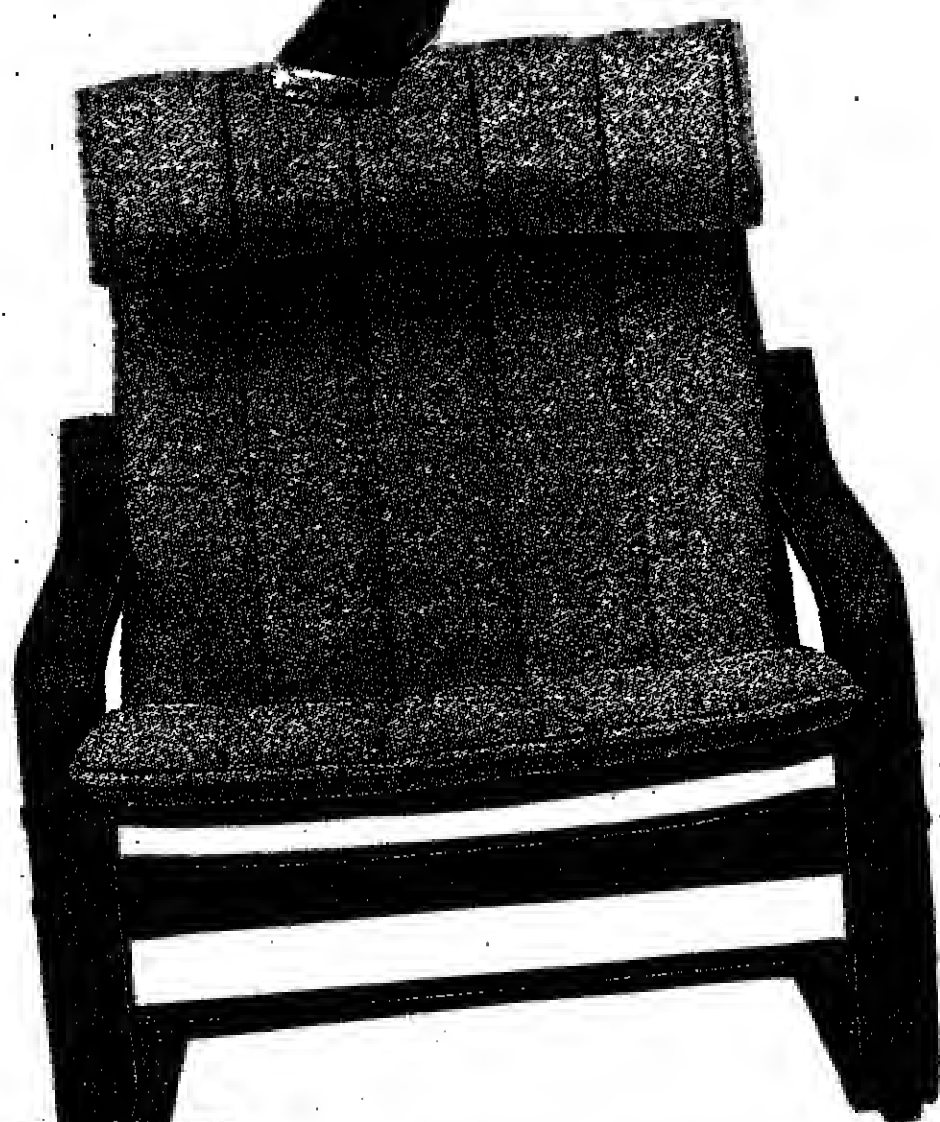
... LE MONDE - Vendredi 1^{er} novembre 1985 - Page 7

Scandale chez IKEA. Après avoir été roué de coups, il est livré au public.



POEM
Fautail
en hêtre naturel
revêtu tissu
Alme écru.

1100F



Tout finit toujours par se savoir... Oui, c'est vrai : chez IKEA, nous frappons nos meubles... Pas une fois, des milliers de fois. Prenez ce malheureux fauteuil, par exemple. On lui a sauté dessus 25 000 fois avec un poids de 50 kg. Ehbien, il n'a avoué aucun défaut. Rien. Pas la moindre petite faiblesse. Eccœurant. Remarquez, pour vous c'est plutôt rassurant puisque vous allez vous asseoir sur le même pendant pas mal d'années.
Ce test fait partie des petites misères imaginées par l'Institut Suédois du Meuble. Nous l'appliquons à la lettre et le réussir donne droit à notre label "Möbelfakta," gage

maintenant bien connu de notre clientèle et de bon fonctionnement. Vous n'avez qu'à regarder combien de fois nous ouvrons et fermons une porte avant de lui donner notre label. Les tiroirs, c'est encore pire. Et nous n'osons pas vous dire ce que nous faisons aux lits...
Si vraiment vous voulez tous les détails, repérez les étiquettes à point rouge. Attachées à nombre de nos meubles, elles racontent comment ils s'en sont tirés. C'est important d'être sûr qu'un canapé, une chaise, une table, une armoire à monter ne se sont pas démontés dans l'épreuve.

Comme il y en a toujours qui croient après ça qu'on s'est déjà assis 25 000 fois sur "leur" fauteuil, précisons que "leur" fauteuil est on ne peut plus neuf, soigneusement emballé et prêt à emporter...
A un prix qui rappelle que, chez IKEA, il y a des coûts qui ne font pas mal.



Ils sont fous ces Suédois

RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA ÉVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRYLISSES. TÉL. (6) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H.
IKEA BOIGNY: CITE CIAL BOIGNY 2. TÉL. (7) 832.92.95. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 9-20 H. IKEA LYON: CITE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.23.25. LUN. VEN: 10-20 H - SAM: 9-20 H.
IKEA VITROLLES: EN 113 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19 H - VEN: 11-22 H - SAM. DIM: 10-19 H.

AN

société

LA RECONSTITUTION DU MEURTRE DE GREGORY VILLEMEN

Trois témoignages sans certitude

De notre envoyé spécial

Epinal. — Il y a la femme aux vaches et l'homme au chien. Sur les hauteurs de Léopold, entre pâtures et bois, la justice, mercredi 30 octobre, s'est essayée péniblement à remonter le temps : recréer, un an après, sur le terrain, cette fameuse dernière heure entre 17 h 05 et 17 h 35, le 16 octobre 1984, jour de la disparition et de la mort de Gregory Villemien. M^{me} Christine Villemien était toujours inculpée d'assassinat, c'est évidemment à son emploi du temps que le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, entendait consacrer l'essentiel des vérifications.

Il faisait plutôt frisquet ce mercredi matin, et ce transport de justice dans les brumes — un gendarme derrière chaque piquet de clôture et les journalistes furent bien gardés — y prit l'allure vaguement fantomatique d'un jeu de pistes sur carte d'est-major. Pendant plus de quatre heures, devant le juge d'instruction, le substitut du procureur, les policiers du SRPJ de Nancy, les avocats de Christine Villemien, M^{me} Garrard, Meur et Chastan, entourant leur cliente, les avocats des grands-parents Villemien, partie civile, M^{me} Lombard, Lagrange et Bourdelle, un greffier, les gendarmes, devant les photographes de l'identité judiciaire, les témoins, M. Colin, l'homme au chien, et son chien, M^{me} Claudon, la femme aux vaches sans ses vaches, et M. Méline, le voisin et ses souvenirs, ont fait et refait mille fois, instant par instant, leur 16 octobre 1984. Ils ont dit et redit ce qu'ils avaient vu ou pas vu. Pour autant que les souvenirs soient restés précis.

L'appel de 17 h 32

La presse était tenue à l'écart, 200 mètres, avec le droit de voir mais pas celui d'entendre. On a donc beaucoup tourné autour de cette maison Villemien, toujours à vendre et inoccupée, car assurément « marquée », comme pour un exorcisme le secret.

Que fit Christine Villemien le 16 octobre 1984 ? Elle avait

Trois témoins ont participé à la reconstitution de l'emploi du temps de Christine Villemien. Les déclarations de deux d'entre eux sont contradictoires.

répondu en son temps. Arrivée peu après 17 heures chez elle, elle avait mis la voiture au garage, laissé Gregory dehors pour qu'il joue, car il faisait très beau, était rentrée dans la maison et, porte et volets fermés, donc sans possibilité de surveiller l'enfant, elle avait mis en marche la chaîne stéréo sur un poste périphérique avec assez de puissance pour l'entendre depuis la pièce où elle allait repasser du linge. M^{me} Villemien dira être ressortie un peu après 17 h 30, faisant même état, selon ses souvenirs, d'une publicité radiophonique pour s'assurer du moment. Vérification faite, cette publicité n'avait pas été diffusée à cette heure-là. Quelque temps après, elle affirma que en réalité, elle avait dû sortir de la maison vers 17 h 20, la pendule retardant sans qu'elle le sache. Chose confirmée par son mari. Gregory avait entre-temps, et quelle que soit l'heure, disparu.

La reconstitution avait donc pour objet ces fameuses vingt ou trente minutes. Une question d'apparence anodine (comment, un an après, témoigner à la minute près ?) et pourtant essentielle : surtout à 17 h 20 de chez elle, M^{me} Villemien ne pouvait passer à 17 h 32 l'appel téléphonique anonyme revendiquant le meurtre de Gregory. Or cette heure-là est établie avec certitude. Surtout après 17 h 30, elle avait eu le temps matériel, dans l'esprit des enquêteurs, de commettre le crime, de revenir chez elle sans être vue et de téléphoner, avant de réapparaître sur le pas de la porte.

Trois témoins pouvaient aider à résoudre la question. Le premier, l'homme au chien, M. Colin, lui avait vu M^{me} Villemien vers 17 heures passer au volant de sa voiture en direction de sa maison. Il l'a confirmée, comme il a confirmé ce qu'il avait toujours dit : que passant

quelques minutes plus tard, trois ou quatre, devant le domicile des Villemien, il n'avait vu ni l'enfant ni la voiture dans le garage. Et il avait continué sa promenade rituelle en direction des bois.

Mémoire sans défaillance

Le second témoin est M. Méline, voisin des Villemien, qui travaillait dans un champ vers 17 heures. A cette heure-là, il n'avait pas vu M^{me} Villemien arriver chez elle, mais sans prêter attention à ce qui pouvait se passer. Enfin, troisième témoin, M^{me} Claudon, agricultrice et assurément maîtresse femme. Elle est formelle, sur le jour, sur l'heure. Le 16 octobre 1984 à 17 h 15, rentrant du jardin, elle s'était rendu compte que son mari n'avait pas rentré les vaches. Les bêtes pâturaient dans un champ à 100 mètres à peine de chez les Villemien. Ils y étaient allés tous les deux en voiture, l'affaire de deux minutes à peine, le temps d'installer en trois endroits, notamment devant la maison Villemien, des cordes pour empêcher les vaches de s'égarer de la route. M^{me} Claudon affirmera donc que à l'aller, s'arrêtant pour installer la corde, elle ne vit ni enfant ni voiture. Au retour, vers 17 h 20, revenant à pied derrière ses bêtes, elle dit avoir vu M^{me} Villemien sortant de sa maison à la recherche de son enfant. Et la voiture était là, mi-dehors, mi à l'intérieur du garage.

Tout l'enjeu de cette reconstitution était donc d'établir à quelle heure exacte M^{me} Villemien, à la recherche de son fils, fut « revue » par les témoins. A 17 h 20, comme l'affirme M^{me} Claudon ? A plus de 17 h 30, comme semblerait le démontrer les reconstitutions minu-

tieuses des emplois du temps de M^{me} Colin et Méline ?

Chacun sera donc ressorti de cette reconstitution avec des convictions renforcées par les témoignages respectifs, faute de certitude absolue. Pour autant, les enquêteurs pouvaient disposer très rapidement, s'ils ne l'ont déjà, d'un élément matériel exempt de toute défaillance de mémoire. Le fils de M^{me} Claudon est chauffeur d'autocar scolaire. Il est rentré à la maison familiale vers 17 h 30, quelques minutes avant sa mère, le 16 octobre 1984. Depuis des semaines les policiers nancéens ont recherché, comme l'avaient suggéré les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, le disque horodateur du mouchoir de l'autocar. En vain ? Ce n'est plus si sûr. Et, dans ce cas, le témoignage de M^{me} Claudon sur l'horaire proprement dit pourrait tomber très vite.

Au-delà, rien dans tout cela n'établirait formellement la culpabilité de M^{me} Villemien. Mais un message de sa part sur l'heure de sortie de la maison constituerait au regard du dossier, un élément « troublant », pour reprendre la terminologie de la chambre d'accusation de Nancy.

Ce mercredi, M. Jean-Michel Lambert a également confronté M^{me} Villemien avec les quatre témoins qui affirment l'avoir vue le 16 octobre à 17 heures devant le bureau de poste de Léopold. Chacun est resté sur ses positions. Il a ensuite reçu, en présence de l'inculpée et de ses conseils, trois personnes qui, avant l'affaire, avaient été victimes d'appels téléphoniques anonymes. Elles ont affirmé avoir identifié à l'époque M^{me} Christine Villemien. Le juge d'instruction organisera, mardi 5 novembre, une nouvelle confrontation générale dans son bureau. Il disposera, sans doute, à ce moment-là des résultats des nouvelles expertises effectuées à la demande de la partie civile. Bref, on n'est plus très loin de ce moment où chacun, y compris la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, devra prendre ses responsabilités. Dans un sens ou dans l'autre.

PIERRE GEORGES.

ANNONCEMENT

Pont de Ré : les travaux commencent

Avant même que le nouveau pont sur l'île de Ré soit construit, les travaux de réfection du pont de Ré ont commencé. Les quatre membres de l'équipe ont été expédiés de Polynésie française. Le skipper australien, Chris Robinson était attendu à Sydney vendredi 31 octobre, et la Néo-Zélandaise Sue Ware le même jour à Auckland. Quant à Peter Wilcox, l'ancien capitaine du Rainbow Warrior, et à l'irlandaise Grace O'Sullivan, ils prendront l'avion pour les Etats-Unis. — (AFP, AP).

DÉFENSE

Expulsion des quatre écologistes du « Vega »

Une semaine après l'arraisonnement du Vega, le voilier de Greenpeace qui avait pénétré dans les eaux territoriales interdites autour de Mururoa, les quatre membres de l'équipe ont été expulsés de Polynésie française. Le skipper australien, Chris Robinson était attendu à Sydney vendredi 31 octobre, et la Néo-Zélandaise Sue Ware le même jour à Auckland. Quant à Peter Wilcox, l'ancien capitaine du Rainbow Warrior, et à l'irlandaise Grace O'Sullivan, ils prendront l'avion pour les Etats-Unis. — (AFP, AP).

SCIENCES

Prochain lancement d'Ariane le 11 janvier

Le prochain lancement de la fusée Ariane depuis la base guyanaise de Kourou aura lieu le samedi 11 janvier à 2 h 44 (heure de Paris). A cette occasion, le lanceur européen, qui, en septembre, a connu l'échec en raison de la défaillance d'une vanne du moteur de son troisième étage, tentera de mettre en orbite le satellite français Spot pour l'observation de la Terre. Un satellite scientifique de taille plus modeste, Viking, devrait être également lancé au cours de cette mission, qui fera appel, pour le tir, à une Ariane de la première génération.

Challenger : équipage record dans l'espace

Après une mise à feu pratiquement réussie au centième de seconde près, la navette spatiale américaine Challenger, partie mercredi 30 octobre à 18 heures de Cap Canaveral (Floride), a commencé quelques heures plus tard sa mission par la mise en orbite d'un petit satellite relais (GLOMR) destiné à l'armée américaine. Pour cette vingt-deuxième mission de la navette, un équipage de huit personnes, le plus important jamais envoyé dans l'espace, avait pris place à bord du véhicule. Sept jours durant seront mises en œuvre plusieurs expériences scientifiques dont la plupart sont installées à bord du laboratoire spatial Spacelab fixé dans le soute de l'engin.

TOURISME

Guerre des prix en Angleterre

Le numéro un des agences de voyages britanniques, Thomson Holidays, a annoncé qu'il allait proposer 500 séjours d'une semaine au prix de 25 livres (environ 288 F) — ou de deux semaines pour 36 livres (environ 400 F) — à destination de la Grèce, de l'Espagne ou de Malte. Ce prix, qui défie toute concurrence, comprend le voyage en avion, les nuits d'hôtel, le petit déjeuner et ne concerne que le mois de mai, époque à laquelle une semaine de séjour revient ordinairement entre 680 F (Espagne) et 1 000 F (Grèce). Les clients n'auront ni le choix des dates, ni celui du pays, qui leur seront communiqués fin mars. L'initiative de Thomson constitue le dernier épisode de la guerre des prix qui oppose, depuis plusieurs semaines, à son principal concurrent, le groupe Intasun. Celui-ci venait d'annoncer qu'il proposerait 500 séjours à 32 livres la semaine (39 livres pour 15 jours) en Italie ou en Espagne. — (AFP.)

● **ERRATUM.** — Une erreur de transmission a totalement inversé, dans notre article du 29 octobre intitulé « Les troubles du maire de Paris », le bilan de la privatisation des services confiés à M. Jean-Claude Deaux. Les contrats passés avec l'entreprise Deaux ont rapporté à la Ville 11 millions de francs en 1984, notamment sous forme de redevances sur la publicité (abribus et panneaux d'information). En revanche, les services rendus par la même firme et ses filiales (soufflantes, motos nettoyeuses, journaux électroniques) ont été facturés à la municipalité 70,2 millions de francs.

A MARSEILLE

Nouvelle inculpation dans l'affaire des fausses indemnités journalières

De notre correspondant

Marseille. — M^{me} Françoise Lissone, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille vient d'inculper d'escroquerie, faux et usage de faux, M. Gérard Dosseto, quarante-trois ans, l'un des responsables départementaux du syndicat Force ouvrière des Bouches-du-Rhône et du Var (FS) municipal de Septèmes-les-Vallons, petite commune au nord de Marseille. Cette inculpation est l'un des rebondissements de l'affaire dite « des fausses indemnités journalières », escroquerie commise au détriment de la caisse primaire centrale d'assurance-maladie des

Bouches-du-Rhône qui avait entraîné, au mois de mai 1984, une dizaine d'interpellations, dont celle de M. Bernard Holassian, responsable FO à la caisse primaire.

Grâce à des manipulations informatiques, plusieurs dizaines de personnes ont perçu des indemnités journalières comme si elles étaient malades et en arrêt de travail. En l'état de l'enquête de la section financière du SRPJ de Marseille, ce préjudice au détriment de la caisse primaire s'élèverait à plus de 2 millions de francs. Pour les enquêteurs, il s'agit de savoir à qui profitait ces sommes. A de simples particuliers ? Ou, au-delà, à des organisations syndicales ou politiques ?

AU TRIBUNAL CIVIL DE PARIS

Les regrets de M. Roger Peyrefitte

L'écrivain Roger Peyrefitte était tout surpris, mercredi 30 octobre, d'avoir été traduit devant la première chambre du tribunal civil de Paris, par M^{me} Jacques Tajan, commissaire-priseur et par la Société civile des commissaires-priseurs Ader-Picard-Tajan, qui demandaient sa condamnation pour des propos, considérés comme diffamatoires à leur égard, tenus lors de l'émission « Droit de réponse » du 20 avril 1985.

Malgré les relations « très amicales » que l'écrivain a déclaré entretenir avec M^{me} Tajan, le commissaire-priseur a saisi la justice après avoir entendu M. Peyrefitte commenter son livre *Tableaux de chasse*, en dénonçant les faux dans l'art, « scandale de notre temps », dont on nous parle à peine « parce qu'il y a une véritable mafia ». L'écrivain avait évoqué « le plus grand commissaire-priseur français en train de vendre à Tokyo, une importante collection de tableaux », en concluant : « C'est la confirmation de l'histoire Legros, quinze ans après. »

Après cette référence à une escroquerie célèbre, M. Peyrefitte s'était insurgé contre la vente publique pour 1 million de francs, d'un exemplaire des *Fleurs du mal*, revêtu d'une dédicace de Charles Baudelaire, qu'il considérait comme fautive, en ajoutant que ce faux était connu « par les gens qui savent un peu les choses de l'art ». Défendu par M^{me} Patrick Gaudier, l'homme de lettres aurait souhaité plaider même sa cause. Mais le président, M. Jean Douvroux, lui expliqua aimablement que le code de procédure civile ne lui permettait que de brèves observations.

« Quand j'ai dit le plus grand commissaire-priseur de France », je ne pensais pas qu'il allait se reconnaître l'écrivain. Avant d'ajouter aussitôt : « Ce sont les experts que j'accusais. J'ai parlé comme un auteur. Les propos peuvent débiter, mais l'intention de nuire à M^{me} Tajan ne m'a pas traversé l'esprit. » Pour prouver sa bonne foi, M. Peyrefitte puisa ses arguments dans ses propres œuvres, en citant de nombreux passages de son livre *L'enfant de chœur*, comportant des louanges envers son ami, M^{me} Tajan, qui, un jour, l'a même embrassé.

● **Un jeune homme écroué après l'incendie du Palais des sports de Grenoble.** — Jacques Petitpas, vingt-deux ans, vient d'être inculpé d'incendie volontaire à la suite du Palais des sports de Grenoble (le Monde du 31 octobre). Il a été placé sous mandat de dépôt à la prison de Voreppe (Isère).

Devant une « plaidoirie » aussi insolite, le président proposa une conciliation. « Je suis prêt à faire tout ce que M^{me} Tajan voudra. Ce procès est absurde. Je regrette », déclarait M^{me} Thierry Vancanvaert, avocat des commissaires-priseurs, à déclaré : « Ce qu'il regrette, c'est d'être ici. Il ne comprend pas pourquoi... » Souriant, M. Peyrefitte rétorqua : « C'est une de mes farces, la naïveté. » L'audience se termina donc sur le ton des conversations de salon.

Le conseil de M^{me} Tajan consultera son client, et, si un accord n'intervient pas, le tribunal rendra son jugement le 4 décembre.

M. P.

CHRYSANTHÈMES NORMALISÉS

Pour lutter contre la production et la vente « sauvages » de chrysanthèmes, les professionnels se sont mis d'accord, cette année, pour présenter sur le marché des fleurs « normalisées ». Etiquette rouge pour le « qualité extra » (floraison homogène, tiges fermes sans support, absence de parasites) ; étiquette verte pour le « qualité », et étiquette jaune pour le deuxième choix, qui présente cependant les « conditions minimales de qualité ».

Pendant la quinzaine qui précède le Toussaint, il se vend en France environ vingt-six millions de pots de chrysanthèmes (vingt-trois millions à grosses tiges, les plus courants, et trois millions à petites tiges, le fleur qui mortel). Les prix, cette année, sont stables : environ dix francs la fleur — mais le pot en comporte plusieurs.

La normalisation des chrysanthèmes, soulignent les professionnels, n'est qu'une garantie de qualité, mais pas de longévité. Tous les chrysanthèmes gèlent par -1 degré.

Le MURS-France

Prochains cours publics en Sorbonne

« Génétique et tolérance »
L'éclairage et la biologie

Mardi 5, 20 novembre,
4, 11 décembre, 18 h 15
Tous renseignements :
MURS
127, boulevard Saint-Michel
Tél. 326-43-98

APRÈS-DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

GREENPEACE
LE PROCÈS D'AUCKLAND

Lundi, les « époux Turenge » comparaitront devant le juge d'Auckland. Un procès exceptionnel dont les vrais accusés sont les services secrets français.

Pour mieux le suivre, le Monde publie un dossier complet. Au sommaire : les spécificités du droit néo-zélandais, l'organisation du procès, le portrait de l'homme qui mena l'enquête, le surintendant Calbraith, la chronologie en images de l'affaire.

Et les derniers éléments sur l'opération anti-Greenpeace réunis par les journalistes du Monde.



Egalement au sommaire :
Tunnel sous la Manche :
les projets au banc d'essai.

Les grandes enquêtes
de la rédaction

Le Monde
AUJOURD'HUI

LES ANTIRACISTES DIVISÉS

L'éléphant et les fourmis

« L'éléphant et les fourmis », ainsi pourrait s'intituler la mauvaise fable qui se joue, ces jours-ci, sur la scène de l'antiracisme et de la lutte pour l'égalité des droits. Le pachyderme, c'est, bien sûr, SOS-Racisme dont l'irruption, tapageuse mais triomphale, a bouleversé le paysage. Les fourmis, ce sont les associations de jeunes issus de l'immigration, qui,

Paris. Peine perdue jusqu'à présent : ni les attaques de M. Le Pen ni celles du *Figaro Magazine* n'ont, semble-t-il, provoqué un choc suffisant pour rapprocher les frères ennemis de l'antiracisme.

SOS Racisme, grand seigneur, a accepté d'avancer du 14 au 7 décembre la date de sa grande

La campagne contre les immigrés ne parvient pas à unir les militants de l'antiracisme. SOS-Racisme annonce un grand forum à Paris. et les jeunes beurs cherchent à mobiliser les banlieues

héritières des deux marches réussies en 1983 et 1984, tentent en vain depuis deux ans de construire un mouvement autonome.

Depuis le 19 octobre, tous marchent sur les routes de France, se croisent dans certaines villes, mais s'ignorent. Les origines du conflit remontent à l'émergence de SOS, l'hiver dernier, sur un terrain laissé vacant par des beurs enflés dans d'incessants conflits internes. Soutenue par le pouvoir et patronnée par des personnalités du show-business, l'association SOS-Racisme allait peu à peu s'aligner les beurs qu'elle avait d'abord séduits.

La belle idée d'un front uni judéo-arabe contre le racisme, incarnée un temps par les « potes » s'est brisée sous le double poids de la susceptibilité beur et des maladresses de SOS, plus ouverte aux influences de la communauté juive qu'à celles d'une nébuleuse arabe dispersée. Le divorce fut consommé au soir du 15 juin lorsque des associations beurs refusèrent de s'associer à la Nuit de la Concorde. Les organisateurs de cette manifestation, forts de leur succès, continuaient de ratisser large. Ils poursuivaient une stratégie grand public reposant sur des thèmes généraux : « droit d'aimer, de s'exprimer, d'affirmer sa dignité », tandis que des associations de jeunes Franco-Maghrébins leur reprochaient de sélectionner les causes à défendre en fonction de leur impact médiatique, et de mépriser les initiatives nées dans les banlieues. Victimes d'une série de discriminations (police, justice, école, logement) et déçus par les hésitations de la gauche, ils donnaient un tour plus politique à leur action.

Face à SOS, qui annonçait dès la fin septembre sa décision d'organiser une marche à travers la France, les Franco-Arabs partisans de l'autonomie, pris de vitesse, mobilisaient. Ils mettaient sur pied en toute hâte « leur » marche, pour affirmer, dans une quarantaine de villes, leur droit à la préservation d'une identité culturelle, dénoncer les « crimes racistes et sécuritaires » et tenter d'organiser une campagne pour l'exercice des droits civiques par les Arabes qui ont la nationalité française.

L'inscription sur les listes électorales

Cette dernière revendication intéresse particulièrement les socialistes. Sur les quelques huit cent mille électeurs potentiels (jeunes de la seconde génération, rapatriés et intellectuels maghrébins établis en France), un dixième seulement exercent leur droit de vote, faute, souvent, d'être inscrits sur les listes électorales. Or une enquête effectuée pour le Centre d'information civique (*le Monde* du 23 octobre) révèle que les non-inscrits se recrutent principalement parmi les sympathisants du gouvernement (37,4 %).

Le ministère de la culture subventionne largement les initiatives de SOS, soutenues par le premier ministre lui-même, avec l'espoir de susciter une grande vague antiraciste dans la jeunesse avant les échéances de mars 1986. D'autres personnalités proches du pouvoir, dont M. Georges Marin, chef de cabinet de M. Louis Mermoz, président de l'Assemblée nationale, encouragent, avec des moyens plus modestes, la constitution de « France + », une association regroupant enfants d'immigrés et de harkis, sous la bannière des droits civiques.

C'est « France + » qui donnera le départ, avec de nombreuses associations d'immigrés, de la marche « pour l'égalité des droits et contre le racisme », concurrente de celle de SOS. Mais les divisions n'ont pas cessé au sein même du mouvement beur. Des marcheurs ont abandonné la route quatre jours après le départ. Ils militent pour le repli communautaire : ils sont « arabes » et non plus « beurs ». Quelques autres, se sont ralliés individuellement à l'initiative de SOS. Même entre ceux qui continuent à marcher, l'intrusion des politiques et les résistances des jeunes Arabes à l'inscription sur les listes électorales avivent la tension. Ils parlent d'intoxication, de récupération, jurent qu'ils ne sont « pas à vendre » et refusent toute négociation avec SOS-Racisme.

Le pouvoir tente de négocier une convergence des deux marches sur

manifestation parisienne, point culminant de sa marche, et promet de rééquilibrer la place des associations arabes en son sein.

Dans la foulée, elle se lance dans une opération « Touche pas à la vérité » et réunit le 24 novembre, à La Villette, une brochette d'intellectuels pour riposter à la « banalisation chiffrée du racisme ».

Les jeunes Arabes de l'autre marche annoncent qu'ils inaugureront, le 30 novembre à Paris, une stèle à la mémoire des victimes des crimes racistes.

PHILIPPE BERNARD.

APRÈS L'ANNONCE DES TROIS MÉDECINS DE L'HOPITAL LAENNEC

Les spécialistes américains du SIDA sont sceptiques

L'annonce, par trois médecins de l'hôpital Laennec, d'un « espoir raisonnable » dans le traitement du SIDA, comme on pouvait s'en douter, suscite de nombreuses réactions.

Aux Etats-Unis, les spécialistes du SIDA sont presque unanimes à qualifier l'annonce française de prématurée. Ainsi, selon le docteur Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des maladies infectieuses (Bethesda), il faut s'assurer que quelque chose marche avant de l'annoncer.

Le docteur Fauci a, en outre, estimé que la ciclosporine expérimentée comme traitement du SIDA, par les médecins de Laennec « peut être extrêmement dangereuse pour certains individus et, particulièrement, pour les malades du SIDA, qui souffrent déjà d'un déficit immunitaire ».

Le docteur Edgar Engelman (université de Stanford) a qualifié la déclaration des trois médecins français de « tout à fait excessive », tandis que le docteur Donald Adams (chef adjoint du service SIDA de l'hôpital général de San Francisco) l'a jugée « choquante ». Dans ce même hôpital, le standard a été submergé par des milliers d'appels provenant de patients atteints de SIDA et dési-

rant se renseigner sur le traitement français.

Au Canada, le docteur Alastair Clayton, directeur du centre canadien de contrôle des maladies, a estimé qu'« il est peu probable qu'Ontario autorise l'utilisation de la ciclosporine pour traiter le SIDA au seul vu des expériences françaises ». Selon lui, « des recherches plus poussées sont indispensables d'autant que la ciclosporine a aussi des effets secondaires toxiques ». Même type de réactions dans les milieux scientifiques suisses, anglais et néerlandais, qui, tous, jugent prématurée l'annonce du groupe de Laennec.

Enfin, la firme pharmaceutique suisse Sandoz, qui fabrique et commercialise la ciclosporine a publié un communiqué dans lequel elle souligne qu'« on ne doit pas attendre de ce médicament la guérison et moins encore la prévention du SIDA [...] ». Seules des investigations rigoureusement contrôlées et portant sur une longue période permettront de savoir si l'utilisation de la ciclosporine pour le traitement du SIDA est justifiée.

De son côté, M^{me} Georgina Dufour persiste et signe. Interrogée mercredi 30 octobre à la sortie du

conseil des ministres, elle a justifié son communiqué annonçant la mise au point d'un nouveau traitement du SIDA en déclarant que toute recherche en la matière méritait d'être signalée. « Je ne vois pas pourquoi on gouvernerait toujours de façon secrète et furtive », a ajouté M^{me} Dufour, tout en reconnaissant qu'il ne s'agissait que d'un « petit espoir » dans la mesure où ces expérimentations ne concernent que « peu de cas » et s'étendent sur un laps de temps réduit. « Mais cela méritait d'être connu », a-t-elle conclu.

Une méthode discutable

Les commentaires de M^{me} Dufour, de même que ceux qu'elle avait exprimés le matin même sur les ondes d'Europe 1, témoignent d'une méconnaissance de la démarche expérimentale et des règles que s'est données la communauté scientifique.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, aucune amélioration clinique obtenue sur un faible nombre de malades avec un faible recul n'a de valeur. A fortiori, comme c'est le

cas dans l'expérimentation de Laennec, une amélioration biologique obtenue sur un seul cas avec six jours de recul ne peut en aucune manière être exploitée. Seul le caractère reproductible de l'obtention des résultats peut être pris en considération.

Autre problème soulevé par M^{me} Dufour : faut-il dire ce qui se passe dans l'ensemble des services hospitaliers pratiquant une activité de recherche et d'expérimentation

thérapeutique ? Tout démontre que la transparence n'est pas ici de mise. Les aléas, les tâtonnements de la recherche, des espoirs souvent déçus, la multiplicité des situations et des résultats différents, l'interprétation de la psychologie et de la biologie, consistent autant d'éléments qui interdisent qu'on communique au jour le jour les succès et les échecs de la démarche médicale expérimentale.

J.-Y. N. et F.M.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher du haut du ciel ou à creuser dans les profondeurs de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et pour s'en servir dans des lieux hostiles et insaisissables.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Intense et constante, elle a été la cause de la terre, explorée de nouvelles techniques et méthodes pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Pour ce la même possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses équipes d'experts. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, mais ce ne sont que quelques-uns d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un acteur incontournable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

Agip
Ent Group

Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

SPORTS

FOOTBALL

APRÈS LE 6-0 CONTRE LE LUXEMBOURG Français encore un effort...

Le gardien de but du Luxembourg, Jean Van Rijswijk, a arrêté une bonne douzaine de tirs. A s'en donner des ampoules. Mais le jeune électroicien d'Esch-sur-Alzette, n'a cependant pas réussi à arrêter la marche de l'histoire : trois buts de Rocheteau (4^e, 29^e, 48^e), un de Touré (24^e), un de Giresse (36^e), un de Fernandez (47^e sur penalty) ont alourdi le solde très négatif du football luxembourgeois.

Depuis qu'elle participe à des compétitions officielles, la sélection du grand-duché a perdu 86 matches sur 95 disputés, encaissant 350 buts, n'en marquant que 59. Et il ne reste plus beaucoup de témoins de l'unique victoire du Luxembourg sur la France, le 8 février 1914.

Jean Van Rijswijk ne comptait pas trop sur la prime de 2000 francs promise en cas de nul ou de victoire, mais il espérait que l'histoire serait assez répétitive pour rapprocher le score de celui réussi à deux reprises cette saison, contre le Yougoslavie (0-1).

L'histoire en tout cas «bègaie» pour le football français. Comme en 1977 face à la Bulgarie, et en 1981 face aux Pays-Bas (1), les Coqs devront attendre le dernier match, samedi 16 novembre, pour obtenir leur qualification à la phase finale de la Coupe du monde. Grâce au score réalisé contre le Luxembourg, un match nul contre la Yougoslavie pourrait leur suffire, à condition que la RDA ne batte pas la Bulgarie par plus de deux buts d'écart, le même jour à la même heure. Mais avec les Allemands, très motivés face à des Bulgares déjà qualifiés, les comptes d'apothicaire pourraient se transformer en mécomptes. Les Français sont condamnés à la victoire, le

16 novembre, dans un contexte qui rappelle, lui aussi, la situation de 1981.

Le Onze de France traversait alors une période sombre : un victoire pour cinq défaites. Michel Hidalgo se trouvait au centre d'une polémique qui se développait aussi bien au sein du club français que dans le public. A la veille du match décisif contre les Néerlandais, Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football (LNF), avait même cru bon de lancer «un appel au sens des responsabilités, et à la fierté de tous les joueurs de sélection».

En 1985, les défaites consécutives à Sofia contre la Bulgarie (2-0), au mois de mai, et surtout à Leipzig en septembre, face à l'Allemagne de l'Est (2-0) ont aussi laissé des traces : des biens à l'âme d'une équipe brusquement dans tous ses états. Le petit séminaire réuni à la mi-octobre à Lyon a permis de resserrer les liens distendus en RDA, et la rencontre contre le Luxembourg devait, selon Henri Michel, redonner aux joueurs leurs «sensations du match contre l'Uruguay».

A part quelques velléités pour durcir le jeu afin d'éviter la déroute, les hommes de Paul Philipp n'ont pas donné une réplique très sud-américaine. Et si, malgré une évidente application à varier leur jeu, les Français n'ont pas renouvelé l'historique 8-0 de 1953, c'est surtout à cause de leurs propres maladresses à l'approche du but. En marquant trois fois dans son jardin, Rocheteau a rempli son contrat. En marquant cinq occasions, Platini s'est, ainsi que le suggère un groupe gommeux, «réservé pour la Yougoslavie».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

ÉCHECS

Le Tournoi des candidats

SPRAGGETT CHASSEUR DE TÊTES

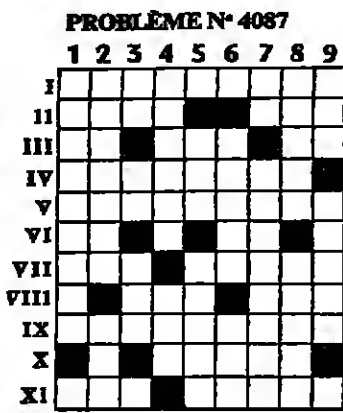
Incroyable Spraggett. Lanterne rouge du Tournoi des candidats de Montpellier depuis la 3^e ronde à partir de laquelle il aligna, si l'on ose dire, six défaites consécutives, le Canadien s'est réveillé à la 10^e ronde en battant une ancienne tête couronnée, Spassky. Mercredi, dans la 13^e et antépénultième ronde, il s'est offert, avec les Noirs, le Néerlandais Timman, tête du classement. Ses derniers adversaires, Tal, premier avec Youssouf, et Vaganian, qui conserve toutes ses chances de terminer dans le peloton de tête, sont prévus : Spraggett ne chasse que le haut de gamme.

TREIZIÈME RONDE. - Beliavski-Portisch (ajourné) ; Short-Tchornine 0,5-0,5 (38) ; Spassky-Smyslov, 0,5-0,5 (16) ; Karpov-Sokolov (ajourné) ; Ribli-Ngurel, 1-0 (22) ; Timman-Spraggett, 0-1 (30) ; Vaganian-Seirawan (ajourné) ; Tal-Youssouf, 0,5-0,5 (18).

CLASSEMENT. - 1. Tal et Youssouf, 8,5 ; 2. Timman, 7,5 ; 3. Spassky, 7 ; 4. Portisch, Sokolov, Vaganian (1 ajourné), Smyslov et Tchornine, 6,5, etc.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. On a beau la mettre en boîte, elle reste de bois. - II. On en revient après avoir franchi une passe dangereuse. Terme de barbeau situant parfaitement le milieu de ses activités. - III. Participe passé. Au cœur de toute ville. Article. - IV. Don d'appartenance qu'à Dieu. - V. Travail généralement solitaire, bien qu'on leur donne toujours la main. - VI. Dans la vérité comme dans l'erreur. Divinité. - VII. Parti. On les caresse agréablement quand ils sont doux. - VIII. Aisé. Rebelle, il se dresse facilement. - IX. Elle considère la balance comme le symbole de l'injustice. - X. L'envers de l'envers de la feuille. - XI. Pomme croquée bien après le pèché original. Affecte le «canard» boiteux.

VERTICALEMENT

1. Une femme qui, paradoxalement, se charge de vous éteindre. - 2. A les mœurs du faisan, mais n'en a pas l'envergure. Bec ou nez. - 3. Mesure dépassée. Privatif. Pour les Bretons, c'est du gâteau ! - 4. Un tel parti n'est pas sans impliquer un certain revenu. Haute quand elle est pleine. - 5. Céleste l'a en pour patron. Lieu de méditation des pêcheurs. - 6. Elle a pour mission d'assurer la charge. «Frappe» en Grande-Bretagne. - 7. Personnel. Un habit qui peut faire le moins. - 8. Telle une duchesse outragée par un malade. Champ. - 9. Refaire. Avec lui, il y a de quoi être confondu.

Solution du problème n° 4086

Horizontalement
I. Mont Blanc. - II. Insubite. - III. Tor. - IV. Tactique. - V. Idole. - VI. Net. Sebré (Orbès). - VII. Gris Tu. - VIII. Quart. - IX. Eau. Geine. - X. Taï. Vau. - XI. Solen.

Verticalement

1. Mistingue. - 2. On. Ader. Ma. - 3. Narcoïtiques. - 4. T. B. II. Su. L. - 5. Brutes. Ag. - 6. Li. Etave. - 7. Attribution. - 8. Néon. Ne. - 9. Céramique.

FOIRES ET SALONS

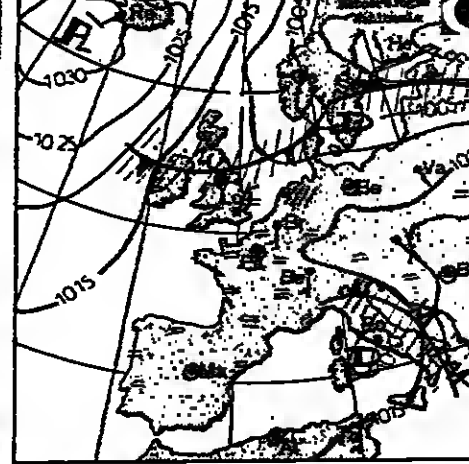
Evreux, La Roche-sur-Foron, Le Touquet, Mollheim, Obernai, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Tours, Troyes.

FOIRES ET SALONS

Trouville : du 1^{er} au 10^{er} ; Romay : du 4 au 16 ; Toulouse : du 7 au 17 ; Pont-Saint-Espirit : du 8 au 11 ; La Coudre : du 9 au 11 ; La Ferté-Aleais : du 9 au 11 ; Châlons : le 11 ; Cahors : le 11 ; Châteauneuf : du 15 au 17 ; Valenciennes : du 15 au 18 ; Metz : du 22 au 25 ; Vorey : du 22 au 25 ; Boos : le 24 (salon de la carte et du vieux papier de collection) ; Eixies : le 24 ; Meaux : le 24 ; Clermont-Ferrand : du 27 au 1^{er} décembre ; Crèvecœur : du 29 au 2 décembre ; Bédiers : du 29 au 2 décembre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31-10-85 A 0 h G.M.T.



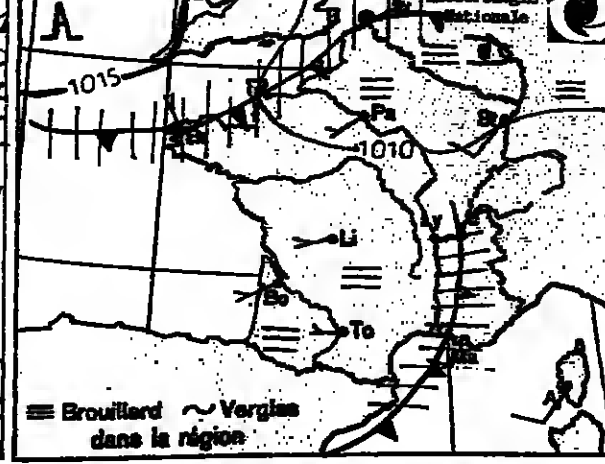
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 31 octobre à 0 h et le vendredi 1^{er} novembre à 24 heures.

Situation générale :
La perturbation orageuse du Sud-Est s'efface lentement vers la Suisse. Des zones nuageuses et humides descendant d'Angleterre à travers la France dominent des pluies éparées.

Vendredi : Début de journée très nuageuse sur la majeure partie du pays. Temps humide, brumeux et gris. De petites pluies ou bruines sur les côtes de la Manche, au nord de la Loire et dans le Nord. Températures minimales en légère hausse, repassant nettement au dessus de 0 degré.

Sur l'Est, des Vagues au Jura et à l'Alsace, persistance du froid avec encore de faibles gelées locales et des hautes de brouillards épais. Attention localement sur les routes au brouillard givrant.

PRÉVISIONS POUR LE 01-11-85 DÉBUT DE MATINÉE



De la Corse à la Provence, à la vallée du Rhône et aux Alpes, de belles éclaircies matinales.

Dans la journée les nuages et petites pluies s'enfoncent vers le Centre pour atteindre le soir les régions allant de l'Alsace au Massif Central et à l'Aquitaine.

Sur la moitié nord-ouest, le temps reste nuageux.

Sur le Sud-Est, nuages et éclaircies se succéderont. Encore une petite menace d'averses orageuses sur la Corse.

Les températures évolueront entre 5 à 6 degrés sur l'Est, 9 à 10 degrés sur l'Ouest, 14 à 16 degrés sur la Méditerranée et 11 à 12 degrés dans le Centre. Vent modéré en toutes régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 30 octobre, le second, le minimum de la nuit du 30 octobre au 31 octobre) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ;

Biarritz, 15 et 7 ; Bordeaux, 11 et 3 ;

Brétat, 7 et 5 ; Brest, 9 et 5 ; Cannes, 20 et 10 ; Cherbourg, 3 et 1 ; Clermont-Ferrand, 12 et -4 ; Dijon, 7 et -3 ;

Dinard, 5 et 4 ; Embrun, 12 et 5 ; Grenoble-St-Martin, 13 et 6 ; Grenoble-St-Genève, 13 et 5 ; La Rochelle, 10 et 3 ; Lille, 4 et 1 ; Limoges, 7 et 2 ;

Lorient, 9 et 4 ; Lyon, 10 et -1 ; Marseille-Marinade, 16 et 11 ; Metz, 20 et 11 ; Nancy, 3 et -4 ; Nantes, 7 et 0 ; Nice 20 et 11 ; Nice-Ville, 20 (maxi) ; Paris-Montsouris, 3 et 2 ; Paris-Orléans, 3 et 2 ; Pau, 16 et 5 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 5 et 4 ; Rouen, 1 et 0 ; Saint-Etienne, 11 et -3 ; Strasbourg, 5 et -4 ; Toulouse, 11 et 3 ; Tours, 3 et -1.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 12 degrés ; Genève, 10 et 4 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 11 et 6 ; Madrid, 20 et 5 ; Rome, 19 et 15 ; Stockholm, 11 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

WEEK-END D'UN CHINEUR

(Pas de vente en Ile-de-France)

PROVINCE

Samedi 2 novembre

Avranches, 14 heures, meubles, céramiques, objets d'art, tableaux ; Chamecy, 14 h 30, meubles, objets d'art.

Dimanche 3 novembre

Avranches, 14 heures, meubles céramiques, objets d'art, tableaux ; Granville, 14 heures, tableaux, meubles, objets d'art, bijoux, armes ; Houffleur, 14 heures, vins, alcools ; Paimbœuf, 14 heures, meubles, objets d'art, argenterie ; Pont-Audemer, 14 h 30, cartes postales, timbres, monnaie ; Semur-en-Auxois, 14 heures, tableaux, meubles, objets d'art, bijoux, armes ; Tarbes, 14 h 30, meubles, objets d'art, tableaux.

FOIRES ET SALONS

Evreux, La Roche-sur-Foron, Le Touquet, Mollheim, Obernai, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Tours, Troyes.

FOIRES ET SALONS

Trouville : du 1^{er} au 10^{er} ; Romay : du 4 au 16 ; Toulouse : du 7 au 17 ; Pont-Saint-Espirit : du 8 au 11 ; La Coudre : du 9 au 11 ; La Ferté-Aleais : du 9 au 11 ; Châlons : le 11 ; Cahors : le 11 ; Châteauneuf : du 15 au 17 ; Valenciennes : du 15 au 18 ; Metz : du 22 au 25 ; Vorey : du 22 au 25 ; Boos : le 24 (salon de la carte et du vieux papier de collection) ; Eixies : le 24 ; Meaux : le 24 ; Clermont-Ferrand : du 27 au 1^{er} décembre ; Crèvecœur : du 29 au 2 décembre ; Bédiers : du 29 au 2 décembre.

EN BREF

BIENFAISANCE

VENTE AUX ENCHÈRES. - L'Institut Curie organise le 20 novembre dans les salons de l'Hôtel George-V à Paris une vente aux enchères de vins de prestige. Les fonds ainsi recueillis serviront à la construction d'un nouveau centre de recherche et de soins. Les donateurs pourront acquies les plus célèbres crus des vignobles français : châteaux de Petrus, Mouton-Rothschild, Lafite, Margaux, Cheval blanc, Haut-Brion, Yquem, etc. Renseignements : (1) 43-29-12-42.

CÉRÉMONIES

FILS DES TUÉS. - Conformément au vœu exprimé par la Fédération nationale des fils des morts pour la France, « Les fils des tués », le secrétariat aux anciens combattants et victimes de guerre a décidé que le samedi 2 novembre, serait une journée nationale d'hommage aux morts pour la France et à leurs familles, placée sous le haut patronage de M. François Mitterrand, président de la République. A Paris et en province, des cérémonies et manifestations commémoreront le souvenir des victimes des divers conflits.

EXPOSITIONS

PIERRES ET PLANTES. - Le groupe minéralogique et paléontologique de la maison des jeunes et de la culture de Comay présente les 2 et 3 novembre sa huitième Bourse-exposition internationale de minéraux et de fossiles. Les visiteurs pourront admirer des milliers de minéraux, des fossiles vieux de quelques millions d'années, une grande variété de pierres précieuses taillées, des coquilles provenant de toutes les mers du monde, et aussi des centaines de plantes qu'ils pourront acquies.

* Maisons de jeunes et de la culture 16a Faubourg de Colmar, 68700 Comay. De 9 heures à 19 heures sans interruption le samedi de 9 heures à 18 heures le dimanche. Prix d'entrée : 10 F.

GUIDE

MILLE GUIDES EN UN. - Pris de mille brochures et dépliants sont répertoriés dans le « Guide des guides 85 » que vient de publier la Documentation française. Quel

Témoignage Chrétien

Cette semaine seulement

MARDI

En vente chez tous les marchands de journaux

PROFESSION REPORTER

Les jeunes qui rêvent de journalisme peuvent désormais apprendre le métier de reporter en effectuant un stage à l'école de reportage des Américains, nouvellement créée. Des essais de tournage, effectués sous la direction de réalisateurs professionnels et sur des sujets touchant Paris et la région parisienne leur permettront d'acquies la maîtrise des techniques utilisées par les chaînes de télévision (publiques ou privées). Si la Ville de Paris assure le financement de l'équipement, un grand nombre d'institutions publiques ont décidé de s'associer au projet en accordant des bourses aux apprentis reporters (la direction régionale de la jeunesse et des sports, le nouvel institut de formation aux métiers du cinéma, la région Ile-de-France et la direction régionale des affaires culturelles, entre autres).

STAGES

* Renseignements et inscriptions : Ecole de reportage, Américains de Paris, 110, rue des Américains de Paris, 75010 Paris, tél. : (1) 43-66-42-17.

VIE QUOTIDIENNE

RETOUR DE CLÉS

Les clés égarées peuvent dorénavant être jetées telles qu'elles dans une boîte aux lettres PTT (arrêté ministériel du 28 novembre 1984) à condition toutefois d'être accrochées à un porte-clés portant le nom et le numéro de la boîte postale de l'entreprise chargée de les restituer à leur propriétaire après identification grâce à un code secret. La société Marquage anti-vol, avec l'agrément des PTT, a créé le Rapport-clés.

GUIDE

Porte-clés en métal doté d'une fermeture de sécurité, volontairement sobre pour ne pas tenter les collectionneurs. D'un côté, il comporte l'invitation à jeter le trousseau dans une boîte et le numéro de la boîte postale du Rapport-clés, de l'autre le code d'identification du propriétaire. Fichier des abonnés et code chiffré correspondant sont déposés dans un coffre au siège d'une grande banque et ne sont accessibles qu'au responsable chargé d'identifier les propriétaires. Aucune administration n'y a accès. En outre, il a fait l'objet d'une déclaration à la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) garante de tout usage abusif.

REPORTAGE

* Rapport-clés, 156, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : (1) 42-02-65-65. 165 F les trois (abonnement compris).

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUS CARULUS COMPRIS AUX BILLETTS ÉCHUS		
TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	1	100	5	20 215	10 000
	481	500		33 165	10 000
	2 771	2 100			
	103 071	4 000 100			
2	12	200	6	376	500
	72	200		418	500
	012	700		686	500
	682	900		0 236	2 000
	682	900		36 686	10 500
3	043	600	7	98 718	10 000
	383	000		130 686	1 000 000
	2 163	2 000		7	300
	2 843	2 000		17	300
	8 953	2 000		857	000
4	57 833	10 000	8	35 527	10 100
	254	000		58	200
	354	1 000		078	500
	414	000		19 448	10 000
	614	500		98 528	10 000
5	1 194	2 000	9	5 879	2 000
	1 594	2 000		00 519	10 000
	25	200	0	520	000
	295	000		1 190	2 000
	535	500		2 070	2 000
				53 610	10 000

LOTO

17 41

TIRAGE
DU MERCREDI
30 OCTOBRE 1985

2

4

18

32

38

42

37

POUR LES TIRAGES DU MENDI 6 NOVEMBRE ET DU SAMEDI 9 NOVEMBRE 1985
VALANTION JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

RENTES
COMPLEMENTAIRES

55

TRANCHE DE FRANÇOIS MAURAC

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

90

LOTTO n° 44 TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 6 NOVEMBRE ET DU SAMEDI 9 NOVEMBRE 1985 VALANT L'ADJUDICATION MARDI 5 NOVEMBRE

85 TRANCHE DE FRANÇOIS MAURIAC 90

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS																																																	
Le règlement de TACO-TAC ne prévoit aucun cumul (1/11 de 28/09/85)																																																							
Le numéro				655578	gagne																																																		
				4 000 000,00 F																																																			
les numéros approchants à la centaine de mille				<table><tr><td>0</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>1</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>2</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>3</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr></table>	0	5	5	5	7	8	1	5	5	5	7	8	2	5	5	5	7	8	3	5	5	5	7	8	<table><tr><td>4</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>7</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>8</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr></table>	4	5	5	5	7	8	5	5	5	5	7	8	7	5	5	5	7	8	8	5	5	5	7	8	gagnent 50 000,00 F	
0	5	5	5	7	8																																																		
1	5	5	5	7	8																																																		
2	5	5	5	7	8																																																		
3	5	5	5	7	8																																																		
4	5	5	5	7	8																																																		
5	5	5	5	7	8																																																		
7	5	5	5	7	8																																																		
8	5	5	5	7	8																																																		
Les numéros approchants aux																																																							
Dizaines de mille		Mille		Centaines		Dizaines		Unités		gagnent																																													
605578		650578		655078		655508		655570		10 000,00 F																																													
615578		661578		665178		655518		655571																																															
626578		662578		655278		655528		655572																																															
635578		653578		655378		655538		655573																																															
645578		654578		655478		655548		655574																																															
665578		666578		655678		655568		655575																																															
675578		667578		655778		655568		655576																																															
685578		668578		655878		655588		655577																																															
695578		669578		655978		655598		655579																																															
Tous les billets de terminant par		<table><tr><td>5</td><td>5</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>5</td><td>7</td><td>8</td><td></td></tr><tr><td>7</td><td>8</td><td></td><td></td></tr><tr><td>8</td><td></td><td></td><td></td></tr></table>		5	5	7	8	5	7	8		7	8			8						gagnent		5 000,00 F 1 000,00 F 200,00 F 100,00 F																															
5	5	7	8																																																				
5	7	8																																																					
7	8																																																						
8																																																							
TACO TAC				TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985																																																			

LOTTO n° 44 TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 6 NOVEMBRE ET DU SAMEDI 9 NOVEMBRE 1985 VALANT L'ADJUDICATION MARDI 5 NOVEMBRE

85 TACOTAC 91

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

85 TACOTAC 91

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

85 TACOTAC 91

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

85 TACOTAC 91

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

85 TACOTAC 91

TIRAGE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1985

هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

A travers les miroirs

Deux livres de Pascal Bonafoux - Annonce classée et Rembrandt - pour comprendre les mystères de l'autoportrait.

ROMAN par lettres, auto-portrait : Pascal Bonafoux aime les genres classiques. C'est sa manière à lui d'affirmer ce qu'il doit au passé, et la magnifique liberté qu'il offre à la création dès lors qu'il s'en sert à éliminer l'accessoire, l'anecdote et le subsidiaire pour polariser la lumière sur l'essentiel : chez Rembrandt, le regard ; dans *Annonce classée*, la vérité. Ce qui est, somme toute, la même chose.

Annonce classée : le succès qu'obtiennent depuis quelques années les annonces « Rencontres » publiées par quelques journaux était une marque trop visible de l'évolution de nos sociétés - en même temps qu'un clin d'œil au roman trop appuyé - pour que des écrivains ne sautent pas sur l'occasion. Ce n'est pas tous les jours qu'on invente une machine à exhiber son moi à la recherche d'un toi, en six lignes.

Les annonces matrimoniales du *Chasseur français* se cantonnaient généralement dans l'énumération d'un patrimoine. On avait un âge, une profession, un état, des biens, des espérances, éventuellement un physique qu'on proposait en contrat au mariage. Ledit mariage ne constituant plus une valeur-refuge, il ne suffit plus d'étaler ses propriétés, il faut lâcher un morceau de ce que l'on

est. Chaque annonce est ainsi le début d'un roman.

Mais la matière romanesque est aussi, dans ce domaine, trop riche, trop évidente, trop offerte, pour que la plupart des livres construits à partir de ce canevas ne s'effilochent pas dans les clichés du réalisme. C'est tellement la vie, que ça fait des romans d'un profond ennui.

Le jeu de la lucidité

Pascal Bonafoux a senti le danger. En greffant cette convention de l'intrigue - les malentendus de l'autoportrait par petites annonces - sur une autre convention, de forme cette fois, le roman par lettres ouvertement inspiré par les *Liaisons dangereuses*, il s'est fixé un cadre suffisamment rigide pour éviter les dérapages sociologiques, les dérives descriptives, les scènes-morceaux de bravoure et les dialogues obligés.

Ne restent dans l'épure que quatre personnages placés suivant plusieurs axes de symétrie : deux qui se rencontrent et qui vont s'aimer, Jérôme et Edith ; deux autres éloignés du champ de l'action, Antoine et Laurent. Jérôme et Edith bougent, se cherchent, se refusent, se repoussent, se donnent de la souffrance et du bonheur, mentent et se mentent jusqu'à découvrir leur vérité.



« Ce n'est pas un hasard si Rembrandt a consacré des centaines de gravures à tracer son visage... »

En arrière-plan, dans une sorte de trouble passionnel, Antoine, l'ami de Jérôme, et Laurent, le frère d'Edith, vivent dans l'ignorance ou dans la générosité cet amour des deux autres qui est aussi la condamnation du désir interdit qu'ils ressentent, l'un pour Jérôme, l'autre pour Edith. Entre ces personnages, à travers ces proximités et ces distances, tout un jeu cruel de miroirs, de lumières biaisées, de provocations désespérées. Le jeu de la lucidité auquel disent se livrer tous les personnages ne fait que les rendre de plus en plus opaques à eux-mêmes, alors qu'au contraire les prétendus aveuglements de l'amour les révèlent à leur vérité.

Pascal Bonafoux choisit délibérément de cette manière de prendre à contre-pied le mouvement

des *Liaisons dangereuses*. A la fin de celles-ci, on s'en souvient, Valmont meurt dans son duel contre Danceny et la Merteuil perd son visage, mangé par la petite vérole. Ici, il y a bien un mort, par le cancer, et un vérolé, par les aléas de la vie coloniale, mais les deux innocents, les deux victimes, se découvrent précisément dans le piège qui devait les perdre. Il y a des leçons, des illusions, des mensonges qui permettent d'accéder à la vérité.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 16.)

★ *ANNONCE CLASSÉE*, de Pascal Bonafoux, Denoël, 200 p., 30 F.

★ *REMBRANDT, AUTO-PORTAIT*, Skira, 164 p., 69 reproductions en couleurs, 49 en noir et blanc, 500 F.

Fils de Maurice

Héritier d'un nom trop lourd à porter, Paul Thorez essaie de faire entendre sa propre vérité dans *Une voix presque miennne*.

Il était une fois une famille que tout le monde respectait et aimait : Maurice, le père, Jeannette, la mère, les trois fils, Jean, Paul et Pierre, René, le chauffeur, Baptiste, le jardinier, Nini, la bonne, Georges (Cogniot), le précepteur de grec et de latin, Dick et Médor, le braque et le berger allemand. Une famille modèle. Des enfants modèles dans un monde digne de la comtesse de Ségur.

Chaque année, la famille partait en vacances... à six jours de train, sur la mer Noire, à côté de chez les Khrouchtchev ou dans un de ces camps de vacances de Crimée haut de gamme dont il est question dans *Les Enfants modèles*, précédent livre de Paul (1). Une vie de rêve, une voie toute droite, s'ouvraient devant le fils de Maurice que ses copains surnommaient « le petit-fils du peuple ». Une existence d'aristocrate aussi, parmi les gens de sa classe et de son rang, qui tous avaient des noms connus : Picasso, Togliatti, Aragon, Elsa Triolet (« la double conjonction Louis-Elso et Maurice-Jeannette brillaient ou firmement de la grande espérance »). Un « petit prince » des temps modernes, adulé par les foules, puisque son nom seul était synonyme d'espérance, ainsi que le chantaient alors les militants :

« Maurice parle et c'est la France »

Qui se dessine dans sa voix
L'étoile cloire de Staline
Ouvre la route au monde entier
La route mène au socialisme
Maurice marche le premier. » (2)

La vie d'un aristocrate

En écrivant *Une voix presque miennne*, Paul Thorez a eu d'autres buts que de raconter la vie d'un aristocrate dans le parti des prolétaires, et la nostalgie d'une enfance merveilleuse, quand, plein d'enthousiasme révolutionnaire, il avait la conviction d'être du bon côté de l'histoire. « Je sortais à peine de l'âge des culottes courtes lorsque l'Olympe s'est effondré », écrit le fils de Maurice. A quarante-cinq ans, ce grand garçon aux cheveux ras et à l'allure juvénile, qui ressemble à son père, tente de faire entendre sa propre voix : « Une voix presque miennne, par trop de silence tentée », comme il l'écrit en épigraphe, citant Rainer Maria Rilke.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 16.)

★ *UNE VOIX PRESQUE MIENNE*, de Paul Thorez. Lieu commun, 178 p., 79 F.

(1) *Les Enfants modèles*, de Paul Thorez. Lieu commun, 1982. Folio, 1984. Voir le Monde des livres du 24 novembre 1982.

(2) A écouter dans le disque *Chansons stalinistes de France*, par quelques-uns qui les chantaient dans les années 50. Expression spontanée, 1977, ES 49 B.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Biographie de Céline, de François Gibault ; Poétique de Céline, de Henri Godard

Bien que... ou parce que ?

Si fort que les choses de la vie pèsent sur les œuvres, l'histoire d'un écrivain, c'est d'abord celle de ses écrits. On attendait une biographie exhaustive de Céline : la voici. Il n'y manque pas un post-scriptum de l'amoureux, pas un rapport de l'hygiéniste, pas un codicille du chicanier. Comme cet ouvrage de référence est agrémenté de dates, de photos et de fac-similés, c'est tout l'homme qui ressuscite sous nos yeux, au milieu de ses chers bouts de papier. Une aide à la lecture profane autant qu'un instrument pour les chercheurs !

Reste qu'une biographie étoffée s'imposait. Celle qui a commencé à paraître en 1977 n'est pas signée d'un historien de formation mais d'un avocat de Lucette Destouches, François Gibault, dont c'est la seule œuvre publiée. Le troisième et dernier tome est sorti en 1981, avant le présent volume, consacré aux années 1932-1944. Quelle qu'en soit la cause, cette inversion conforte l'impression que les celineux, comme Céline lui-même, sont embarrassés par les délires de la période, et attendent du temps quelque amnistie.

FRANÇOIS GIBAUT ne peut s'empêcher de plaider. Toutes les occasions lui sont bonnes de rappeler que Céline n'a fait qu'enchaîner sur un antisémitisme largement répandu dans son milieu de petits artisans, et toléré, sinon bien vu, chez les écrivains des années 30.

En bon avocat, il minimise l'information sur les persécutions nazies, connues de première main dès 1936, les faits de collaboration, la fuite à Sigmaringen. Dans son élan, il évoque la désertion de Thorez en 1940, comme si un forfait en atténueait un autre... Sans doute faudra-t-il qu'un professionnel passe au crible les inédits dont son engagement manifeste lui a valu la primeur.

Meis les documents sont là : journaux de Drieu et du lieutenant allemand préposé à la censure, archives privées de Lucette, lettres inconnues, à Paraz notamment. Et, dans l'ensemble, François Gibault prend en charge l'indéniable, l'indéfendable, phobie logée au cœur de l'œuvre, de l'écriture même de Céline.

Céline prend très mal l'échec du *Voyage au Goncourt*, échu à Mazeline par six voix contre trois. « Sauf la guerre », il ne connaît rien d'aussi horriblement désagréable. De hargne, il écrase le gril d'argent qui ornait son berceau. Il est vrai qu'on lui avait promis le prix. Descaves avait milité. En son honneur, Daudet avait changé de patriotisme : « La patrie, je lui dis merde, quand il s'agit de littérature ! »

Aux yeux de Céline, ce n'est pas de littérature qu'il s'agit. Il laisse à Hugo et à Goethe les « sommets du grand patati ». Il n'a fait qu'inventer un « petit truc » : quelque chose comme « un bouton de col », écrit-il à Cillie Pam, sa maîtresse autrichienne désignée par N... dans les lettres des *Cahiers* n° 5. Au passage, retenons que Cillie est juive. Son mari sera déporté en 1936 à Dachau, où il mourra en 1939. « Vileins nouvelles », écrit Céline, ajoutant, à propos du procès intenté à l'Ecole des cadavres : « Vous voyez que les juifs, aussi, persécutent... » Cela pour attester que les persécutions nazies, dès avant la guerre, lui étaient pour le moins connues.

« NOUS sommes littéralement envahis » par les juifs, qui « nous poussent ouvertement à la guerre », écrit-il encore. Outre l'éducation et les préjugés ambiants, les pamphlets trouvant leur origine dans la double obsession du biologiste mystique et de l'ancien combattant de défendre la « race » et la paix contre une conspiration omniprésente.

(Lire la suite page 14.)

En page 15, une lettre inédite de Céline à Tixier-Vignancour

Tahar Ben Jelloun

Tahar Ben Jelloun

L'enfant de sable

Conte philosophique, roman, incantation, poème de l'amour fou et du désir, critique de la morale traditionnelle, *L'enfant de sable* nous rappelle aussi le commencement de toute littérature, qui est l'ivresse de la parole. Borges aimerait entendre ce conte.

J.-M. Le Clézio / Le Monde (79 F)

S E U I L

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

HISTOIRE

Au pays

de « La mémoire

courte »

La 17 octobre 1981, le FLN organisait, à Paris, une manifestation pacifique de protestation contre les mesures de couvre-feu imposées à la population d'origine maghrébine de la région parisienne par le cirulaire, daté du 3 octobre, du préfet de police Maurice Papon. Trente mille manifestants, selon le gouvernement, quatre-vingt mille, selon les organisateurs, furent face à sept mille policiers renforcés par deux compagnies de CRS et trois escadrons de gendarmes mobiles. La presse, pour une fois presque unanime, dénonça les violences des forces de l'ordre.

Les chiffres officiels publiés le lendemain des événements feront état de onze mille cinq cent trente-trois arrestations, de deux morts et soixante-quatre blessés chez les Algériens, de treize blessés parmi les forces de l'ordre et d'un mort parmi les passants métropolitains. Ces statistiques seront vite contestées dans la presse, et le FLN enverra, lui, le chiffre de quatre cents disparus.

Le 30 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Eugène Claudius-Petit interpellera durement le ministre de l'Intérieur Roger Frey : « (...) Avez-vous compris, devant les résultats, que la décision du préfet de police plaçait indubitablement — et c'est ici qu'est le problème et non pas ailleurs — l'ensemble de la police sur un plan de lutte raciste ? »

Quant à la commission d'enquête parlementaire réclamée par M. Gaston Defferre, alors sénateur, elle ne put accomplir sa mission car celle-ci était juridiquement incompatible avec la souveraineté d'informations judiciaires ouvertes par le parquet, une par cadavre d'Algérien répêché dans la Seine ou découvert dans les fourrés des bois de la région parisienne.

Bien évidemment aucune des procédures n'aboutira. Près de vingt-cinq ans après les événements, Michel Lévine essaie, dans *Les Ratonnades d'octobre, un meurtre collectif à Paris en 1961*, non pas de tracer une impossible vérité mais d'exposer des faits historiques. Mais est-ce seulement envisageable au pays « de la mémoire courte » ? — P. Dra.

* **LES RATONNADES D'OCTOBRE, UN MEURTRE COLLECTIF À PARIS EN 1961**, de Michel Lévine, Ramsay, 309 p., 92 F.

ROMANS

Eric Deschodt

au galop

Quand on pense aux erreurs de Napoléon III, c'est principalement à Sedan que l'on se réfère, à l'humiliante défaite et aux étonnantes de la Commune qui suivirent. On oublie l'expédition du Mexique (1862-1867), le soutien promis à l'archiduc Maximilien, qui n'accepta la couronne qu'à ce prix, puis le lynchage de la France — l'Espagne et l'Angleterre depuis longtemps retirées du jeu — quand il fut avéré que les États-Unis n'accepteraient plus l'ingérence européenne sur le continent et que le pays, derrière Juárez, était majoritairement républicain.

De cette infamie, le couple Bedinguet-Eugénie porte la responsabilité, sans compter les héros vains pour des morts inutiles, loin

d'une patrie qui s'effondre sur des airs d'Offenbach. L'art d'Eric Deschodt, dans ce roman qui va bon train, consiste à nous transporter sans heurts d'un horizon à l'autre, reconstituant ainsi l'atmosphère étrange où évolue un corps expéditionnaire voué aux hasards des marches et contre-marches inexplicables, tandis que de ce côté-ci de l'océan, on se berce d'illusions.

Pas de héros privilégiés, mais une dizaine de personnages, montrés dans de courtes séquences, qui vivent directement l'aventure ou la suivent à travers un être cher, construction cinématographique où le metteur en scène, bien dissimulé derrière une documentation imbattable, incline les choses vers le piteux que l'histoire leur a imposé à jamais. De temps à autre, il surgit pour une brève intervention ironique, meneur de jeu qui sait la fin et qu'un tel gâchis exaspère.

Sur ce livre, qui pourrait être tragique, souffle un air de jeunesse étonnant. L'auteur, en pleine possession de ses moyens, passe de la gravité au sourire avec la prestesse même de la vie. La justesse du ton est la même dans les propos et les sentiments, qu'il s'agisse d'un jeune officier en campagne, de sa mère, d'une d'honneur d'Eugénie, de Bazaine « en situation », d'un financier occupé à faire de l'argent, de Maximilien dépeché par son rôle, de Charlotte, l'impératrice désaxée, de Marie des Anges, la belle Mexicaine ou d'Alcide Baner, le sous-off en qui le sens de l'honneur et le dévouement prennent tout.

L'imagination du lecteur gèle au rythme de ces pages qui, l'air de rien, lui offrent, en supplément du divertissement, une saine leçon d'histoire. — G. G.-A.

* **EUGÉNIE LES LARMES AUX YEUX**, d'Eric Deschodt, Lattès, 318 p., 89 F.

Quatre côtés

pour un triangle

Un homme et deux femmes. L'une abandonnée pour l'autre, qui sera à son tour. La première, une passionnée faite pour l'amour fou ; la seconde, une « harmonieuse conjugaison de la mère-amarante-inférieure ». Au centre, lui, dans l'absolu qui s'éloie avec le temps. Rien de nouveau donc si ce n'est l'art, la manière et le quatrième côté de cette histoire triangulaire.

L'art, c'est le plume de Guy Lagorce, qui n'a jamais été aussi ferme et resserré : toujours habile au dialogue — cette fois sans les quelques longueurs relevées dans *Le Train du soir* (le Monde du 16 décembre 1983) — il développe quatre portraits en regardant au mieux les éclairages, servis par un style sans fioritures.

La manière, c'est une certaine subtilité à faire du vieux thème une histoire à facettes. Entre Claire l'amour fou et Cécile l'amour raisonnable, les évolutions de Jean, constituent le cheminement bien analysé d'une vie de quinquagéniaire balancée entre une renaissance par l'amour et un abandon au poids des années.

Le quatrième côté, c'est la grande trouvaille du romancier. Entre les trois adultes aux prises avec les éternels problèmes de la passion, il y a, qui brise la géométrie traditionnelle, l'enfant. Antoine, le plus jeune des fils de Jean, est en effet le lien qui maintient ce père aux réactions parfois enfantines dans la réalité.

Deux ax machines inattendu par qui l'équilibre un instant rompu sera rétabli, l'amour que l'adolescent porte à Claire conduira l'homme —

« Elle voulait voir la mer... »

CERTAINS romans nous touchent parfois sans que l'on puisse à leur propos évoquer le coup de génie qui ferait basculer notre littérature sous des horizons nouveaux. Ce sont des livres rares, tels le *Pain des rêves* de Louis Guilloux ou *Jour de songe* d'Inès Cagnat. Rares, parce qu'ils portent en eux une émotion de la vie.

Le premier roman d'Ada, intitulé *Elle voulait voir la mer...*, appartient sans conteste à ce genre qui privilégie la simplicité, le dépouillement. L'histoire, que l'on devine largement autobiographique, est celle d'une jeune émigrée italienne dont les parents sont venus s'installer en France au début des années 50. La mère est maçon. Le père qui lui a nourri pour les siens, c'est de leur construction une maison. Ada, elle, emmène d'autres espoirs. Mai 68 lui ouvre les yeux. Elle est jeune, elle est amoureuse (d'un ouvrier), elle croit que le monde peut changer. Les déceptions viendront plus tard, et avec elles le senti-

ment d'avoir été trompée, flouée.

Ada ne donne cependant aucune leçon. Pêle-mêle, elle livre sa vision de la vie, ses expériences, ses désirs. Rien de plus. Sa force, c'est sa naïveté, sa croyance indéfectible en la vie. Des milliers de femmes pourraient se reconnaître en elle pour qui l'avenir demeure un refuge incertain, un coin de ciel bleu dans le grisaille du quotidien. Oui, tout cela est banal, Ada nous en convainc parfaitement.

Mais son écriture dit autre chose. Entre les mots, au détour des phrases s'élève une voix ciselée par le nostalgie, le mal de vivre, la dispersion des âmes. Elle raconte la vie et toutes ses vacheries, la vie et ses clins d'œil. On aimerait pleurer en lisant Ada, tant les larmes consolent parfois d'avoir les pieds sur terre. La simplicité de son récit lui donne sa grandeur, son relief.

* **ELLE VOULAIT VOIR LA MER...**, d'Ada, Ed. Maurice Nadeau, 178 p., 57 F.

le père — à un dénouement qu'il serait dommage de révéler ici. Ce chassé-croisé enfant-adulte, Guy Lagorce le règle comme un ballet où les figures, bien que classiques, surprennent. O'une histoire de tous les jours, il a écrit ces moments privilégiés où des vies se cherchent et se trouvent en découvrant que « tout est bien qui finit pas. »

* **RUE DES VICTOIRES**, de Guy Lagorce, Grasset, 257 p., 75 F.

POÉSIE

Les énigmes

de Michel Camus

La Nuit au soleil, le dernier recueil de Michel Camus, compte deux de dédiataires que de poèmes. Raymond Abelio, Maurice Blanchot, E. M. Cioran, mais aussi des écrivains disparus — Jean Carrière et Raphaële George — qui furent les amis de l'auteur, se voient donc dédier des textes dans lesquels le vie et le mort entrent en un commerce chaleureux.



Où collaboré à ces pages : Bertrand Audusse, Thomas Fereczi, Frédéric Fritscher, Ginette Guillard-Auviste, Pierre-Robert Leclercq, Michel Rybak.

SCIENCE-FICTION

Du neuf pour la rentrée

L'événement marquant de la rentrée chez les éditeurs de science-fiction, rentrée marquée principalement par le retour des locomotives anglo-saxonnes (Frank Herbert et le nouveau volume de la saga de *Dune* chez Robert Laffont, Gregory Bendford chez Denoël, la réédition du fameux *Terre étrangère*, de Robert Heinlein, chez Presses-Pocket), reste sans doute la publication du premier livre de Jacques Barbéri, *Kosmokrîm*.

Jacques Barbéri n'est pas complètement inconnu des lecteurs de science-fiction ; il a publié de nombreuses nouvelles dans les anthologies d'Henry-Luc Planchat, *Dédale* 1 et 2, publiées jadis chez Marabout, ainsi que dans *Fiction* et dans diverses publications du défunt collectif nippois Les Locataires. La parution de *Kosmokrîm*, chez Denoël, vient donc couronner le long et lent travail d'un jeune auteur et, au vu de l'excellence du résultat, on ne peut que s'en réjouir.

Comme beaucoup des écrivains apparus ces dernières années dans la SF française, Jacques Barbéri allie une grande virtuosité d'écriture à la profonde noirceur du propos. Pourtant, il y a dans *Kosmokrîm* quelque chose de radicalement neuf, un ton et une « patte » qui sont la marque d'un véritable écrivain. Les dix nouvelles qui composent ce recueil mêlent humour grinçant, recherche littéraire et vision d'un futur baroque avec un rare bonheur : livre difficile d'abord, certes, mais qui se dévore sans franchir le cap des dix premières pages. L'univers de Barbéri se met en place avec intelligence et rapidité, au point que l'enchaînement des idées et des scènes acquiert un caractère vertigineux, digne des meilleurs thrillers. La preuve, c'est qu'il n'est pas facile de trouver de nouveaux moyens de satisfaire les lecteurs sans recourir aux techniques ultra-classiques du roman de l'âge d'or. Un auteur qui occupera très certainement une place de premier plan d'ici quelques années... (*Kosmokrîm*, de Jacques Barbéri, Denoël, « Présence du futur », 190 p., 30,50 F.)

Jacques Barbéri toujours, avec le n° 7 de l'excellente revue *Proxima*, qui consacre quarante de ses pages à une longue interview et à une nouvelle. Le travail poursuivi par ce trimestriel, disponible presque exclusivement sur abonnement, mérite que l'on s'y étende ;

Les manuscrits

de Sartre

à la Bibliothèque

nationale

La Bibliothèque nationale vient d'acquérir, par achat et donation, le très important fonds de manuscrits de Sartre appartenant jusqu'à présent à M^{me} Michelle Vian. Ce fonds comprend notamment : le manuscrit principal des *Mots*, le manuscrit du *Saint Genet* (qui inclut la violente lettre que Genet adresse à Sartre après lecture de l'ouvrage, ainsi que six lettres enthousiastes de Cocteau), le lettre à Albert Camus de 1952, les essais sur Kierkegaard, Wols et Gorki, la lettre de refus du prix Nobel. A cela s'ajoutent des manuscrits de plusieurs pièces de théâtre et la plupart des textes politiques des années 50. Parmi les manuscrits plus récents, on notera 2400 feuillets de *L'Idiot* de la famille, l'essai *Le socialisme qui venait du froid* et la lettre envoyée au général de Gaulle en 1967. Enfin, M^{me} Vian a fait don, sous réserve de communication, d'une partie de la correspondance que Sartre lui a adressée (cinq-cinquante lettres autographes).

Grâce aux efforts de M. Roger Pierrot et de M^{me} Maurice Berne, se constitue ainsi à la Bibliothèque nationale, patiemment mais somme toute assez rapidement, un ensemble de manuscrits sartriens d'une richesse et d'une ampleur telles qu'il pourra donner lieu, dans les temps à venir non seulement à des études précises, mais aussi à une exposition comparable à celle, passionnante et novatrice, sur Victor Hugo au Petit Palais. — M. R.

La Foire du livre

d'Alger :

utilité d'abord...

Qui a visité les pavillons réservés à la vente à la Foire internationale du livre d'Alger (FILA) pourra objectivement au moins se rendre compte que 6 heures du soir, les stands les plus courus étaient ceux qui regroupaient d'ouvrages à caractère scientifique et technique ou de référence (dictionnaires, encyclopédies). Jeudi 24 octobre, à la veille de la clôture, il n'en restait plus beaucoup. Et tant pis pour les amateurs de littérature ! Il n'y avait pas ou peu de romans. Cette année, la FILA faisait dans l'utile...

La Commission nationale du livre créée en 1984 et qui fonctionne sous l'égide du ministère de la culture et du tourisme a décidé en 1985 que l'importation du livre ne serait plus subventionnée. Les édi-

teurs qui exportent vers l'Algérie sont désormais soumis à un régime strict : ils doivent consentir un rabais de 55 % de leur prix de vente et assumer les frais de port. Beaucoup ont accepté. D'autres ont refusé. C'est le cas notamment de Gallimard, de Hachette, du Seuil, qui ne sont présents à la FILA qu'à travers l'Office de promotion de l'édition française (OPEF). Ils exposent, mais ne vendent pas. La commission est également devenue le seul interlocuteur en matière de livres : les organismes qui pesaient directement commande à l'étranger le font maintenant par l'intermédiaire de la commission, en fonction de leur autorisation globale d'importation (AGI).

Cette concentration doit permettre à l'Etat de régler le marché, mais la demande est telle que l'offre ne pourra pas suivre avant bien des années. — F. F.

Polars : bon festival

mauvaise nouvelle

Le champagne a coulé à flots, le week-end dernier à Reims, pour fêter les lauréats du VII^e Festival du film et du roman policiers. Onze « Oscars » — un moule en réduction du célèbre Ange au sourire de la cathédrale, les yeux recouverts d'un... loup noir ! — étaient en compétition.

Prix de la ville de Reims : Gérard Deltail pour *Votre argent m'intéresse* (Fleuve noir). Mention pour *Au bonheur des ogres* de Daniel Pennac (Série noire).

Grand Prix de littérature policière 1985 (France) : toujours Gérard Deltail, cette fois pour *N'oubliez pas l'artiste* (Fleuve noir), ex-aequo avec Christian Gempion, auteur de *la Queue du scorpion* (Albin Michel).

Grand Prix de littérature policière 1985 (étranger) : Peter Lovesey, *Trois flics dans un canot* (Fleuve noir).

Trophée 813 du roman : Thierry Jonquet, pour le N° 2000 de la Série noire, *la Bête et la Belle*.

Trophée 813 de la nouvelle : Lawrence Sanders, *Des fois, ça mord* (Série noire). Petit regret personnel : que n'ait pas été récompensé la qualité, du même auteur, l'admirable *Huit millions de morts en sursis* (Série noire).

Trophée 813 du cinéma : Michel Deville pour *Parité en la demeure*.

Trophée 813 de la télévision : Maurice Frydland pour son feuilleton sur Antenne 2, *le Mystérieux Docteur Cornélius*.

Trophée 813 de la BD : Didier Saverd, *Les Voleurs d'oreille* (Dargaud).

Trophée 813 de l'essai : Jacques Baudou et Jean-Jacques Schéret pour leur indispensable *le Vrai Visage du Mesque* (Futropolis).

ENEL Le mystère de la vie et de la mort

d'après l'enseignement des temples de l'ancienne Egypte

Collection « La Bibliothèque initiatique » 130 F

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor Schœlcher, 93000 Bobigny, Tél. 42 64 32 70

هكذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

● DERNIÈRES LIVRAISONS

LEXIQUE

● Robert Bouvier : *Le Parler marseillais*. Depuis que Marseille ne parle plus provençal, elle a « marseillaisé » nombre de mots venus de Paris, où elle en a envoyé plusieurs : l'auteur a recensé le tout et nous le livre avec de savoureuses explications. (Editions Jeanna Lafitte, 169 p., 70 F.)

LITTÉRATURE

● Saint-Simon : *Mémoires*, (1714-1716), tome V avec les *Additions au Journal de Dangeau*. « La Pitié » poursuit sa publication des *Mémoires*, dans l'édition établie par Yves Coirault. (Editions Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1 724 p., 290 F. jusqu'au 30 nov., ensuite 340 F.)

● Thierry Maulnier : *Le Dieu masqué*, les Vaches sacrées, III. En huit cent quarante aphorismes, T. Maulnier, de l'Académie française, applique son scepticisme à divers sujets : la raison, la morale, l'histoire, l'éros... (Editions Gallimard, 337 p., 125 F.)

PHILOSOPHIE

● Henri Maldiney : *Art et existence*. « Une esthétique qui dans une œuvre d'art considère d'abord un objet n'accède jamais à sa présence d'œuvre, jamais non plus à son origine. » H. Maldiney montre la « dimension existentielle » de l'art comme de l'existence. L'œuvre elle-même — poésie ou art plastique — est présente « hors de ce qu'on tient d'ordinaire pour son contenant ». (Editions Klincksieck, 244 p., 150 F.)

HISTOIRE

● Jean Jaurès : *Histoire socialiste de la Révolution française*. Le quatrième volume de cette édition, revue et annotée par Albert Soboul, porte sur l'Europe. Jaurès analyse l'expansion de la Révolution française, en Allemagne, en Suisse et en Angleterre. (Editions sociales-Messidor, 514 p., 140 F.)

● Abbé J.-A. Dubois : *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*. En 1790, l'abbé Dubois, fuyant les violences révolutionnaires, arrive en Inde. Passionné par le système des castes, il fait une relation précise des coutumes et croyances qu'il peut observer. (Editions A.-

M. Métailié, postface d'Aleix Danielescu, 406 p., 110 F.)

SCIENCES

● Bernard d'Espagnat : *Une incertaine réalité*. L'auteur, directeur du laboratoire de physique théorique et particules élémentaires à l'université de Paris-XI-Orsay, interroge la dualité entre réalité indépendante (ensemble de ce qui est) et réalité empirique (ensemble des phénomènes), analysée à partir du principe quantique. (Editions Gauthier-Villars, 310 p., 98 F.)

ART

● Robert Label : *Marcel Duchamp*. Amateur d'art et ami des surréalistes, Robert Label a réuni dans ce volume l'ensemble de ses écrits sur le créateur du ready-made : entretiens, souvenirs, analyses de l'œuvre... Une bibliographie et une chronologie complètent le livre. (Editions Belfond, 286 p., 98 F.)

MUSIQUE

● Béatrice Didier : *La Musique des Lumières*. Dans cet essai, B. Didier étudie la place de la musique dans les préoccupations intellectuelles et littéraires du siècle des Lumières, en particulier chez Diderot et Rousseau. (Editions PUF, 478 p., 180 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Robert Littell : *Les Sœurs*. — Un tandem étrange au sein de la CIA, dont le métier consiste à fabriquer des complots et qui travaille en étroite intelligence avec un maître espion du KGB. (Editions Presses de la Cité ; traduit de l'américain par Martine Decourt et J.-L. Estébe, 298 p., 85 F.)

● Paul Scott : *Les Tours du silence*. — La troisième tome du *Quatuor indien* tandis que l'action de Gandhi et la guerre contre le Japon marque la fin de la domination britannique aux Indes. (Editions Sylvia Messenger, traduit de l'anglais par Maud Siesing et Marc Duchamp, 440 p., 89 F.)

● Miksa Waltari : *Le Serviteur du prophète*. — Au seizième siècle, alors que règne Soliman le Magnifique, Miksa, médecin, guerrier, philosophe, favori ou déchu, s'est fait le serviteur du prophète. (Editions Olivier Orban, traduit du finnois par Monique Baile et Jean-Pierre Carosso, 590 p., 95 F.)

Trophée 813 de la traduction : Noël Chassériau pour *Un taxi pour Las Vegas* de Max Schort (Série no 1).

Trophée 813 de la réédition : les éditions Néo-Oswald pour le travail accompli sur la célèbre série de Jean Ray, *Harry Dickson*.

Un autre prix, Les visiteurs de l'onda, RFM/Prodecom, a été décerné à Jean Amila pour l'ensemble de son œuvre.

L'euphorie propre à un festival ne doit pourtant pas masquer des réalités financières, hélas ! difficiles.

Sept ans après sa naissance, la manifestation rémoise ne dispose toujours que d'un budget dérisoire — moins de 300 000 francs — qui limite singulièrement les ambitions des organisateurs. Le Festival pourrait être l'occasion d'un vaste rassemblement des amateurs du genre : ce n'est encore, avant tout, qu'un lieu de rencontre entre professionnels — éditeurs, auteurs, critiques. Patrick Sivy, le nouveau directeur des éditions Fleuve noir, l'un des piliers de l'édition poétique, y a annoncé une triste nouvelle : la disparition des collections Engrenage. Engrenage international et Littérature poétique. Pour insuffisance de rentabilité, dus notamment au coût de la traduction des grands auteurs étrangers. Noir, c'est noir... — B. A.

Les philosophes

et la guerre de 14

Français ou Allemands, la plupart des philosophes se sont rangés, en 1914, sous la bannière de l'union sacrée. Aussi, leurs écrits de ces années-là, plus ou moins assimilés à des textes de propagande, sont-ils en général tombés dans l'oubli. Philippe Soulez, responsable d'un col-

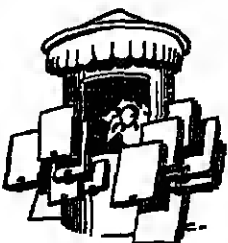
loque sur « les philosophes et la guerre de 14 » organisé récemment à Paris, a voulu rouvrir les dossiers.

Avant de formuler des conclusions, il fallait au préalable retracer minutieusement l'itinéraire de ces hommes entre 1914 et 1918, ce à quoi se sont employés, entre autres, du côté français, Philippe Soulez (à propos de Bergson, qui fut chargé par Briand de deux missions auprès de Wilson), Olivier Reboul (à propos d'Aleix, un des rares pacifistes « inconditionnels »), Isabella Starkier (qui a décrit l'attitude des philosophes juifs : Bergson, Durkheim, Benda) ; du côté allemand, Kurt Flasch (sur la « militarisme » de Max Scheler), Iring Fetscher (sur Ernst Troeltsch et « les idées de 1914 »), Antoinette Soulez (sur Otto Neurath et l'économie de guerre comme modèle de « socialisme ») ; du côté anglais, Alan Ryan (à propos de Russell) et Brian McGuinness (à propos de Wittgen-

stein) ; du côté italien, Simonetta Marino (sur Gramsci) et Giovanni Ferraro (sur Croce) ; du côté russe enfin, Étienne Balibar (qui a montré comment les années 1914-1918 ont été pour Lénine le « moment philosophique » de son travail).

S'il est impossible pour la moment de présenter une synthèse d'interventions nombreuses et complexes, deux enseignements peuvent, en première analyse, être tirés. Le premier est que les penseurs de 1914 étaient encore les héritiers de la philosophie des Lumières et qu'ils n'étaient pas préparés à s'interroger sur la question de la guerre, c'est-à-dire de la mort : en ce sens, comme l'a souligné Philippe Soulez, 1914 marque bien la fin d'une époque.

Le deuxième enseignement est que l'histoire de la philosophie a été profondément influencée par la guerre et que la réflexion de Bergson, de Freud, de Lénine et de Russell, en particulier, a connu alors un tournant décisif. Les Actes du colloque seront publiés et une émission de France-Culture lui sera prochainement consacrée par Thierry Gillel. — Th. F.



Passage en revues

● Le onzième numéro de *l'Infini* contient plusieurs textes courts d'écrivains, jeunes ou moins jeunes : Henri Raczymow, Jacques Henric, Louis Calaferte, Pierre Bourgeade... Aleix Nadaud, qui figure avec *l'Envers du temps* (« le Monde des livres » du 4 octobre) sur la liste des sélectionnés pour le prix Renaudot, décrit, dans *la Faute*, les engouements d'un condamné à mort dont le sort est suspendu à l'accord d'un participant passé. Marc-Edouard Nabe rend un hommage exalté à Billie Holiday, « la Grande Dame Duisme ». Bernard Sichère et Frans De Haes rendent *Portrait du joueur de Solers*, le second avec l'aide de l'auteur. (*l'Infini*, n° 11, été 1985, Denoël, 62 F.)

● Des écrivains de la génération actuelle sont également présents dans le dernier numéro de *Roman* : une quinzaine d'entre eux conversent autour de « la Gloire » littéraire, ses bons, petits ou mauvais côtés. (*Roman*, n° 12, septembre 1985, Presses de la Renaissance, 50 F.)

● Le numéro 9 de *Poésie 85*, revue dirigée par Pierre Seghers et publiée avec le concours de la Maison de la poésie, contient notamment des textes de Michel Butor — dont une belle variation sur les intempéries — et un ensemble consacré à André Frénaud avec deux poèmes de l'auteur de *Sainte Face*. (*Poésie 85*, n° 9, juillet-octobre 1985, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris, 58 F.)

● Deux poètes américains contemporains figurent dans le dernier numéro de la revue *Po & sie*, dirigée par Michel Deguy : Robert Kelly, proche de l'universalisme de Pound, et Louise Glück, dont le froid regard rappelle celui de Sylvia Plath. Exploration d'un monde opaque en quête de transparence, la neuvième poésie verticale de l'Argentin Roberto Juarroz, est traduite par Roger Munier. (*Po & sie*, n° 34, 3^e trimestre 1985, Editions Belfond, 60 F.)

● « Du côté de la critique », c'est le thème retenu par le dernier numéro d'*Écriture*, revue de Lausanne, créée en 1964 par Jacques Chessex et Bertill Galland, et dirigée aujourd'hui par Roland Murat. Signalons dans ce riche numéro un entretien inédit avec Roland Barthes, *La biographie comme théâtre*, ainsi qu'une analyse d'Antoine Compagnon sur la présence paradoxale de l'histoire dans l'œuvre de Barthes. Dans le même numéro, Jean Starobinski interroge les « métamorphoses de l'autorité » qui dessinent « la figure moderne de l'auteur ». (*Écriture*, n° 24 : 30, avenue de la Condémme, Ch. 1814, La Tour-de-Peilz, Suisse.)

● Le subtil et circonspect *Promeneur* oublie la seconde partie d'une étude de Walter Pater, d'après Euripide, *Hippolyte dévoilé*, tirée des *Greek Studies*. Le début de ce texte était paru dans le numéro précédent. (*Le Promeneur*, n° XLII, mi-octobre 1985 ; diffusion Distique.)

● Signalons pour terminer trois ensembles importants :

— Sur Marguerite Duras, dans *l'Arc*, sous la direction de Marc Saporta. (*l'Arc*, n° 86 ; diffusion Nouveau Quartier Latin, 78, bd Saint-Michel, 75006 Paris ; 65 F.)

— Sur Ernst Jünger, dans la *Nouvelle Revue de Paris* ; avec un entretien mené par Jean-Louis Focine. (*Nouvelle Revue de Paris*, n° 3, septembre 1985 ; éditions du Rocher, Monaco ; 48 F.)

— Sur Yves Bonnefoy, Sud publie les actes du colloque qui s'est tenu à Cerisy en août 1983. Des réponses d'Yves Bonnefoy et une importante bibliographie complètent ce numéro spécial. (*Sud*, 62, rue Saima, 13001 Marseille ; 140 F.)

PATRICK KÉCHICHIAN.

QUI SUIS-JE ?

Une nouvelle collection de poche dirigée par Louis Bourgeois 55 F.

La sélection

pour l'Interallié

Le jury de l'Interallié a publié sa première sélection de dix romans : Patrick Besson, *Dans l'attente* ; Hector Bianciotti, *Sans la miséricorde du Christ* (Gallimard) ; Denise Bombardier, *Une enfance à l'eau bénite* (Saul) ; Michel Braudeau, *Naissance d'une passion* (Seuil) ; Eric Deechdot, *Eugénie les larmes aux yeux* (Lattès) ; Guy Hocquenghem, *la Colère de l'agneau* (Albin Michel) ; Guy Lagorce, *Rue des Victoires* (Grasset) ; Serge Lenz, *Vladimir Roubelav* (Laffont) ; Yann Queffelec, *les Noces barbares* (Gallimard) ; Laila Sabbar, *les Carnets de Shéhérazade* (Stock).

● EN BREF

● UNE SEMAINE DES ÉCRIVAINS FRANÇAIS A NEW-YORK. — Six écrivains français se rendent aux États-Unis du 4 au 9 novembre, à l'occasion d'une manifestation organisée par le PEN Club de New-York et la direction des relations extérieures du Quai d'Orsay, afin d'y rencontrer des écrivains, critiques et éditeurs américains.

Tous ont un point commun : ils ont été traduits et édités — ou sont en train de l'être — aux États-Unis. Il s'agit de Régine Deforges, Elvire Murail, Pascal Bruckner, Jean Echenoz, Emmanuel Hocquard, Frédéric Tristan.

● LE PRIX EUROPALIA 85 a récompensé le romancier Juan Goytisolo pour l'ensemble de son œuvre. Consacrée cette année à l'Espagne, l'Europalia a présenté à Bruxelles, pendant tout le mois d'octobre, un programme de littérature et de poésie qui traitait notamment de la « génération de 27 » (Lorca, Gullén, Solinas, Alberti, etc.), ainsi que des littératures en castillan et en catalan dans le contexte actuel de l'Espagne et de la « modernité littéraire ».

● Le treizième GRAND PRIX DE L'HUMOUR NOIR « Xavier Forneret » a été décerné le 29 octobre à Marcel Bisson pour *Mécaniques*, paru aux éditions Pierre Horay : le prix « Grandville » va au jurassien Gilbert Giboudeau pour *Humeur contrainte*, aux éditions Le Cidre. Un prix spécial a récompensé l'*Almanach Verdot*, à l'occasion du centième anniversaire de cette vénérable publication.

● PRÉCISION. — La citation de Roland Barthes au début de l'article sur le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse* (*le Monde* du 25 octobre) était extraite de la préface du *Dictionnaire Hachette* publié en 1980.

● ERRATUM. — Dans nos « dernières livraisons » du 11 octobre, nous avons omis de signaler que l'ouvrage collectif *l'Etat au pluriel* était coédité par Economica et l'UNESCO.



Consacrée aux personnalités remarquables de notre époque dans le domaine des Arts, des Sciences et de la Pensée. Chaque ouvrage se compose d'une présentation, d'entretiens, d'indits, d'une bibliographie et d'un carnet de photographies.

EDITIONS LA MANUFACTURE

13, rue de la Bombarde - 69005 LYON - (78.42.08.13)

Diffusion : La Manufacture / Presses de la Cité Nord-Sud (Bénélux) / Payot-Lausanne (Suisse).

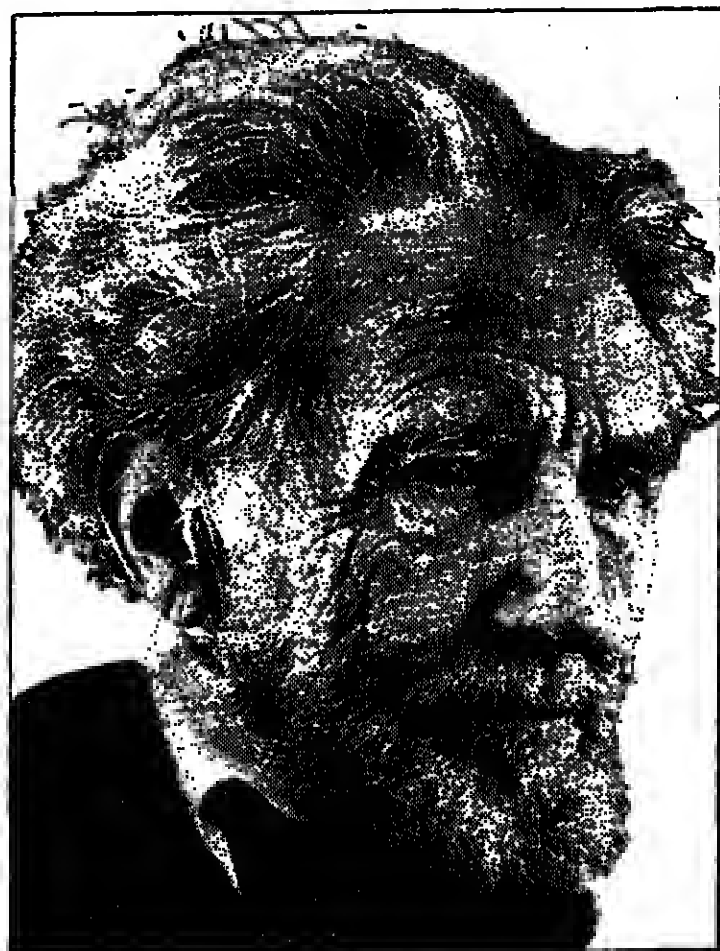


Photo de Horst Tappe tirée des Cahiers de l'Hermès consacrés à Ezra Pound (1965).

C'est le centenaire du premier. Le second revient à travers plusieurs livres. Ils ont en commun le génie et l'abomination. Le génie est-il une excuse ?

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Bien que... ou parce que ?

(Suite de la page 11.)

Le besoin de dénoncer ruses et apaisements se trouve toujours des objets. Au retour d'Amérique, ce sont les Américains « enjuivés ». Après la Russie, ce sont les Russes « encadrés par des juifs ». Au dispensaire de Clichy, ce sont les pauvres, soumis à des médecins métèques mais surtout coupables de croupissement crédule dans leurs bas besoins : alcool, mangeaille... Personne ni rien ne trouve grâce, sinon, en cherchant bien, les cuisses musclées des danseuses, l'âme bretonne, les remparts de Saint-Malo...

Ce n'est pas affaire de raisonnement mais de répulsion féconde. Si Céline répète que le sadisme règne sur la nature humaine et sur le monde sans remède possible, c'est que le ressassement de cette impasse absolue lui procure plus sûrement la transe profitable à sa prose. L'autre stimulation préférée lui vient de la haine, jugée vitale. « Plutôt Hitler que Blum » ; « Les Boches, au moins, c'est des Blancs » ; « S'il faut des vœux dans l'aventure, qu'on saigne les juifs »...

« Ça commence par un livre, ça finit par un massacre », s'est-on indigné. C'est moins simple que ça. Les pamphlets n'inventent pas la « solution finale » : ils y poussent, avec l'espèce de soumission joyeuse au mal qui marque les plus belles pages de Céline. Toute moule est bonne à prendre, toute abomination : un neufre, un enfant malade, un bombardement « bien » meurtrier, selon l'association toute célinienne de l'adverbe « bien » avec les adjectifs d'épouvante. De ce point de vue, la guerre apparaît comme une lugubre mine, une funèbre aubaine !

François Gibault n'a pas tort de noter que Céline était rien moins, pour les Allemands, qu'un collaborateur fiable. Avec son compère le peintre Gen Paul, ils avaient le culot de se moquer d'Hitler à la table de l'ambassadeur Abetz... Mais enfin Céline s'y essayait, à cette table ; ce qui, en pleine Occupation, n'est pas rien, pour un dégoûté de naissance. Il passe voir régulièrement un médecin de la Gestapo. Il réclame du papier pour ses rééditions et le brouillage de Radio-Londres ; il participe aux manifestations enjuivées, pro-LVF... Patriote, pas intéressé, le bougre, mais bigrement aveugle aux conséquences de ses écrits et de ses actes ! Il fallait son irresponsabilité d'enfant en couche pour s'indigner des conséquences de 1945 et y voir une affaire Dreyfus à l'envers !

LES pamphlets, dont François Gibault rappelle équitablement les circonstances de publication et le contenu, doivent-ils demeurer clandestins, comme l'a souhaité Céline et comme y veillent ses ayants droit, ou devraient-ils être réédités ? Eric Séebold plaide pour leur réparation.

Parmi les motifs avancés : le fait que les textes sont trouvables d'occasion, pour 300 F à 500 F. Le public aisé serait-il moins exposé à la contagion ? *Mea culpa* (1936) vise moins les juifs que le genre humain, à travers le système communiste, que Céline ne trouve pas encore assez partageux. Dans *Bagatelles pour un massacre* (1937), les juifs — dont Racine ! — ne

sont qu'un élément, aggravant parce que poussant à la guerre, de la décomposition française, avec la boisson et la bouffe !

L'Ecole des cadavres (1938) marque une escalade dans le délire. Contre le péril du métissage, Céline en appelle à un racisme total, compris comme une désinfection. Au-delà des critères nazis, il voit du juif partout, chez Laval, chez le pape. Les *Beaux Draps* (1941) reprennent l'antienne au vu de la débâcle de 1940, sur le thème jubilant du « je vous l'avais bien dit ».

Eric Séebold observe que, si Céline a voulu supprimer les pamphlets du commerce, il ne les a pas reniés (les *Lettres à Tixier*, après la guerre, montrent un antisémitisme intact) et que leur esprit régnait, au moins paroxystique mais aussi virulent, dans les fictions. Il ne s'agit pas d'un tumeur dont l'ablation laisserait miraculeusement sain le reste de l'œuvre. Au demeurant, ajoute Eric Séebold, la littérature a si peu d'influence désormais...

LAISSONS ces arguments à l'appréciation de chacun, de même que la question des rééditions, coincée entre les exigences de la libre expression, les lois contre l'incitation à la haine raciale et des considérations... prophylactiques.

Sur l'origine psycho-pathologique des délires aboutissant aux pamphlets, l'évidence s'impose à tous. Céline est moins jouisseur que voyeur, obsédé d'analyse, sado-masochiste. Il subit — et cultive — la fantasme d'un espace clos où clôturables — son corps ? — manacé, ancré, pénétré de partout. Il hait le bâtarde du dehors par crainte de sa propre bâtardise. Il l'appelle autant qu'il le repousse, ne sachant plus ce qui rendra moins douloureuse la mort, fin mot de tout. Son érection tous azimuts ne connaît de répit que dans la jouissance de se mettre dans son tort. Persécuteur-persécuté, arroseur-arrosé, Céline dénonce la décadence et il est amoureux d'elle, toxicomane du pira, parce que c'est la condition du prophétisme du malheur qui l'arrache à la matière abhorrée et donne à sa prose des ailes de danseuse...

Cet envol, rien de tel pour en saisir le processus méthodique que de suivre les divers états des textes. Ainsi de *Maudits Soupirs pour une fois*, que révèle Henri Godard, le responsable de l'édition de la Pléiade. Version primitive de *Féerie pour une autre fois*, ces brouillons de promenade dans Montmartre montrent comment les thèmes se mettent en place, comment les émotions se cherchent et se travaillent, jusqu'au tournant.

Le même Henri Godard publie dans la collection « Idées » sa thèse, remaniée, sur le *Poétique de Céline*, c'est-à-dire sur la genèse du fameux style célinien, improprement réduit au « langage parlé » ou aux points de suspension, et tant imité comme tel.

Si l'art de dire de Céline dépasse et parfois annule ce qu'il dit, dès les années 30 et encore maintenant, c'est qu'il trouve une solution à la crise de la fiction telle que, à part Giono, l'ont ressentie tous les « grands », Aragon, Malraux, Montherlant.

Deux monstres littéraires :

■ L'espoir d'une rédemption

POUND, Loomis, Weston, Wadsworth : le jeune Ezra, qui naît le 30 octobre 1895 à Hailey, petite ville de l'Idaho, saura très vite qu'il est le produit de quatre familles de pure et vieille souche américaine ; sa mère, la stricte Isabel Weston, veillera à lui inculquer un sentiment aristocratique de lui-même. Voilà un enfant qui sait ce qu'il veut : être poète ; mieux : être LE poète. Ses parents lui « passeront » tout. A l'université, il étudie les langues romanes. Son premier poste de professeur, au modeste Wabash College de Crawfordsville, Indiana, ne lui réussit pas : Mister Ezra, qui prise la compagnie féminine, a le malheur de loger chez lui, une froide nuit d'hiver, une actrice, une romanesque. Normal quand on s'intéresse aux langues romanes... Il est renvoyé illico. Mais c'est une excentricité générale, en réalité, qu'on chasse de la prude province.

Cette excentricité, Ezra va y donner libre cours en Angleterre où il part alors, en 1909, puisque le système académique américain ne veut pas de lui. Il y vivra douze ans, y fera connaître ses premiers poèmes, fort maniérés. On remarque ce jeune homme, plus loufoque que dandy, plus provocateur que pur esthète. Mesdames Shakespeare, particulièrement, mère et fille, aussi belles l'une que l'autre. Il épouse Dorothy, fille d'Olivia, ancienne maîtresse de W.B. Yeats, dont il devient le secrétaire. Le voilà lancé ; le voilà qui lance à son tour. L'imagerie : « Présentation directe de l'objet ; aucun mot qui ne contribue à cette présentation ; composer suivant la phrase mélodique et non

le métronome. » Le vorticisme (1) : la revue *Blast* avec Wyndham Lewis, *Blast*, comme la guerre qui éclate, et cette guerre-là, tout plutôt que la revoir. Ce « tout » justifiera bientôt l'horrible, et l'horrible naît en Angleterre.

Tellement généreux

Autour de Pound, « tout le monde » est, peu ou prou, antisémite : le mécène John Quinn, Yeats, D.H. Lawrence, T.S. Eliot, Henri Gaudier dont Pound admire tant la sculpture, et sa femme Sophie Brzeska, Dorothy elle-même. Quand Pound s'installait à Paris, en janvier 1921, même chanson chez Natalie Barney et Romaine Brooks. Quelques-uns le prévenaient contre cet égarement, mais Ezra est un garçon tellement généreux, même s'il est par moments insupportable. James Joyce végète en Italie : Pound le fait venir à Paris, le fait publier. Eliot déprime à son bureau dans une banque de Londres : Pound « récrit » son *Waste Land* — un grand poète est né. Le jeune Hemingway arrive d'outre-Atlantique : Hemingway vieux affirmera que c'est Pound qui lui a appris à écrire. C'est à Paris, surtout, que Pound repart dans un projet colossal commencé à Londres en 1915 et que, bloqué, il avait abandonné : les *Cantos*.

Les *Cantos*, c'est simple : tirer une morale universelle de l'histoire du monde. Comment faire ? Raconter cette histoire sous forme poétique, écrire une « épopée qui inclut l'histoire ». De Homère, Sappho, Ovide et Catulle à Churchill et Staline, en passant par

l'histoire de la Chine — que Pound nous résume prestement en soixante pages — par les luttes d'intérêts entre les maovais et les bons qui créèrent la République américaine, par le combat acharné de la famille Malatesta, surtout le super-héros Sigismond, pour garder à Rimini sa souveraineté contre les Sforza, Gonzague, et autres ducs d'Urbino, qui tantôt vous font des caresses, tantôt vous mettent l'épée dans les reins.

Uncle Ez contre Uncle Sam

Il y a justement depuis peu en Italie un Romagnol, comme Malatesta, qui a pris les choses en main et semble vouloir balayer toutes les médiocrités de la démocratie parlementaire. C'est nouveau et intéressant : ça s'appelle le fascisme. Pound plie bagage fin 1924 et va s'installer à Rapallo ; il emmène, en plus de sa femme, une ravissante violoniste américaine qui se nomme Olga Rudge et qui est devenue sa maîtresse — il vivra désormais en état de bigamie, aura un fils légitime avec l'une et une fille naturelle avec l'autre. Anarchiste de droite ? Non. Révolutionnaire fourvoyé dans sa quête de bon dictateur ; Pound écrit fréquemment à l'époque : « Fascio et révolution russe sont tous deux des phénomènes intéressants. » Avec les portes de Radio Roma, ce sont les portes du délire qui s'ouvrent devant Ezra Pound.

Sa rage se déchaîne contre un impérialisme monopoliste, dévouement des vraies valeurs américaines, qui prétend faire la leçon à Hitler et Mussolini. « La trahison est à la Maison Blanche, non à Rapallo ! », tonne-t-il. Fascisme

anticapitaliste ; Uncle Ez contre Uncle Sam. Uncle Ez est mis KO en 1945 ; arrestation, trois semaines dans une cage au plein air à Pise, transfert aux Etats-Unis, « non-procès » couchant à la démente, treize ans à l'hôpital Sainte-Elizabeth de Washington.

Mais il continue ses *Cantos*, « Cantos pisans », « Forage de roche », « Trônes ». Voilà qui embête tout le monde ; voilà le vrai point de « folie ». Comment peut-on proférer des insanités sur les juifs et en même temps écrire une des plus grandes œuvres de la poésie du vingtième siècle, unanimement reconnue comme telle ? Pour les uns, on ne parle pas d'un type comme Pound, un point c'est tout, si grand poète soit-il ; beaucoup d'autres sont tentés par l'attitude : « Tirons un trait sur la vie ; ne nous intéressons qu'à sa poésie. » Pound, quant à lui, connaît l'effondrement mental et moral, mais après sa sortie de Sainte-Elizabeth en 1958. De retour en Italie, il s'enfonça de plus en plus dans le mutisme, ne reniant jamais formellement ses opinions politiques tout en reconnaissant qu'il s'était trompé. Ses jours prirent fin le 1^{er} novembre 1972.

En l'espace de quelques mois, presque toute l'œuvre poétique de Pound va voir le jour en français. Après les *Un-Cantos*, dont la lecture permet de juger le saut qualitatif accompli par Pound pour passer d'une poésie encore classique à la langue sublime des *Cantos*, une anthologie va paraître chez Gallimard, regroupant « *Mauberley*, *Hommage à Propercé*, *Cathay* » et d'autres poèmes. En 1986, enfin, les

Henri Godard expliqua admirablement comment Céline fait entrer en littérature le vécu personnel de l'auteur, les langages populaires jusque-là proscrits, une multiplicité de registres, de voix, y compris celle du lecteur, sans cesse « mis dans le coup ».

Céline ne se contenta pas de citer l'argot comme le Hugo des *Misérables*, ni de bousculer le tabou du bon usage (auquel même Sartre restait attaché), ni d'en user comme d'un repoussoir. Il veut épuiser toutes les ressources et les jouissances de la langue. Cette hantise devient son sujet unique. Sans qu'il le sache, se télescopent les parlers du passage Choiseul, des tranchées, des soutes, des hôpitaux et des morgues. On ne sait plus qui parle, sinon, avec urgence, l'époque même, dans tout son rôle râleur, disloquée, interloquée, tirillée entre la santé et l'idée générale insane... Le lecteur populaire ne reconnaît pas forcément sa langue, mais il se retrouve chez lui, da même que l'érudit, pour qui la théorie de la littérature s'éclaire tout à coup.

A U-DELA du sens voulu, se fait entendre une même voix traquée et détraquée, celle d'un homme qui ne cesse de se battre pour son intégrité corporelle. L'ennemi est dans la place, avec son allié inépuisable, le temps. Il s'appelle l'ordre bourgeois, la guerre, la colonisation, le travail à la chaîne, l'inégalité, mais aussi bien l'apéro, le juif, l'Anglais, vous, moi, lui-même. Tout, pourvu que naisse l'émotion d'une nature interchangeable dans une société foutue. On pense à la Passion calcinée d'Artaud...

En pareilsant l'esprit critique, en niant toute solution, en se référant à un ordre perdu, fondé sur la pureté de la race et la répression des instincts, Céline semble se rattacher à une idéologie de sinistre mémoire. Mais, en même temps, la moindre de ses phrases travaille à dénoncer l'oppression du tout discours, du tout système, et à nous affranchir, par le plaisir de la rupture, de l'idéologie apparemment soutenue.

Comme Julia Kristeva, et contre les surréalistes, Henri Godard pense qu'au total cette poétique libère des ordres qu'elle croit servir. Le génie de Céline mériterait notre amitié, ni malgré son abjection, ni à cause d'elle, mais pour avoir été, à lui-même, son pire ennemi.

* BIBLIOGRAPHIE DES ÉCRITS DE LOUIS-FERDINAND CÉLINE, par Jean-Pierre Daughin et Pascal Fouché. Le Graphe, 656 p., 395 F. Commandes à BLFC publications, 30, rue de l'Université, 75007 Paris.

* CÉLINE. BIOGRAPHIE, tome II, 1932-1944, de François Gibault, Mercure de France, 380 p., 149 F.

* ESSAI DE SITUATION DES PAMPHLETS DE CÉLINE, d'Eric Séebold, Editions du Lérot, Tassin, 16140 Aligre, 144 p., 75 F.

* MAUDITS SOUPIRS POUR UNE AUTRE FOIS, de Céline, Gallimard, 284 p., 98 F.

* POÉTIQUE DE CÉLINE, de Henri Godard, Gallimard, 476 p., 145 F.

* VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT, de Céline, étude de A.-C. et J.-P. Damour, PUF, 128 p., 20 F.

Ezra Pound et Céline

■ Les « Cantos » : le poème d'une vie

par JACQUES ROUBAUD

■ LE CENTENAIRE

800 pages des *Cantos* sortent chez Flammarion. On y verra qu'Ezra Pound nous demande une chose (et nous la demandons même avec une insistance qui fait son génie et sa folie ultime de poète) : entendre l'insupportable, admettre que l'insupportable est en nous aussi. Insupportable comme le *Canto 50*, où, après trois pages de cloaque, la crise cesse d'un coup pour engendrer un moment suspendu dans une éblouissante beauté : « *L'aube est fixe, immobile, nous deux seuls avons bougé* » Ezra Pound, ou l'espoir encore d'une rédemption.

PHILIPPE MIKRIAMMOS.

* Parutions récentes ou prochaines des œuvres d'Ezra Pound : les *Ur-Cantos*, trad. Ph. Mikriammos, Centre littéraire de Royan-mont (95270, Asnières-sur-Oise), édition bilingue, 60 p., 80 F ; *Poèmes*, trad. Ghislain Sartoris, Alain Suied, Michèle Pinson, « Du monde entier », Gallimard ; *Esprit des littératures romanes*, trad. Pierre Alen, réédité chez Christian Bourgois ; les *Cantos*, trad. Jacques Darras, Yves di Menna, Ph. Mikriammos, Denis Roche et François Sauze, Flammarion (à paraître).

(1) Selon le verbe « qui vient du latin *volare* : tourbillon. » L'image doit être animée par une « sorte d'énergie ».



BERENICE CLEEVE

Une lettre inédite à Tixier-Vignancour

Juin 1949

Je suis rentré à Paris de La Rochelle (1) en 1940, pour restaurer, sauver du désastre une petite ambulance 5 HP que m'avait confiée le maire de Sartrouville (Seine-et-Oise) où j'étais médecin-chef. Le maire : Aubin.

De La Rochelle j'avais grande envie de me rendre en Angleterre, non par englobisme ! Oh là là ! mais simplement pour ne pas être em... par les Allemands à Paris. Je suis retourné à Sartrouville avec mon véhicule municipal par esprit de devoir et de discipline (dont j'ai donné toutes les preuves au 12^e Régiment de cuirassiers 14-18 (2) - et lors de la catastrophe du *Chellu* en Méditerranée où j'étais embarqué médecin militaire volontaire 1939 (3).

Je suis parti de Sartrouville en suivant la caravane municipale d'Exode (l'ai sauvé trois nourissons abandonnés et une grand-mère !). J'ai reconduit mes protégés à Sartrouville à travers bombardements et mille misères et la 5 HP ! J'ai rencontré en route toute l'armée française qui, elle, avait acquis un autre esprit depuis 14 ! abandonnant au gré des fossés, horneurs, canons, culasses, fusils, culottes ! Ils nous bousculèrent même, nous et nos nourissons, pour arriver plus vite à Bordeaux. J'ai pris l'exode pour bien faire voir aux Français que je n'étais pas les Allemands, pour voir 15 millions de témoins que je partageais le sort commun.

Mais je n'ai pas pu tout de même me résigner à les mener au point de plaquer à La Rochelle mon ambulance, la grand-mère et les nourissons. J'aurais été faire la brèche à Londres bien sûr, bien sûr, mais bien maladroite, bien cochon, que je serais devenu à l'heure actuelle d'un diplôme de résistant grand comme ça ! et pas du tout un mandat d'arrêt au cul ! Je coucherais dans mon lit, 4, rue Girardon, et non sur un grabat glacial en Belgique.

L. F. Céline.

* Ce texte est extrait de *Lettres à Tixier*, recueilli par Frédéric Monnier, éd. La Flûte de Pan (55, rue de Rome, Paris 75008), 144 p., 90 F.

(1) Céline avait été nommé médecin-chef du dispensaire de Sartrouville en mars 1940. Le 10 juin, il participe à l'exode avec l'ambulance du dispensaire et rejoint La Rochelle. Après avoir passé quelques semaines dans un camp de réfugiés à Saint-Jean-d'Angély, il est de retour à Sartrouville (avec l'ambulance) le 14 juillet.

(2) Le 27 octobre 1914, Céline (alors maréchal des logis Desroches) se porte volontaire pour une mission dangereuse. Il est grièvement blessé au bras droit et évacué. Pour cette action, il obtient, le 24 novembre de la même année, la médaille militaire.

(3) En décembre 1939, il s'engage comme médecin à bord du paquebot *Chella* affecté aux transports militaires. Le 5 janvier 1940, en route pour Casablanca, le *Chella* heurte un chasseur de sous-marin anglais au large de Gibraltar.

ces mots anciens une seconde naissance, les arrachant au tombeau de la philologie.

■ LES TROUBADOURS LES CHINOIS LES JAPONAIS

Le voyage de Pound le conduit à travers la poésie universelle. La poésie des temps et des mondes est pour lui une Méditerranée. Les troubadours et Dante, le latin de Properce, la poésie chinoise, le Nô japonais, il ramène vers toutes, y cherche sa patrie sonore, en quête des mers phoniques, comme le poète anglo-saxon, où il prit l'impulsion des premiers *Cantos*. C'est la deuxième leçon de Pound, l'homme de l'universel : la poésie ne doit être chez elle dans toutes les traditions, faire son bien de toutes. Il ne faut pas s'enfermer dans les frontières du dialecte.

■ UN TRAITRE OU UN FOU

Et tout cela se retrouvait dans les *Cantos*, le poème d'une vie écrit toute la vie, jusqu'à la mort, incorporant les bribes et les trésors de toutes les langues ; le patchwork gigantesque, la réponse de la poésie aux grandes œuvres romanesques, à *Ulysse*, de Joyce, la réalisation par un exilé, un citoyen de la poésie du monde, du grand rêve américain ; le continuateur de Whitman, le précurseur du Williams de *Poems*, du Zukofsky de *A*. On peut y voir un paradoxe : le grand poète épique américain composé par un traître ; ou un fou.

■ QUEL SILENCE ?

En ses dernières années, en Italie, il était volontiers silencieux. Pour beaucoup cela était une preuve de sainteté. Et pour ceux que gênait l'autre Pound, celui de la guerre, le fasciste, ce silence était comme une excuse, un remords peut-être. Allen Ginsberg, lui rendant visite à Venise, s'obstinait, chantant pour lui sans parvenir à lui tirer un mot, l'entendit enfin murmurer : « *C'est notre vocabulaire qui nous a fait ça* ». Ce qu'il prit pour une sorte de confession. Et Zukofsky, dans l'hommage qu'il rendit au moment difficile de la menace de procès, parle de « l'ombre d'Auschwitz dont il n'eut pas connaissance ».

■ La censure blanche

Rien de tel qu'un centenaire pour blanchir une bonne fois les morts, même les plus ténébreux. Ce qui s'organise autour d'Ezra Pound s'échappe donc pas à la règle : place aux grandes orgues et à l'antisémitisme. Les jugements d'autorité fonctionnent à merveille. Pound est « un très grand poète », « un poète immense », « le plus grand poète américain du siècle ». On dirait qu'il convient d'asseoir d'emblée le diptychisme le plus éternel pour annuler les anciennes nausées. Mieux que toute l'eau de l'Océan, les hommages, conférences, colloques ou symposiums suffiront-ils à laver l'auteur des *Cantos* de ses taches de sang intellectuel ?

Ce n'est pas impossible, tant le phénomène de la censure blanche, de l'omission, paraît amorcé. Ainsi, l'antisémitisme de Pound n'est-il pas loin d'être considéré comme une parure un peu voyante, un peu extravagante, une fante de goût certes, mais qui ne porte guère à conséquence. La plupart du temps, on ne l'évoque même plus. Un poète si considérable, pensez-vous, quelle mesquinerie que d'insister encore sur les ornières tombées de sa bouche !

Ecrire : « *Tenez les juifs à l'écart des affaires/ou vos petits-enfants vous maudiront* » (*Canto LII*), est-ce plus qu'une fausse note pour celui qui chante si bien que « *Le soleil est dans l'épave de l'archer* » ?

■ UNE VISION IDYLLIQUE

Cette vision est une vision idyllique. Elle a eu son excuse, et sa nécessité. Mais elle a conduit, il me semble, à dissimuler ce qui en Pound est insupportable peut-être du reste, et suscite moins de ferveur. Je lui dois l'accès aux troubadours, c'est vrai, mais je n'ai pu éviter de reconnaître avec le temps combien sa vision est superficielle, à quel point il a ignoré ce qui me semble être leur apport essentiel : la passion formelle, naissant, entraînant de l'âme l'amour, le chant et la poésie. On pourrait faire la même constatation pour la poésie latine, ou chinoise, je le crains.

■ LA FRAGMENTATION PERPETUELLE

Avec le temps aussi j'ai eu de plus en plus de mal (je ne parle que pour moi) à me retrouver dans les *Cantos*. Ils me sont apparus arides : la fragmentation perpétuelle, le naufrage, les ruines de la poésie du passé tombées en poussière. J'y ai vu le paroxysme des tics modernistes, les collages fatigués, les hasards conversationnels sans illuminations, les hasards du choc des mots sans nécessité. Je me suis demandé si cela en valait la peine. S'il ne s'agissait pas d'un gigantesque ratage, d'un chemin immense mais sans issue. Je n'en suis pas certain. Et ce n'est peut-être pas une condamnation.

■ L'ANTISEMITISME

Il y a, enfin, à l'extrémité de ce mouvement de rejet, la question des idées de Pound. Elles sont dans l'œuvre, dans les *Cantos*, dans les écrits, les discours. Un antisémitisme insupportable, pénible, lourd, accablant, indécrottable. L'antisémitisme nazi, celui de la République de Salo, beaucoup plus que de la première Italie mussolinienne. Il y a la défense du Ku Klux Klan, plus tard, bien plus tard. Il y a même le « bon juif » Emil Levy, son professeur de provençal. Pour Serge Gavronsky, il n'y a pas de rupture : Pound est fasciste et son esthétique aussi est fasciste, sa conception de la poésie, son projet. Je ne suis pas de cet avis mais, c'est vrai, la question se pose.

■ ET POURTANT...

Cet été, à Cogolin, en trois matinées de discussion sur Pound, tout cela fut agité, souvent vivement. Et le dernier matin, pour conclure, on entendit la voix de Pound lui-même, lisant le premier des *Cantos* : voix théâtrale, appuyant les rythmes, les allitérations, superbe. Comme toujours, malgré tout, il gagnait.

ANDRÉ VETTER.

Sand et Musset



LETTRES D'AMOUR
présentées par
Françoise Sagan

HERMANN

Françoise Sagan



Un livre remarquable

L'ABIME DE FEU

d'IRINA TWEEDIE

L'expérience de libération d'une femme à travers les enseignements d'un maître soufi.

DEVIÈRES PARUTIONS :

- Entretiens avec Svami Prejanpad (préface d'A. Desjardins).
- Lorsque l'homme sera né... de Jean Certaret.

ÉDITIONS L'ORIGINE, 25, rue Souffier, 75008 PARIS
Diffusion librairie : CHIRON.

Pierre BOURGEADE



Mémoires de Judas

roman

"Ce conte fantastique est une fable sur la mort de Dieu"

Jacqueline Piatier/Le Monde

"Un cocktail de soufre, de sueur érotique et d'histoire sainte. Explosif"

Frédéric Ferney/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *nrf*

ALEX VAROUX

LA PHOTO DU BON DIEU SOUS PLI DISCRET

ROMAN

"Un charme certain et un sens des dialogues encore plus net, c'est un plaisir"

Geneviève Brisac/Le Monde

LES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE *TR*

● RÉCITS

Quand Duneton se promène dans le dix-septième...

LES lecteurs d'Alexandre Dumas connaissent tous Pierre de La Porte, ce fidèle serviteur d'Anne d'Autriche. Entré, en 1621, à l'âge de dix-huit ans, au service de la reine de France, en qualité de « porte-manteau », il devint rapidement son « courrier » et l'homme de toutes les missions difficiles.

Pierre de La Porte connut, certes, les faveurs royales, mais aussi la disgrâce, l'hospitalité de la prison de la Bastille, et un long exil à Saumur, avant de devenir « premier valet » de Louis XIV en 1645. Petit pion dans les parties d'échecs que jouaient entre eux les grands du royaume, son rôle fut capital en certaines circonstances.

Claude Duneton, qui désirait relater, dans *Petit Louis, dit XIV*, le règne de Louis XIII et l'enfance du Roi-Soleil, allait donc faire de Pierre de La Porte le personnage principal de son livre. « A l'origine, dit-il, je voulais faire écrire, pour la collection « Points-Virgule » au Seuil, une série de livres sur les enfances de personnages célèbres. Le projet n'a pas abouti. Mais, comme je m'étais réservé *Petit Louis, dit XIV*, j'ai poursuivi mon travail. Mes recherches sur l'histoire de la langue m'ont évidemment servi à recréer des dialogues d'époque. Pourquoi Louis XIV ?

Parce que ce quaternaire de Français, moitié Espagnol par sa mère, un quart Italien par son père, m'intriguait. Quant à Louis XIII, c'était un drôle de pistolet. Musicien averti, il a beaucoup composé mais, malheureusement, nous n'avons aucune trace de ses compositions. Il insultait les morts et il s'est offert une agorie d'esthète. Un personnage morbide, donc sympathique, qui le savez-vous ? A tenu assez pour mourir le même jour — le 14 mai — que son père, Henri IV. »

Les guerres, les intrigues, les amours

Imaginez un film réalisé par Abel Gance sur cette France de la première moitié du dix-septième siècle, soumise aux épidémies et aux collecteurs d'impôts, et vous aurez une idée du fléau de l'ouvrage de Claude Duneton. Tout y est : les guerres, les révoltes des Jean-Nu-Pieds en Normandie, les intrigues de la cour, les amours des princes et des humbles, etc. Avec, en prime, une langue si belle qu'elle rend le lecteur gourmet. Et un sens de la précision qui le laisse rêver.

« J'ai travaillé, précise Duneton, à partir de documents. Mon

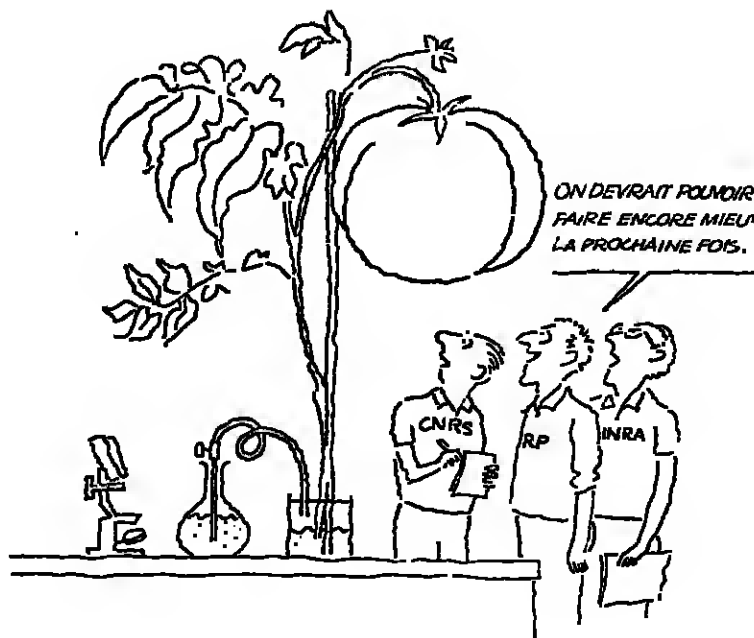
livre est, en fait, une extension romanesque des Mémoires de La Porte. Je crois vraiment que cette belle âme disait vrai. J'ai, par exemple, retrouvé les minutes de son interrogatoire par Richelieu. Elles concordent parfaitement avec ce qu'il relate dans ses écrits. Je me suis servi, aussi, du Journal d'Héroard qui fut le médecin de Louis XIII. On y apprend tout sur ce monarque. Ja n'ai rien inventé. Ja suis même allé sur les lieux. En Espagne, pour mieux comprendre la personnalité d'Anne d'Autriche, et sur les emplacements des batailles afin de retrouver une atmosphère. »

On fera un seul reproche au livre de Claude Duneton : il se lit trop rapidement malgré ses six cents pages. Alors, à quand la suite des aventures de *Petit Louis, dit XIV* ?

PIERRE DRACHLINE.

★ *PETIT LOUIS, DIT XIV*, de Claude Duneton, Le Seuil, 597 p., 99 F.

★ Le Seuil réédite, dans la collection « Points actuels », le livre de Claude Duneton sur l'enseignement de la langue française *A hurler le soir au fond des collages* (avec la collaboration de Frédéric Pagès), 230 p., 30,50 F.



* En Anglais: "It could be better next time."

C'est vrai. La recherche de Rhône-Poulenc a décidé d'aller encore plus loin, en intégrant à ses propres équipes des chercheurs de très haut niveau, en collaborant de façon permanen-

te avec le CNRS et l'INRA, en travaillant en liaison avec les USA et le Japon.

Rhône-Poulenc remplit tous les jours le réservoir des idées du futur, avec 7.000 chercheurs et

2,5 milliards de francs investis en recherche chaque année.

Rhône-Poulenc, une des grandes entreprises mondiales, nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, per-

met aux hommes de communiquer.

Rhône-Poulenc met à profit ses bénéfices pour investir sur l'avenir. C'est ainsi que se gagne la compétition.

RP RHÔNE-POULENC

Fils de Maurice

(Suite de la page 11.)

Héritier d'un nom trop lourd à porter, il voudrait échapper à l'histoire, recommencer à dire « papa-maman » sans que se profilent derrière ces mots des images insupportables. « Je ne croyais plus à la légende et devais pourtant continuer d'en côtoyer, des années durant, les héros les plus prestigieux sans cesser de les considérer ni de les admirer comme tels. Car de la Grande Idée dont ils avaient tissé leur vie, et que je voyais partir en lambeaux, me restait le sentiment de leur grandeur. Mais, plus il se confirmait que l'époque tumultueuse où ils avaient tenu les premiers rôles n'avait été qu'une farce cruelle et inutile, plus ils m'apparaissent dans leur nudité comme les agents du malheur, celui d'autrui et le leur propre, tous pris au piège d'un rêve avorté. La Grande Idée se résolvait en mensonge. »

Une vraie scène de théâtre bourgeois !

Le livre commence quand, à vingt ans, parti « pour toujours », avec son singe en peluche et trois volumes de la *Piétade*, afin de vivre « sans rien devoir à son patronyme et sans risquer de paraître le salir », Paul est rattrapé, à Londres, par Jeannette Vermeersech, sa mère, « grondée, tremblante, les yeux embués de larmes », disant : « Tu es en train de tuer ton père... » Une vraie scène de théâtre bourgeois !



Aux côtés de Maurice Thorez en 1964, de gauche à droite : Georges Marchais, Pierre et Paul Thorez, Jacques Duclos.

S'il évoque sa propre vie, ce n'est pas pour se débarrasser de ses parents, mais bien au contraire pour montrer la place qu'ils tiennent dans son cœur, et témoigner que, dans l'iotimité, leur personnalité était infiniment plus riche et attachante que ce que répandait l'imagerie officielle. L'amour pour la mère, l'admiration pour le père, n'ont rien à voir avec ce qu'ils ont cru, avec leurs erreurs. Paul trace de la tribu des Vermeersech au patois eb'timi un tableau plein de tendresse. La grand-mère Ernestine qui voudrait être ensevelie dans un drap rouge, les huit tantes et oncles qui avaient dû gagner leur pain à l'âge de dix ans, et Jeannette, sa Mamoune, qui n'a sans doute pas toujours apprécié les excentricités de ce vilain petit canard.

Il la décrit joliment, cette « aventurière qui n'en fit jamais qu'à sa tête » : « Je ne pouvais reconnaître dans cette mère ordinaire la voyageuse clandestine qui avait parcouru l'Allemagne d'avant-guerre munie d'un faux passeport tchécoslovaque, la supposée dame du grand monde qui, de Chanel vêtue, avait achevé en fraude armes et vivres pour la République espagnole, l'oratrice qui remuait les foules dans les meetings... Mamoune, quoi, qui nageait comme truite dans les torrents de honte montagne, conduisait comme Fangio, tirait à la carabine comme Calamity Jane, mais racontait à tous les coups sa crème renversée. »

Surtout, Paul nous donne son image du père, dont il ne juge ni

la désertion en 1940, ni la soumission à Staline, ni l'idolâtrie acceptée; il ne veut se souvenir que de l'intellectuel qui « savait tout », qui préférait la lecture du *Monde* à celle de *l'Humanité*, qui parlait grec et latine et lui inculquait l'amour des poètes et de la peinture italienne, plus que de Lénine et de Marx. Il voudrait ne pas se souvenir de ce jour de funérailles de juillet 1964, où, au coude à coude avec le bureau politique, il marcha jusqu'au Père-Lachaise, devant une foule venue rendre un dernier hommage au secrétaire général d'un parti qui « faisait » alors plus de 20 % aux élections...

« La certitude de mon immortalité »

Dans *Une voix presque mienne*, un homme cherche sa place, il cherche comment vivre avec tout ce poids d'hérédité, d'ambiguïté et de souvenirs. Il y a dans ce livre, chuchoté avec beaucoup de pudeur et de tendresse, une manière attachante, bien personnelle, de dialoguer avec le camp de l'histoire-provocation, où Paul a choisi de séjourner, et avec la Russie, où il est né et qu'il aime d'affection vraie. Pas avec l'Union soviétique, où il ne retournera peut-être jamais ! Surtout, il y a la présence de Matthieu, ce fils de presque vingt ans auquel Paul veut appartenir comme son père lui appartient. « Il m'apportait la certitude de mon immortalité et la preuve que ma présence ici bas signifiait l'immortalité de mon père », écrit en conclusion Paul, fils de Maurice, père de Matthieu.

NICOLE ZAND.

A travers les miroirs

(Suite de la page 11.)

On comprend le lien qui unit le Pascal Bonafoux d'annonce classée à celui de Rembrandt, autoportrait. Le romancier et l'analyste d'art posent de manière léniniste la même question : qu'est-ce de plus que son signalement, que cinq lignes d'une annonce, que quelques coups de brosse sur une toile ? Existe-t-il un visage pour notre miroir et un autre visage qui est celui que nous composent tous les autres ?

Posée à propos de Rembrandt, la question prend une force dramatique d'autant plus grande que nous avons l'habitude de considérer ces autoportraits qu'il a cessé de peindre tout au long de sa carrière comme des œuvres d'art, des objets presque sacrés — et non comme les moments d'une vie, les instantanés d'une interrogation, les reflets d'uneangoisse ou d'une plénitude. Ce n'est pourtant pas par hasard si Rembrandt a consacré des dizaines de toiles et des centaines de gravures — ici remarquablement reproduites — à traquer son visage, dans toutes les postures, sous tous les déguisements, dans toutes les lumières.

Le narcissisme n'est pas son fait, et il se sait plutôt disgracieux, mais il a toujours besoin de savoir, besoin de comprendre, d'apprendre, de faire le point ; et comment mieux le faire qu'en se mirant dans la solitude, face à ce miroir qui vous renvoie votre image inversée ? Comment mieux exprimer, dans les années de jeunesse et de conquête, son ambition de s'affronter aux meilleurs, d'attraper toutes les techniques,

de se défaire de tous les liens — y compris de celui du père, en ne signant que de son seul prénom. Rembrandt ambitieux jusqu'à l'ivresse, Rembrandt paillard, Rembrandt grande gueule, Rembrandt qui jette l'argent par les fenêtres, et qui se peint dans le costume de ces bons bourgeois hollandais qui l'admirent et le détestent.

Peindre le temps

Et puis, après la mort de Saskia, son épouse, après la ruine, comment mieux affronter la misère et la vieillesse qu'en les traquant au bout de son pinceau, qu'en entretenant un dialogue qui n'en finit pas avec la mort qui s'insinue dans la bouffissure des chairs, dans les rougeoiements vireux du nez, dans le creusement des traits que les jeux de la lumière accusent encore ? Dialogue qui n'est évidemment possible que parce que Rembrandt peint et que cette peinture, il le sait, est une manière de peindre le temps et de le déifier.

Un face-à-face qui ne résout rien sûr aucune énigme. Si Rembrandt a entrevu une vérité, elle se trouve tout entière à déchiffrer dans sa peinture. On ne peut que poser des questions, interroger sans fin un regard. Le livre de Pascal Bonafoux aide à poser les vraies questions, celles qui vont en plus mystérieux de toute création, de toute vie. On ne peut exiger davantage.

PIERRE LÉPARE.

ÉVÉNEMENT AVEC L'AVANCEMENT DE LA PENSÉE PÉRIPHÉRIQUE

dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...

Votre secrétaire...
l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

l'avenir...
dans les milieux...
l'avenir...
dans les milieux...

REPÈRES

Dollar : retour aux 8 F

Tombé, mercredi 30 octobre, à 7,97 F, le dollar était coté 8 F environ le 31 octobre, avant le grand chômage du 1^{er} novembre dans l'Europe catholique. A New-York, les rumeurs de baisse des taux circulent toujours.

Automobile : record pour les exportations japonaises

Les exportations de véhicules continuent de battre des records. Du mois d'avril au mois de septembre, ce sont 2,3 millions d'automobiles, 1,1 million de camions et 36 000 bus, qui ont été vendus hors du marché japonais, soit une progression de 11,9 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le succès japonais est surtout éclatant aux Etats-Unis, où l'on a acheté en six mois, 17,5 % de voitures japonaises de plus que sur la même période de 1984. Le marché américain est, il est vrai, en forte progression.

Pétrole : les Etats-Unis vont exporter au Japon

Le président Reagan a décidé d'autoriser l'exportation au Japon de faibles quantités de pétrole produit en Alaska. Cette décision fera des Etats-Unis un pays exportateur de brut pour la première fois depuis des années. Elle ne porte toutefois que sur 6 000 baril/jour de pétrole extrait de la région de Cook Inlet. En revanche, l'exportation du brut produit à partir des grands gisements du Nord de l'Alaska, le North Slope, demeure interdite par la loi. Le ministre japonais du commerce international et de l'industrie s'est félicité de la décision du président américain, soulignant qu'elle pourrait conduire à une réduction sensible de l'excédent commercial du Japon à l'égard des Etats-Unis, source de conflits entre les deux pays. — (AFP.)

Assurance-maladie : léger ralentissement

La croissance des dépenses d'assurance-maladie continue à se ralentir, après la remontée enregistrée au cours de l'hiver 1984-1985. Selon les chiffres publiés par la Caisse nationale d'assurance-maladie, en rythme annuel, la progression fin septembre était de 9,3 % contre 9,5 % à fin août. Mais cette évolution recouvre deux mouvements contraires : d'une part, un ralentissement continu des versements aux hôpitaux publics (+ 5,8 % en rythme annuel contre + 7,1 % à fin août) ; d'autre part, une accélération des versements aux hôpitaux privés (+ 7 % contre + 8 %) et des dépenses de médecine de ville. La croissance des dépenses médicales est de 13,4 % à fin septembre contre 12,8 % fin août, celle des prescriptions de 16,3 % contre 14,7 %, l'accélération étant marquée surtout pour les dépenses de pharmacie et d'analyses biologiques. Sur les neuf premiers mois de 1985, le nombre des consultations a augmenté de 9,2 % par rapport à la période correspondante de 1984, celui des visites de 7,2 %.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS

D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON

DÉVIATION DU CHEMIN DÉPARTEMENTAL 180
PARTIE COMPRISE ENTRE LA PLACE HENRI-REGNAULT
ET LA RUE DU LIEUTENANT-COLONEL-DE-MONTERISON

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 24-10-85, il a été prescrit une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération sur le territoire de la commune de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces du dossier concernant l'enquête seront déposées pendant 32 jours consécutifs du 20 novembre au 21 décembre 1985

— en mairie de RUEIL-MALMAISON
du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
le samedi de 9 h à 12 h.

Les personnes désirant déposer un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus ; elles pourront de même les adresser à M. Pierre CUSSEAU, directeur départemental honoraire des P.T.T. - 14, rue Mozart 92700 COLOMBES, nommé commissaire-enquêteur.

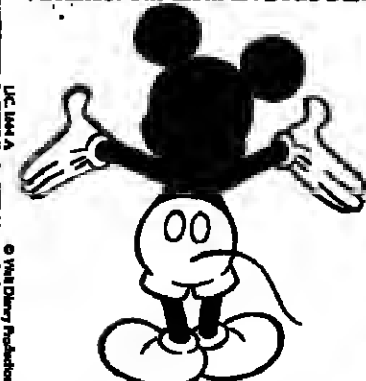
Celui-ci recueillera le public en mairie de RUEIL-MALMAISON, les matins des 19, 20 et 21 décembre 1985, de 9 h à 12 h.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie de RUEIL-MALMAISON et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement - Accueil du public - niveau +1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.11-147 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'échappée belle en Floride.

Cette échappée belle au pays de Disneyworld à 5050 F par personne sentend pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre. Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1 rue Scribe, 75009 Paris.



5050 F
• Aller-retour compris
• Hôtel compris
• 2 nuits à Miami
• 5 nuits à Orlando
• Voiture comprise

VACANCES FABULEUSES
PAN AM

M. Krasucki : « La CGT est l'empêchement de consentir en rond »

La CGT est satisfaite de « l'ampleur incontestable » de sa journée nationale d'action du 24 octobre. MM. Henri Krasucki et Louis Viamet l'ont dit et redit à la presse le 30 octobre. Dans un appel à tous les salariés — qui n'a donné lieu à aucun vote — la commission exécutive de la centrale invite les travailleurs à « refuser le syndicalisme du renoncement » et à « poursuivre et développer le combat contre l'agression antisociale, antisyndicale, qu'elle vienne du patronat ou qu'elle vienne du gouvernement ». Pour M. Viamet, cette journée a été « marquée par une forte expression revendicative, aux antipodes de toutes les campagnes menées sur la grève politique ». « C'était très bien », le 24 octobre, a ajouté M. Krasucki. Mais ce n'était pas encore suffisant. Il faut faire encore mieux, par des actions multiformes, tandis que la Confédération « propose les initiatives que l'évolution du mouvement appelle ».

Notant que la « solitude » de la CGT était « en déclin », M. Krasucki a répliqué aux critiques des autres centrales contre la journée du 24 octobre et aux déclarations de M. Maire sur la grève : « Maintenant, on dit ouvertement que tout est à renvoyer au passé, à renvoyer aux archives, qu'il s'agit de la grève ou de l'action. (...) On vivrait dans une société aseptisée où il n'y a plus de lutte des classes. Et c'est maintenant que des syndicalistes diraient : soyons foyers de renouveau à la grève et renouons les patrons pour des arrangements. Arranger quoi ? Tout est question de rapport de forces dans la vie sociale. La CGT a la fierté d'être la seule organisation qui se bat, et c'est pour cela qu'on voudrait l'abattre ».

Pour M. Krasucki, la signature de l'accord sur l'UNEDIC est « une attitude de démission syndicale devant les exigences du patronat ». M. Viamet a estimé qu'avec « des indemnités diminuées et des cotisations aggravées pour les salariés, c'est un nouveau pas vers le recul social ». Passant en revue les problèmes de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la « désindustrialisation », M. Krasucki a lancé : « Qu'est-ce qu'il faut qu'on nous fasse de pire pour trouver que c'est une lutte violente entre les travailleurs ? »

Aujourd'hui, vouloir se défendre, c'est sacrilège. La répression s'abat. Ce qui gêne, c'est que la CGT est l'empêchement de consentir en rond ».

« Sans précédent » ?

Dans son « appel », la commission exécutive parle, à propos de la journée du 24 octobre, de « l'agression du patronat, du gouvernement et des autres centrales syndicales, dans un affrontement sans précédent ». Une formulation qui peut laisser à penser qu'avant 1981 le patronat et M. Barre étaient moins agressifs vis-à-vis de la CGT. Interrogé sur ce point, M. Krasucki a souligné que la CGT ne prenait pas « à la légère l'attaque convergente » du gouvernement et du patronat. Il a pris l'exemple de la dissolution du corps des sapeurs-pompiers de Lorient qui avaient « manifesté avec des bâtons » lors du voyage de M. Mitterrand. « Cela n'était jamais arrivé, a-t-il commenté. C'est un comportement vindicatif et mesquin ».

Présent à la conférence de presse, M. André Deluchat, secrétaire de la CGT et membre du PS, a indiqué sur ce point : « Le fond du problème ne se situe pas sur

les mots. Comme M. Krasucki, il a affirmé « qu'il n'y a pas eu d'opposition » sur le texte de la commission exécutive et qu'il partageait l'analyse faite sur la journée du 24 octobre. Pourtant, durant les travaux, les membres socialistes du bureau confédéral ont réaffirmé leurs désaccords avec certains aspects de la stratégie menée (et bel et bien confirmée), en particulier sur l'amalgame de plus en plus fréquemment opéré entre le gouvernement et le patronat, voire entre la droite et la gauche. L'appel aux salariés évoque cependant les politiques qui « conduisent au mal-vivre, pour certains à la misère, à tous les abandons, à la destruction de tous les acquis sociaux, à tous les reculs, y compris dans le domaine des libertés. C'est cela qui se cache derrière le prétendu « libéralisme », la prétendue « modernité », quel que soit l'habillage qu'on vous présente. Fabius-Chirac, même combat, ou plutôt mêmes « ravages » sociaux ? Voilà qui pourrait alimenter la réflexion des responsables socialistes et les débats préparatoires au prochain congrès confédéral.

M. N.

Un consensus se dessine sur les mesures sociales

(Suite de la première page.)

La réduction des inégalités, objectif majeur des socialistes lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, a été comme toute limite, aucune réforme fiscale profonde, complète, n'étant mise en œuvre. La sécurité sociale a été « démocratisée », peut-être, mais non réformée. La lutte contre le chômage, une fois épuisée les étonnantes de « traitement social », est devenue un axe de la politique économique d'ensemble. Hier, après l'échec des réformes, on est retombé dans la langue d'une gestion au jour le jour.

Le conseil des ministres du 30 octobre, à moins de cinq mois des élections législatives, est tout à fait exemplaire de ce qu'est devenue la politique sociale du gouvernement. On pourrait la caractériser par une double priorité : gérer les réformes et passer les plâtres (de la rigueur et du chômage). Une double priorité qui, dans une période qui change de visage, est en plus tourmentée et conflictuelle sur le plan politique, a l'avantage d'être relativement consensuelle, du moins pour ce qui concerne l'expression des salariés et la lutte contre la pauvreté.

mis en œuvre en douceur, M. Chirac en venant même à envisager de maintenir lors des dénationalisations, la loi de démocratisation du secteur public.

L'extension de l'obligation de négocier l'expression des salariés — qui concernera dorénavant environ 12 000 entreprises au total — et l'élargissement de l'objet des réunions (à l'activité et à la qualité de la production) ne devraient donc pas relancer une bataille qui s'est éteinte dans les entreprises faute de combattants. Seule préoccupation, paradoxale, pour les syndicats : les lois Auroux n'ont pas été bénéfiques sur toute la ligne puisque la présence syndicale n'a pas été renforcée. Au contraire.

Les actions de lutte contre la pauvreté représentent l'axe le plus net de cette politique sociale. Là aussi, il y a un terrain de consensus puisque l'on retrouve dans le dispositif adopté, comme dans celui du 17 octobre 1984 et

dans les mesures de M. Bérégovoy en janvier 1983, certaines orientations proches de celles que M. Oheix avait préconisées en mars 1981. « La lutte contre la pauvreté doit être l'affaire de tous », a souligné le conseil des ministres au moment où un sondage la Croix-Louis Harris indiquait que 52 % des Français sont prêts à « contribuer bénévolement à des actions de solidarité ». On voit même Coluche vouloir lancer des restaurants gratuits pour les chômeurs et les personnes en difficulté. Une réelle prise de conscience s'est opérée autour d'une « nouvelle pauvreté », qui n'est pas née avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, longtemps ignorée par les pouvoirs publics.

Ce qui est le plus intéressant dans les actions du 30 octobre, ce sont les points sur lesquels elles innovent par rapport au plan de l'automne 1984 qui avait été centré autour de deux axes : se nourrir et se loger. Grâce à un dispositif spécifique de 800 millions de

francs, les fonds d'aide aux impayés de loyer vont être généralisés, les coupures d'EDF-GDF évitées entre le 1^{er} décembre et le 15 avril, M^{me} Georgina Daffoix partant de l'idée que « le coût social pour la collectivité est plus grand lorsque les gens sont à la rue et qu'il faut s'occuper d'eux ».

Mais les modifications les plus importantes concernent les chômeurs et l'aide à la réinsertion sociale. Des chômeurs de longue durée (30,8 % des demandeurs d'emploi étaient inscrits depuis plus d'un an en septembre 1985 contre 27,4 % un an plus tôt), bénéficieront de l'allocation de logement social. L'Etat aidera les collectivités locales à la réinsertion professionnelle des personnes démunies. Voilà une voie où il faudrait s'engager résolument pour ne pas avoir l'air de se réaligner à une France à plusieurs vitesses.

MICHEL NOBLECOURT.

UN BON DEPART



TANDY 1000

Bien partir, c'est gagner ! Dans la vie professionnelle, tout comme en sport. Équipez dès le départ, votre entreprise d'un ordinateur personnel TANDY 1000, professionnel et surtout immédiatement opérationnel.

Le remarquable système constitué par le TANDY 1000, 256 Ko MEM, 2 unités de disque, un écran vert et le logiciel Destiny™ (6 programmes en 1), ne coûte que 16.490 F.

Traitement de textes, tableau d'analyse, fichier de gestion, calendrier, terminal de communication (via Modem), messagerie télématique. Ce système TANDY 1000 comprend tout ce qu'il vous faut pour gérer votre entreprise en souplesse.

En outre, le TANDY 1000 est un ordinateur MS™ DOS. Il offre donc l'accès immédiat aux logiciels les plus répandus et les plus appréciés sur le marché.

L'ordinateur personnel TANDY 1000, un gagnant de plus dans une lignée de champions.

(Tous les tarifs, MS™ DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation.)

TANDY
COMPUTERS

Je désire plus d'informations sur le TANDY 1000

Prénom : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Tél. : _____
(ou indiquez votre carte de visite)
A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
Immeuble Les 3 Fontaines - BP 147 - 93022 CERGY-PONTOISE.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Le Crédit agricole se lance dans l'assurance

Le Crédit agricole, en association avec les caisses de Mutualité agricole, va créer une société pour distribuer un nouveau produit, le plan épargne-retraite. La « banque verte », qui détient de 80 % à 90 % de cette filiale, entend ainsi consolider sa position de banque des ménages (elle détient déjà 40 % du marché des prêts au logement). Les pouvoirs publics devraient donner leur autorisation avant la fin de l'année. Le plan d'épargne-retraite sera distribué, à titre expérimental, dans les prochaines semaines par les caisses de l'Ain, du Pas-de-Calais et de Lille, par SOVARI, une société communale déjà existante dans laquelle le Mutualité agricole détient 70 % et le Crédit agricole 30 %.

Framatome : la restructuration du capital est mise en route

La société Framatome, constructeur français de chaudères nucléaires, a annoncé une série de mesures destinées à préparer l'entrée, « au début de l'année 1986 », de nouveaux actionnaires dans son capital, comme il était prévu (le Monde du 31 août). Ainsi la société se transformera-t-elle le 1^{er} novembre en société anonyme. Le conseil d'administration de l'ancienne société a réduit de moitié le capital, du fait de l'annulation des parts détenues par Creusot-Loire, en faillite, avec effet rétroactif au 12 décembre 1984. Ce capital sera reconstitué, comme l'avait souhaité la société, CEA Industrie, provisionnement seul actionnaire, doit, précise le communiqué, proposer, « avant la fin de l'année », des mesures « permettant de porter à nouveau le capital de Framatome SA à 600 millions de francs ». Enfin, le nouveau conseil d'administration de Framatome SA a été constitué : présidé par M. Lamy, actuel président de Framatome, il comprendra trois représentants de la CEA, trois du CEA et un de la société Dumez, ainsi que des représentants, élus du personnel, EDF, le quatrième actionnaire de la nouvelle société, n'a, en dépit de ses demandes, pas obtenu de siège.

Le chimiste britannique ICI acquiert la société de semences de maïs américaine Garst

L'intérêt manifesté par les entreprises chimiques pour l'industrie semencière ne se dément pas. Le chimiste britannique Imperial Chemical Industries, sidère mondial avec un chiffre d'affaires de 9,9 milliards de livres (environ 114 milliards de francs), a annoncé son intention de racheter la société semencière Garst, une des plus importantes sociétés de production de semences de maïs des Etats-Unis. A l'origine, la société, fondée par Roswell Garst en 1930, produisait des semences hybrides à partir de lignées pures du numéro un des semences américaines Pioneer. Les liens entre les héritiers des familles fondatrices de Pioneer et des successeurs de Garst se

sont distendus, et, en 1983, la rupture était consommée. Ici, qui n'avait pas encore mis le pied dans le domaine des semences, fait une entrée par la grande porte en acquérant une société qui dispose d'une histoire, d'un savoir-faire et d'un marché.

US Steel se lance dans le gaz

Le premier groupe sidérurgique américain a conclu un accord de principe avec la compagnie gazière Texas Oil and Gas, pour le rachat de cette société. Cette opération, attendue, se fera par échange de titres : les actionnaires de Texas Oil recevront deux actions US Steel pour trois de leurs titres. Le coût total de ce rachat s'élève à 3,56 milliards de dollars, prix inférieur aux estimations avancées par les experts, ce qui explique les réactions négatives de la Bourse à l'annonce de cet accord, mercredi 30 octobre. Après cette opération, US Steel ne réalisera plus qu'un tiers environ de son chiffre d'affaires dans la sidérurgie, et deux tiers dans l'énergie, et deux tiers dans l'énergie.

Allinquant poursuit son activité

La société Allinquant, premier fabricant français d'amortisseurs pour automobiles (4 millions d'unités), qui a déposé son bilan le 22 octobre, poursuit son activité dans le cadre de la procédure de règlement judiciaire décidée par le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine). Allinquant, qui réalise environ 400 millions de francs de chiffre d'affaires et qui assure 51 % des besoins de Renault, souffre du recul de la Régie et avait cherché à se rapprocher d'un concurrent allemand, Fichtel und Sachs. L'échec de ces négociations a entraîné de « vives réactions des partenaires financiers et des fournisseurs », dit M. Jacques Hébert, président du directoire. Crédita annulée, ruptures d'approvisionnement, ont rendu nécessaire le dépôt de bilan. Les pertes ont été de 15 millions de francs en 1984, et un plan de restructuration est en cours, qui doit réduire de 140 personnes les effectifs (870 personnes).

CONJONCTURE

Le gonflement du crédit inquiète le gouvernement

(Suite de la première page.)

On assiste à une véritable explosion des prêts conventionnés au logement, dont les taux ont baissé, avec en tête le Crédit agricole. Par ailleurs, les banques consentent plus facilement des prêts personnels aux ménages, ce qui revient à développer le crédit à la consommation. Or cette consommation augmente plus rapidement que prévu, comme le révèle la note de conjoncture de l'INSEE pour juillet, qui a dû être révisée dans le sens d'une amélioration (le Monde du 30 octobre). Le gouvernement s'en réjouit, certes, mais il peut craindre que tout redémarrage de la machine économique française ne provoque des « dérèglements » de-ci de-là, sans oublier, bien entendu, la contrainte extérieure, celle du gonflement éventuel des importations et du déficit de la balance commerciale.

Il va devoir prendre en compte ces phénomènes au moment de la fixation du rythme de croissance de la masse monétaire pour 1986. Aucune décision n'est encore prise, mais on pense à un objectif de 3,5 %, pas plus restrictif, en théorie, que celui de 1984, compte tenu de la déflation. Un tel objectif est-il compatible, alors, avec le rythme de 7 % observé à l'approche de la fin d'année ?

On se le demande Rue de Rivoli, où les experts s'interrogent sur la fiabilité des calculs effectués en fonction de la définition de la masse monétaire prise actuellement en considération, M 2 R, c'est-à-dire les billets, les dépôts à vue et les placements liquides ou semi-liquides (comptes sur livrets, dépôts à terme, CODEVI, LEP, etc.). M. Pierre Bérégovoy pourrait, le 5 novembre prochain, lors de la réunion du Conseil national du crédit, annoncer une nouvelle définition de la masse monétaire prise en référence. Ce serait M 3 « étendue », c'est-à-dire M 2 R plus les livrets A des Caisses d'épargne, les nouveaux produits financiers, tels que les certificats de dépôts émis par les banques, et, sur tout, certains voirs de SICAV court terme dites de trésorerie, dont le gonflement a été formidable (300 milliards de francs). Depuis trois ans, en effet, l'appréhension de ces nouveaux produits s'est considérablement modifiée les références servant de base aux calculs.

Une telle modification permettrait, peut-être, de savoir si le « dérèglement » de la masse monétaire M 2 provient vraiment de la reprise de la demande de crédit, estimée à une vingtaine de milliards de francs, pour les seuls concours aux ménages. On fait observer que le passage, début 1985, du régime de l'encadrement quantitatif du crédit à celui de la régulation par les réserves obligatoires des banques a pu fausser les calculs : la Banque de France avait annulé, fin 1984, 100 milliards de francs d'autorisation de crédits « économiques » par les établissements pour leur rendre, ensuite, une quarantaine de mil-

iards au titre des « assouplissements ». Enfin, pour garder leurs références usées de l'Institut d'émission en ce qui concerne les crédits aux entreprises, les banques demandent à ces dernières de tirer sur leurs lignes en fin de mois seulement, ce qui peut, également, fausser les calculs.

Il n'en reste pas moins qu'une reprise trop rapide de la délivrance de crédits poserait des problèmes, et qu'en haut lieu on se demande s'il ne faudrait pas, dès le début de l'année prochaine, tempérer l'ardeur des banques. Un premier coup de frein, assez léger, a été donné en juillet. La menace d'une augmentation des réserves sur les dépôts des établissements, c'est-à-dire du montant de ces dépôts bloqués sans rémunération auprès de la Banque de France, est maintenant agitée : une telle mesure augmenterait le coût des ressources des établissements et réduirait leurs marges d'une manière dissuasive. On voit que la sortie progressive d'un régime d'austérité n'est pas sans risque, surtout dans une économie convalescente.

FRANÇOIS RENARD.

AGRICULTURE

ÉLEVAGE

La Commission de Bruxelles propose d'interdire les hormones

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne tente de relancer le débat sur l'utilisation des hormones dans la production animale. Assurés du soutien de l'Assemblée de Strasbourg, qui a voté il y a quelques semaines une résolution dans ce sens, et de cinq Etats membres — Allemagne fédérale, Italie, Pays-Bas, Grèce et Danemark —, Bruxelles s'est demandé, le 30 octobre, aux Dix d'interdire toute substance pour l'engraissement du bétail.

Seul l'emploi de trois hormones naturelles (dextradiol, progestérol et testostérone) devrait être autorisé selon la Commission, uniquement à des fins thérapeutiques. Le projet porte enfin sur l'établissement d'un contrôle sanitaire strict dans les échanges commerciaux à l'intérieur du Marché commun et entre les Dix et les pays tiers.

L'initiative de Bruxelles rencontre l'opposition du Royaume-Uni et de l'Irlande, qui souhaitent toujours utiliser les substances naturelles concernées. La France et la Belgique sont, semble-t-il, disposées à abandonner cette pratique à la condition que le

dispositif sanitaire se révèle efficace contre la concurrence déloyale.

Après les bonnes intentions affichées à la suite du boycottage de la viande de vache en septembre 1980, les gouvernements membres avaient, le temps aidant, fait machine arrière, à telle enseigne qu'aujourd'hui deux anabolisants (le zéanol et le trembolone) ne sont pas non plus interdits dans la production animale.

M. S.

● Reprise des manifestations agricoles, annonce le FNSEA. M. François Guillaume, président de la FNSEA, a annoncé, mercredi 30 octobre, à Montpellier, que l'automne serait marqué par des « démonstrations de masse » des paysans en raison de la baisse du revenu agricole et du refus du ministre de l'Agriculture de répondre à leur demande d'aide, du fait de la sécheresse. M. Guillaume, qui participait à une assemblée des fédérations départementales du Languedoc-Roussillon, de Provence-Côte d'Azur et de Corse, a estimé à 7 % la diminution du revenu de 1985 sur 1984. De fait, dans quelques départements, notamment l'Aveyron et le Finistère, on assiste à une reprise des manifestations paysannes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP

Société centrale Union des assurances de Paris. L'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1985 a décidé de diviser les 186000 actions d'une valeur nominale de 250 F composant le capital de la société en 84000 actions de 50 F.

A partir du 4 novembre 1985, les cotations en Bourse s'effectueront sur ces nouvelles bases.

Il est rappelé que les actions de la Société centrale Union des assurances de Paris, statutairement nominatives, ne peuvent être acquises que par des personnes physiques de nationalité française, cette condition de nationalité d'étant toutefois pas applicable au personnel des sociétés du groupe de l'Union des assurances de Paris, ainsi que par la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit foncier de France, le Crédit national, le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises et les personnes morales de droit français appartenant aux catégories suivantes : sociétés d'investissement, sociétés et organismes d'assurance, de prévoyance ou de retraite, d'exclusion de tout autre caractère.

Compagnie Française des Pétroles

Visite au Japon de M. François-Xavier ORTOLI, président de TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

M. François-Xavier Ortol, président de la Compagnie Française des Pétroles, au cours d'une visite qu'il a faite à Tokyo du 19 au 24 octobre, s'est entretenu avec le ministre des finances, M. N. Takashita, et le ministre du MITI, M. K. Murayama.

Il a également rencontré les dirigeants de sociétés japonaises, pétrolières et énergétiques, avec lesquelles Total a des relations commerciales ou est associé, ainsi que les représentants de divers organismes financiers et bancaires.

Ces entretiens ont permis de passer en revue les différents thèmes d'association ou de coopération de Total avec des partenaires japonais, dans le domaine des hydrocarbures et de l'énergie, et d'en évaluer les perspectives de développement.

En présence de nombreuses personnalités, une réception a été donnée par le Groupe Total, le 24 octobre, dans la capitale japonaise.

C'est à travers le commerce de pétrole brut que le Groupe Total et le Japon ont établi leurs premiers liens, voilà une trentaine d'années. Ces liens se

sont depuis diversifiés et consolidés, en même temps que se développaient les relations du groupe avec le secteur financier et bancaire. A titre indicatif, Total aura vendu cette année au Japon, l'un de ses tout premiers clients, près de 6 millions de tonnes de pétrole brut en provenance essentiellement du golfe Arabo-Persique et d'Indonésie.

Le Groupe Total fournit aussi au marché japonais (compagnies d'électricité et cimentiers) d'autres matières premières énergétiques : 500 000 tonnes par an de gaz naturel liquéfié, 600 000 tonnes par an de gaz de pétrole liquéfié et plus de 700 000 tonnes par an de charbon.

Le Groupe Total poursuit une collaboration industrielle très active avec des groupes pétroliers japonais sur divers chantiers à l'étranger. En Indonésie, l'association de Total et d'Inpex avec Pertamina a fait de ce groupe de sociétés, dont Total est opérateur, le deuxième producteur du pays. Total est également associé à d'importants intérêts japonais en Abu-Dhabi et en Chine.

ALSTHOM

CONSEIL DU 29 OCTOBRE 1985

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU GROUPE POUR LE PREMIER SEMESTRE 1985

« Au cours du premier semestre, l'activité commerciale de la Société a été marquée par quelques succès importants à l'exportation, en particulier pour la Chine : une commande de 300 locomotives électriques, dont 50 % seront réalisées dans les usines de la Société, et une commande de deux centrales de 75 MW, chacune comportant la livraison de 3 turbines à gaz de puissance unitaire de 25 MW. »

Parmi les autres commandes significatives, il faut mentionner celles d'un vraquier porte-conteneurs de 42 000 tonnes pour le Mexique, d'un pétrolier de 32 000 tonnes pour la SOCATRA, d'une centrale Diesel sur vague pour l'Angola, ainsi que l'ordre d'exécution par EDF d'un groupe turbo-alternateur de 1 300 MW pour la centrale nucléaire de Cattenom.

A fin juin 1985, les commandes enregistrées ou acquies étaient en augmentation de près de 30 % par rapport à la période équivalente de 1984, mais ceci dans un marché toujours déprimé.

Depuis cette date, d'autres commandes significatives ont été remportées :

- en premier lieu, celle, pour la Norvège, d'un paquebot de 2 600 passagers, destiné à l'armement « Royal Caribbean Cruise Line » ;
- et, en deuxième lieu, d'un deuxième pétrolier de 32 000 tonnes pour la SOCATRA, d'un alternateur de court-circuit de 2 500 MVA pour l'Inde, d'une centrale électrique de 3 turbines à gaz de 20 MW pour l'Arabie Saoudite, et de 2 turbines à gaz de 37 MW pour le Soudan et l'Oman.

Par ailleurs, la Société a poursuivi ses actions de diversification, notamment en créant, à parts égales avec la SEP, la filiale CARBONE-INDUSTRIE consacrée au développement, à la fabrication et à la vente de produits en matériaux carbone-carbone dans le domaine de la friction.

En même temps, ALSTHOM poursuivait le renforcement de ses positions dans le domaine du turbo-forgage en mer du Nord, où sa filiale NEYRFOR TURBOFABRICATION SERVICES assure désormais elle-même l'activité turbo-forgage qu'elle exploitait jusqu'à la fin du groupe sagittaire HUNTING.

Enfin, ALSTHOM a porté à 50 % sa participation dans le capital de NEYRPEC, désormais détenu à parts égales par FRAMATOME et ALSTHOM, qui assurera le rôle principal dans la gestion de NEYRPEC.

Le compte de résultat à fin juin 1985 a été établi en appliquant les mêmes principes et méthodes que ceux

indiqués dans l'annexe au bilan de l'exercice clos au 31 décembre 1984, à l'exception, bien entendu, des provisions réglementées.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 est de 8 324 millions de francs, en augmentation de 21,7 % par rapport à celui du premier semestre 1984. Toutefois, cette augmentation importante comprend l'incidence de l'absorption de la CEM, réalisée fin juin avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1985. A structure égale, la progression du chiffre d'affaires aurait été de 11,9 %.

Le résultat courant, avant produits et charges exceptionnelles, est de 431,9 millions de francs, soit 5,2 % du chiffre d'affaires. Mais il faut noter que ce résultat comprend la quasi-totalité des dividendes à recevoir dans l'exercice de nos filiales et participations, puisque ces produits étaient acquis au 30 juin.

Les produits et charges exceptionnelles se soldent par une perte de 305 millions de francs, due en particulier :

- à de nouvelles provisions constituées pour faire face aux réductions de structure décidées au cours du premier semestre (établissements de Nantes et Saint-Quentin) ;
- à ce que, ayant dû comptabiliser la totalité des dividendes, nous avons estimé qu'il convenait, pour ne pas donner une image déformée de la réalité, de provisionner dès le 30 juin la totalité, telle qu'elle est évaluée aujourd'hui, des opérations (abandons de créances, dépréciations de titres) liées à la situation financière difficile de quelques filiales.

Le résultat net du premier semestre est un bénéfice de 126,9 millions de francs. Pour les mêmes raisons qu'à fin 1984, le résultat fiscal d'ensemble n'a provision pour impôts ni provision pour participation des salariés.

Les résultats du premier semestre et le déroulement du troisième trimestre permettent de penser que, comme indiqué lors de l'assemblée générale du 27 juin dernier, le résultat de la Société devrait, sous certaines circonstances exceptionnelles, être du même ordre que celui de l'exercice 1984. S'agissant du résultat consolidé, il convient de rappeler que celui de 1984 comportait des éléments exceptionnels consécutifs à l'application des principes et méthodes comptables qui ont conduit à la première certification des comptes consolidés. A l'exclusion de ces facteurs exceptionnels, le résultat consolidé de 1985 devrait marquer une amélioration sur celui de l'exercice précédent.

MAITRISE de L'ÉNERGIE

LA BAISSÉ DES PRIX DE L'ÉNERGIE une occasion de préparer l'avenir

L'INVITÉ DE MAITRISE

Robert Chapuis, député de l'Ardèche président de la Mission d'information parlementaire sur le bilan de la maîtrise de l'énergie

MARDI 5 NOVEMBRE DANS « LE MONDE » DATE 6

L'INNOVATION DANS LE BATIMENT

- La « domotique », vous connaissez ?
- La terre, nouveau matériau ?

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLÉURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié. Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD. Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles. SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 octobre

Nouvelle avance

Le papier volait, mercredi, à 12 h 30, place de la Bourse, à l'intersection de la rue du 4-Septembre et de la rue Vivienne. Non, les boursiers ne jetaient pas les ordres de ventes par la fenêtre. Un commando de la CGT avait saisi une carapace de catalogue hiver 1985-1986 du Club Méditerranée imprimée en Italie, et ses membres manifestaient pour le rattachement de ce travail d'imprimerie en France. Une belle publicité pour le Club, dont l'action a monté de 2 %. Elle ne fut pas la seule à se détacher. De nouvelles ventes bénéficiaires se produisirent, mais elles furent de nouveau bien absorbées, et plusieurs valeurs se mirent à progresser, comme Roussel-Uclaf, Avions Dassault, Sanofi, Pernod, La Redoute, Colas, Esso, surtout Perrier, Bouygues et Carrefour en tête du peloton. Bref, la clôture, l'indice se situant à 1 375,57 points, en hausse de 10,44 points. Une fois de plus, d'assez importants ordres d'achats en provenance de l'étranger ont été enregistrés, qui ont contribué à relancer le mouvement de hausse, très ralenti la veille. Mais l'excellent comportement de Wall Street sur la perspective d'une détente monétaire aux États-Unis a également encouragé les opérateurs domestiques à prendre des positions.

Sur le marché obligataire, la demande a continué de se porter sur les valeurs à taux fixe. En revanche, quelques dégonflements se sont produits sur les emprunts d'Etat.

La devise-titre a baissé, dans le sillage du dollar, pour s'échanger entre 7,97 F et 7,99 F (contre 8,02 F-8,07 F).

L'or, à Londres, a été soutenu : 326,80 dollars l'once, contre 326,30 dollars.

Mais, à Paris, l'effet dollar a été le plus fort, et le lingot a encore perdu 700 F, à 84 100 F. Le napoléon a fait cavalier seul, et a gagné 3 F à 533 F.

NEW-YORK

Nouveau record : 1 375,57

Poursuivant sur sa lancée, le marché new-yorkais a établi, mercredi soir, un nouveau record en termes de niveau de l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, lequel s'est établi à 1 375,57 points, en hausse sur la veille (plus 6,84 points). Cette progression s'est accompagnée d'un gonflement du volume des échanges, à 120,34 millions d'actions, contre 110,60 millions la veille.

En tête des valeurs les plus actives de la séance, avec des volumes supérieurs à 2 millions de titres, figuraient Westinghouse Electric, US Steel, Texas Oil Gas et Beatrice Foods. L'accord de principe conclu entre US Steel et Texas Oil Gas, comportant le rachat de cette dernière, a été relativement mal accueilli à Wall Street, si l'on en juge par le repli de Texas Oil Gas, US Steel cédant également quelques points.

D'autre part, selon les analystes, les milieux boursiers ont interprété les déclarations faites la veille à Toronto par le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, comme le signe avant-coureur d'un éventuel relâchement de la politique du Fed à l'égard de la croissance de la masse monétaire. Ceci afin de stimuler la croissance économique aux États-Unis, certains commentateurs n'hésitant pas à pronostiquer, en effet, une récession aux États-Unis à l'horizon 1986.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	32 1/2	32 3/4
A.T.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	39 1/2	39 1/2
Chemical Bank	39 1/2	39 1/2
Deere	39 1/2	39 1/2
Dow Jones	39 1/2	39 1/2
Eastman	39 1/2	39 1/2
Exxon	39 1/2	39 1/2
Ford	39 1/2	39 1/2
General Motors	39 1/2	39 1/2
IBM	39 1/2	39 1/2
Intel	39 1/2	39 1/2
Johnson & Johnson	39 1/2	39 1/2
Kimberly-Clark	39 1/2	39 1/2
McDonald's	39 1/2	39 1/2
Merck	39 1/2	39 1/2
Microsoft	39 1/2	39 1/2
Motorola	39 1/2	39 1/2
Oracle	39 1/2	39 1/2
Rockwell	39 1/2	39 1/2
Schlumberger	39 1/2	39 1/2
Spacelabs	39 1/2	39 1/2
Texas Instruments	39 1/2	39 1/2
United Technologies	39 1/2	39 1/2
Walt Disney	39 1/2	39 1/2
Westinghouse	39 1/2	39 1/2
World Wide	39 1/2	39 1/2
Xerox	39 1/2	39 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PHILIPS LANCE UN EMPRUNT OBLIGATAIRE EN FRANCS SUISSES. - Le géant néerlandais de l'électronique, Philips, lance un emprunt, en obligations, d'un montant de 200 millions de francs suisses à un taux de 5,125 %, à échéance la fin de l'année 1986. La durée est de deux ans, le remboursement anticipé n'est pas autorisé, les inscriptions auront lieu du 15 au 19 novembre et le versement est prévu pour le 29 novembre, a indiqué Philips.

TRAFALGAR HOLDINGS ET GLEN LANCANT UN ULTIMATUM A MINERVA. - Les deux firmes anglo-américaines, qui tentent de prendre le contrôle du premier fabricant mondial de rouleaux à bille, Minerva Co., ont annoncé qu'elles demanderaient officiellement au

ministère japonais des finances l'autorisation de lancer une offre sur la totalité du capital de Minerva, si cette société n'acceptait pas, avant lundi, leur offre de rachat de 1,42 milliard de dollars (308 milliards de yens).

Minerva avait refusé l'offre faite, vendredi dernier, par ces deux firmes, Trafalgar Holdings Ltd (Grande-Bretagne) et Glen International (Grande-Bretagne), et avait entamé un processus de fusion amicale avec une société japonaise du textile.

LA FIRMES AMERICAINE EF HUTTON EST MISE SOUS SURVEILLANCE BOURSIERE. - La commission américaine de contrôle des opérations de Bourse a placé la firme new-yorkaise de services financiers EF Hutton sous surveillance, à la suite des violations de la loi sur les opérations boursières commises par cette firme depuis 1980. EF Hutton avait reconnu il y a plusieurs mois, avoir, contrairement à la loi américaine, augmenté ses revenus par des tirages préférentiels sur des comptes bancaires qui n'étaient pas encore approuvés. L'enquête des autorités fédérales sur cette affaire ayant effleuré la réputation de la firme, la commission de contrôle des opérations de Bourse l'a placée sous un régime de mise à l'épreuve, en fixant un ensemble de règles de conduite que EF Hutton s'est engagé à suivre.

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 à 28 déc. 1984)		
	29 oct.	30 oct.
Valeurs françaises	116,5	117
Valeurs étrangères	93,6	94,5
C ^o DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 à 31 déc. 1981)		
	29 oct.	30 oct.
Indice général	218,3	219,4
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Euros livrés du 31 octobre		
9 3/16 %		
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	30 oct.	31 oct.
1 dollar (en yens)	211,67	211,40

Le Monde

PAR 196 VOIX CONTRE 119

Le Sénat refuse la ratification du protocole européen sur l'abolition de la peine de mort

Le Sénat a adopté définitivement, le mercredi 30 octobre, deux projets de loi précédemment approuvés par l'Assemblée nationale. Le premier autorise l'adoption à un protocole sur l'interdiction en haute mer de cas de pollution par des substances autres que les hydrocar-

bures, le second permet la ratification d'une convention « contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

En revanche, le Sénat a refusé dans sa majorité la ratification du protocole n° 6 à la

convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, concernant l'abolition de la peine de mort en votant la motion tendant à opposer la question préalable au texte (ce qui équivaut au rejet du texte auquel elle s'applique).

Les antiabolitionnistes font entendre leur voix au sein de l'opposition.

Enfin, le Sénat a adopté en deuxième lecture le projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs. Il a ainsi accepté le dispositif adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 5 octobre) permettant aux parents ou aux représentants légaux de l'enfant d'ajouter au nom de l'enfant l'usage du nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien et d'offrir cette possibilité à titre d'usage à toute personne majeure.

A. Ch.

Ce vote, acquis par 196 voix contre 119 (1), est à rapprocher de celui intervenu le 30 septembre 1981 qui s'était soldé par l'adoption de l'abolition de la peine de mort au Palais du Luxembourg par 160 voix (contre les sénateurs de gauche, un nombre important de sénateurs de l'opposition majoritaire au Sénat) contre 126. Pourquoi ce « revirement » ?

Si certains urateurs comme M. Jean Chénou (RPR, Paris) ont cru, et donc refusé, que la France soit liée par une convention internationale dont la ratification serait approuvée par une majorité en fin

de législature, l'argument principal du rapporteur, M. Charles Besson (Un. cent. Haute-Savoie), qui avait voté l'abolition en 1981, portait sur la non-réforme promise alors du code pénal. Par « l'absence d'une législation pénale achevée », M. Besson entend l'absence d'une peine de substitution.

Cette affirmation a été contestée à la fois par M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) et par M. Robert Badinter. L'un et l'autre ont rappelé que, depuis 1978, à l'initiative de M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, existent des périodes de sûreté d'une durée minimum de quinze ans.

Une nouvelle proposition de loi pour le rétablissement de la peine capitale

Quarante et un députés RPR et apparentés ont déposé, le 17 octobre, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de loi « tendant à rétablir la peine de mort pour certains crimes ». Les trois premiers signataires de cette proposition sont MM. Pierre Messmer, Claude Labbé et Jean Foyer. Ni M. Jacques Chirac ni M. Jacques Tonbion ne l'ont signée.

Cette proposition prévoit que « la peine de mort demeure applicable aux auteurs de crimes ou de tentatives de crimes de sang et à leurs complices lorsque ces crimes sont aggravés par l'une des trois circonstances énoncées ci-après :

- 1) Lorsqu'ils ont le caractère d'actes de terrorisme ;
- 2) Lorsqu'ils sont dirigés contre des personnes appartenant à la gendarmerie, aux services de police ou à l'administration pénitentiaire dans l'exercice de leurs fonctions ;
- 3) Lorsqu'ils sont l'œuvre de condamnés à la réclusion perpétuelle pour crime de sang.

Les auteurs de la proposition de loi ne veulent pas de la guillotine et précisent : « Une loi ultérieure déterminera un nouveau mode d'exécution de la peine de mort ».

EXPÉRIENCE UNIQUE AU MONDE

Le système de paiement par carte est unifié

Les délais sont respectés. Le 1^{er} novembre 1985 marque le coup d'envoi officiel de l'unification des systèmes de paiement par carte dont le principe avait été décidé en juillet 1984, le changement effectif des cartes devant intervenir progressivement - il a déjà commencé - au cours des prochains mois.

Cette opération vise à unifier les deux grands réseaux existants réunis au sein du groupement « carte bancaire » (CB) :

- celui du GIE de la carte bleue Visa regroupant près de 220 banques commerciales une quarantaine de banques populaires, les caisses d'épargne et les PTT ;
- celui de la « carte verte » Eurocard du Crédit agricole et du Crédit mutuel.

Concrètement, elle permettra aux détenteurs de ce mode de paiement « en plastique » quelle que soit leur banque, de régler leurs achats auprès de 350 000 commerçants en France tout en accordant à un nombre croissant de distributeurs automatiques de billets (DAB) pour lesquels l'« interbancaire » est également la règle depuis juillet dernier.

On compte actuellement en France un peu plus de 5 millions de

porteurs de carte bleue et environ 600 000 détenteurs de Carte Eurocard. En cours de remplacement par des « cartes bancaires », elles pourront continuer à être utilisées pour régler les achats effectués auprès de commerçants affichant l'écoulette « CB » ou pour retirer de l'argent dans les DAB (distributeur automatique de billets).

D'autre part, 14 millions de personnes possèdent en 1984 une carte bancaire de retrait gratuite, dont la moitié au Crédit agricole. Plus de 3 millions d'entre elles ont déjà remplacé par une nouvelle carte de paiement CB. L'interbancaire ne sera pas permise, toutefois, au titulaire d'un compte bancaire, qui ne possède actuellement qu'une carte magnétique gratuite de retrait.

Pour les clients du Crédit agricole, la détention de la nouvelle carte « CB » permettra d'accéder à 350 000 commerces contre seulement 120 000 actuellement affiliés au réseau Eurocard alors que pour les titulaires de la « carte bleue », le gain est moindre, puisqu'elle est déjà acceptée par environ 300 000 commerçants.

C'est du côté de la distribution que la grogne est la plus sensible. Un armistice était certes intervenu début octobre avec les banques accusées de ne pas jouer le jeu des commissions bancaires déduites des chèques de paiement (le Monde du 1^{er} octobre 1985). Mais la révision des contrats avec le monde de la grande distribution (passés respectivement avec le GIE Carte bleue ou avec les caisses régionales du Crédit agricole) n'était toujours pas faite fin octobre alors qu'il était donné - très discrètement - le feu vert à l'unification du paiement par cartes.

Les particuliers ne sont pas oubliés non plus. S'ils vont effectivement bénéficier de prestations accrues, ce service leur coûtera davantage : 95 F (au lieu de 70 F précédemment) pour la Carte bleue nationale à débit différé, 75 F pour les cartes à paiement immédiat (diffusées par les PTT et les Caisses d'épargne), et 135 F (au lieu de 110 F) pour la Carte Visa internationale.

Quant aux Cartes vertes du Crédit agricole, jusqu'ici délivrées gratuitement par certaines caisses régionales, elles coûteront 35 F pour les Cartes libre-service bancaire (CLSB), permettant seulement des retraits dans les billetteries du réseau. La carte nationale sera payante aux mêmes conditions que la carte bleue, tandis que la carte internationale Eurocard/Mastercard sera son prix allégé sur celui du concurrent : 135 F.

Avec cette « interbancaire », la France deviendra le premier pays à disposer d'un système bancaire de paiement par carte « unique dans le monde », à tenir à préciser M. Jean Dromer, nouveau président de l'Association française des établissements de crédit (AFEC).

S. M.

L'affaire des Irlandais de Vincennes

- M. Jegat a été longuement entendu par la justice
- Le capitaine Barril nie les accusations portées contre lui

Bernard Jegat, le ténor surprise dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, qui accuse le capitaine Paul Barril d'avoir lui-même apporté les pièces à conviction lors de l'arrestation (nos éditions du 31 octobre), a été longuement entendu, mercredi 30 octobre, de 8 h 30 à 15 heures, par le juge d'instruction parisien chargé du dossier, M. Alain Verleone. Le capitaine Barril a, de son côté, réfuté les accusations de M. Jegat, qu'il qualifie de « maître chanteur ».

La longue audition de Bernard Jegat, trente-six ans, de nationalité française, aurait confirmé et approfondi le témoignage qu'il avait confié à la Direction de la surveillance du territoire (DST) au début de l'année. Refusant catégoriquement de reconnaître les journaux, Bernard Jegat, qui ne se cachait pas, avait déclaré récemment de se confier à la justice, se contentant peu protégé et abandonné par ceux auxquels il avait rendu service dans la lutte antiterroriste. Il avait ainsi fait part très récemment de ses intentions dans une lettre adressée au parquet de Paris.

Lors de son audition par M. Verleone, mercredi, il aurait accompagné ses accusations d'un « récit très cohérent et très détaillé ». Cette audition devrait être suivie, jeudi 31 octobre, à 15 heures, d'une autre audition, sur l'initiative du parquet général cette fois. M. Jegat était soutenu par M. Laurent Devaux, substitut, chef de la section criminelle. La base de cette nouvelle audition est le procès-verbal établi par la DST, transmis il y a quelques semaines au procureur général.

Cette nouvelle convocation est jugée « choquante » par certains magistrats du siège, qui ne comprennent pas pourquoi le procès-verbal de la DST n'a toujours pas été transmis au juge d'instruction, M. Verleone. Cet imbroglio apparent s'explique par le fait que le témoignage de Bernard Jegat pose un problème juridique délicat. Officiellement, la seconde information judiciaire confiée à M. Verleone,

pour « enlèvement de preuves et disparition de pièces », ne vise pas les faits reprochés depuis mercredi au capitaine Barril. Pour pouvoir entendre l'accusé « super-gendarme », le juge d'instruction devra donc attendre l'ouverture d'une troisième information judiciaire, à l'étude actuellement au parquet.

Quant au capitaine Barril, il a annoncé, le mercredi 30 octobre, sur Antenne 2, son intention de porter plainte pour diffamation contre le Monde. Sur la même chaîne, il a nié avoir apporté lui-même, dans l'appartement de Vincennes, les armes et l'explosif qui y ont été découverts. A la question de savoir si Bernard Jegat lui avait apporté ces armes, de la douzaine et des explosifs, comme l'affirme le dossier, le capitaine Barril a répondu : « Certainement pas ; pourquoi l'aurait-il fait ? Et, à cette époque, s'il l'avait fait, je crois que ces pièces auraient été très intéressantes pour la justice ».

Le capitaine Barril a néanmoins affirmé que les déclarations de Bernard Jegat lui faisaient « plaisir » dans la mesure où elles accablent la thèse, qui a toujours été la sienne, « que les Irlandais étaient des terroristes ».

Sur France-Inter, ce jeudi 31 octobre, le capitaine Barril a estimé, en réponse à une question, qu'à travers lui on visait son « ami », le chef d'escadron Christian Fronteau, conseiller technique du président de la République. Pourtant, a déclaré le capitaine Barril, « le commandant Fronteau n'a absolument rien à voir dans cette affaire. Lui était à l'Elysée en train de faire son travail et moi, j'étais au GIGN à commander le groupe d'intervention ».

Sur France-Inter, jeudi, l'avocat du capitaine Barril, M. Francis Szpiner, s'est étonné que le Monde ne se soit pas montré surpris que le ministre de l'Intérieur ait tardé à transmettre à la justice le procès-verbal d'audition de Bernard Jegat. La veille, dans les couloirs du palais de justice, l'avocat avait déclaré à propos de son client : « Certes Paul Barril, comme Dreyfus, est capitaine. Ce n'est pas une raison pour en faire un bouc émissaire perpétuel ».

De son côté, M. Antoine Comte, l'avocat de Michael Flunkett, l'un des nationalistes républicains irlandais arrêtés à Vincennes, nous a déclaré : « attendre, avec intérêt la suite de l'instruction de cette affaire ». M. Comte regrette cependant « l'amalgame implicite » fait, selon lui, dans les colonnes du Monde « entre la résistance irlandaise et le terrorisme international ».

Sur le vif

France-pub !

Vous avez vu comment il se font mesurer, ceux qui nous gouvernent à la télé ? Ils se payent une de ces pubs ! Enfin, pas eux. Nous, ils nous prennent nos sous pour mieux se vendre ou plutôt se revendre. A qui ? A nous.

Admirez, mesdames, messieurs, le boulot qu'on a fait. Regardez sur vos écrans, entre une lecture et un dérapage, la France qui avance. La France sécurisée : ses flics vont changer d'uniforme ! La France jeune, au chômage, qui plante - elle a trouvé le TUC - des arbres en forme d'hexagone. La France livrée aux plaisirs solitaires de la retraite à soixante ans. La France dynamique en queue du peloton dans la lutte contre l'inflation qui pique un sprint et se retrouve en tête avec les Etats-Unis...

Tout ça, c'est bien joli. Mais c'est pas normal. Moi, je ne suis pas d'accord. J'ai appelé le responsable de cette campagne à Matignon. Je lui ai dit ce que j'en pense. A quel il m'a répondu : Les autres faisaient pareil. En 1977, ils se sont offert des giclées de spots, encore plus recolorés, avec l'argent du

contribuable : le gouvernement a pris dix-huit mesures pour les Français, écoutez voir.

Peut-être, mais c'est pas une raison. Vous imaginez la tête des Anglais si les torres venaient se faire de la réclame, sur leur dos, à la BBC : la guerre des Malouines, qui c'est qui l'a gagnée ? Les syndicats, qui c'est qui les a brisés ? C'est la mère Meggie. Elle tape plus loin, elle frappe plus fort que le père Kinnock. Ce serait l'insurrection. Nous ici, rien aucune réaction.

Même l'opposition a attendu jusqu'à la semaine dernière - on est pourtant à quatre mois des élections - pour se réveiller. Elle demande un droit de réponse à la Haute Autorité. Là encore, j'ai décroché mon téléphone. Je suis tombée sur un mec du RPR, rue de Lille. Lui non plus, ça ne le gêne pas. Pas du tout. A condition de pouvoir en faire autant.

Ci promet pour l'avenir, dites donc ! Je ne sais pas combien de chiffres elle va se garder la droite, rien que pour elle, quand elle reviendra au pouvoir. Plutôt deux qu'une, croyez-moi.

CLAUDE SARRAUTE.

● Rassemblement à New-Delhi à la mémoire d'Indira Gandhi. - Des centaines de milliers d'Indiens ont rendu hommage, jeudi 31 octobre à New-Delhi, à Indira Gandhi, assassinée il y a un an par des extrémistes sikhs. Un grand meeting à la mémoire de l'ancien premier ministre - un million de personnes étaient attendues - a été organisé à New-Delhi. M. Rajiv Gandhi devait prononcer un discours à la mémoire de sa mère. Simultanément, au Pendjab, plus de dix mille militants

sikhs se sont rassemblés au Temple d'or d'Amritsar, lieu saint des sikhs, pour honorer la mémoire du meurtrier (qui a été tué), qualifié de « martyr et combattant héroïque de la nation sikhs ». - (AP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

L'anthropologue Louis-Vincent Thomas rappelle que les rites funéraires sont nécessaires pour les vivants... Nous aurions des devoirs envers les morts, non pas moraux mais vitaux ; non pas pour eux "qui n'existent plus" mais pour nous qui avons à vivre. C'est le prix à payer pour le repos de l'âme des vivants.

Le Monde

Louis-Vincent Thomas

Rites de mort

360 pages 79F

FAYARD

Pour la paix des vivants

New York

vol direct de Luxembourg

aller F. 3290

retour F. 3290

Les autres destinations

CELANDAIR

Washington (en) F. 3370

Chicago F. 3590

Detroit F. 3590

Orlando/Florida F. 3890

A compter de 10 personnes, tarifs spéciaux. Consultez-nous.

Accompagnement SNCF compris de Paris et de l'est de la France.

(*) service de bus en Florida.

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines 75002 PARIS (1) 47 42 52 26

Le numéro de « Monde » daté 31 octobre 1985 a été tiré à 502 597 exemplaires

A B C D E F G H

مكتبة من الأصل

REPARATION DU SOMMET AN

MISSISSIPPI : M. Reagan

de proposition

ambellie

Le Monde

Pologne

Valérian et

ultime tentative pour le cataclysme de M.

LES FOUDEURS D'HYPIS

DARGAUD